

# courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE

N° 320

MAI 2022

3 €

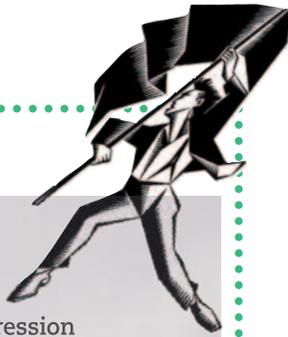
► AMÉNAGEMENT  
TERRITOIRES EN RÉSISTANCES

► UKRAINE  
GÉOPOLITIQUE DU CONFLIT  
CONTRE L'IDÉOLOGIE DES VA-T-EN GUERRE

► POLITIQUE  
LONGUE AGONIE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE



**BRISONS LE CADRE RÉPUBLICAIN,  
PRÉPARONS LA RÉVOLUTION SOCIALE**



## RUBRIQUES

- 3... ► ÉDITO : Et c'est reparti pour un tour !
- 21... ► BRÈVES DE L'ÉCO
- 22... ► BIG BROTHER chroniques du contrôle et de la répression
- 28... ► INSUBORDINATION SALARIALE chroniques de la lutte des classes

## POLITICIENS

- 4... ► SOCIALISTES, UNE LONGUE AGONIE

## DOSSIER UKRAINE

- 6... ► UKRAINE LA DÉSILLUSION DE POUTINE
- 9... ► POUR DES BRIGADES INTERNATIONALES DE LA BOURGEOISIES
- 10... ► RENAULT EN RUSSIE
- 13... ► GUERRE (DE CLASSE) DANS LA GUERRE ET GUERRE À LA GUERRE

## IMMIGRATION

- 16... ► RÉFUGIÉS UKRAINIENS  
OU COMMENT L'UE TENTE LE « REFUGY-WASHING »
- 19... ► INITIATIVE : REMETTRE L'IMMIGRATION AU CŒUR DU POLITIQUE

## ANTIMILITARISME

- 24... ► LA GUERRE SE FABRIQUE PRÈS DE CHEZ VOUS

## PATRIARCAT

- 25... ► LES FEMMES TOUJOURS PLUS MAL PAYÉES QUE LES HOMMES

## TOUCHONS LE FOND

- 29... ► A PROPOS DE LA LUTTES DES CLASSES
- 30... ► QUE FAIRE DE L'ENCADREMENT CAPITALISTE ?
- 32... ► UNIVERSITÉ ET ÉMANCIPATION PARTIE 2

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- 34... ► ET POURTANT ELLES EXISTENT ! (LES LUTTES)

## INTERNATIONAL

- 35... ► QUELQUES NOUVELLES DU KAMERUN

## VITE FAIT SUR LE ZINC

- 35... ► LECTURES : ALGÉRIE, LE PIÈGE IDENTITAIRE...
- 36... ► RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY 2022

Ce numéro a été préparé en **ÎLE DE FRANCE** et maqueté à **ST-NAZAIRE**.  
La commission journal de **fin mai** aura lieu à **LIMOGES**

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

**C**OURANT ALTERNATIF paraît depuis 1981, sans comité de rédaction, réalisé de façon militante et décentralisée par des personnes membres ou proches de l'Organisation communiste libertaire, l'OCL.

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant·es intéressé·es au même titre que les militant·es OCL de la ville en question et que des représentant·es des autres groupes de l'OCL.

Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des évé-

nements et des souhaits émis par les groupes ou des individu·es.

En outre, chaque CJ débute par un débat sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire.

Le collectif organisateur rédige ensuite un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) et c'est lui qui écrit l'éditorial en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions, écrivez-nous.

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore  
BP 81213  
51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Contactez localement

**l'Organisation Communiste  
Libertaire**

### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

### AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

### BRETAGNE

oclnantes@free.fr  
ocl.st-nazaire@orange.fr  
Douarnenez : ocldz@riseup.net

### CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o egregore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

OCLB c/o La mouette enragée  
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex  
lamouette.enragee@wanadoo.fr  
ocllille@gmail.com

### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

### POITOU-CHARENTES

ocl-poitou@orange.fr  
oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

"Courant alternatif"  
c/o Maison de l'écologie  
4 rue Bodin 69001 Lyon  
ocl-lyon@laposte.net  
ocl-valence@riseup.net

### Autres contacts

passer par  
oclibertaire@hotmail.com

site  
<http://oclibertaire.lautre.net>

## ABONNEMENTS 1 AN

- 10 numéros.....30 €
- Tarifs réduits (pour les fauchés).....18 €
- Soutien.....+ de 30 €
- À l'essai (3 numéros).....5 €
- Un numéro sur demande **GRATUIT**
- Gratuit pour les prisonnier·es

Abonnements à l'international et envois en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de **La Galère** à envoyer à Reims  
ou abonnements en ligne sur le site

# ET C'EST REPARTI POUR UN TOUR !

**A**près une campagne présidentielle où, comme d'habitude, pour arriver au second tour (dont les protagonistes nous étai-ent annoncé-e-s depuis quasiment le début du quinquennat) il n'a pas été question des vrais problèmes politiques, nous savons que c'est Jupiter qui enquille de nouveau pour cinq ans... Notamment, grands absents, le réchauffement climatique, la pollution et l'avenir de la planète ont visiblement cessé d'être une urgence, malgré un rapport du GIEC tombé en pleine campagne, nous promettant l'apocalypse si rien n'est fait d'ici trois ans. Niveau salarial, l'apocalypse est certaine : vouloir faire bosser 15 à 20 heures par semaine les allocataires du RSA, au moins le discours est clair, c'est en dessous du SMIC. Du point de vue de l'électeur macroniste startupeur, patron ou cadre, confortablement installé, c'est un peu comme si quand le soleil brille, ça l'emmerdait que les pauvres aussi profitent du soleil, si faible soit-il.

Le « front républicain » a de nouveau tenu, malgré un président, une droite et des médias qui labourent assidûment un boulevard aux idées d'extrême droite pour nous faire ensuite le coup de l'héroïque castor qui fait barrage, seule façon d'assurer une réélection en ces temps d'électorat volatile et abstentionniste, jusqu'au jour où... Enfin, ce « front républicain » n'a pas si bien marché que ça si on observe le niveau d'abstention, le plus élevé pour une présidentielle depuis 1969. C'est quand même la troisième fois qu'on nous fait le coup. Et nous savons que de toutes façons, en ces temps de crise et de dictature financière, nous nous acheminons vers une gestion de la société capitaliste de plus en plus autoritaire, quel(le) que soit l'heureux(se) élu(e).

À noter un résultat électoral assez clair au premier tour : moins il y a d'immigré-e-s, plus il y a de votes pour l'extrême-droite raciste, contrairement aux idées préconçues. Les quartiers urbains populaires ont clairement voté France Insoumise. Le fameux vote ouvrier pour le Front National a un peu de plomb dans l'aile, même s'il est important, derrière l'abstention... Une nouvelle tout de même satisfaisante: un nouvel AVC de la sociale démocratie his-

torique (PS, EELV, PCF), qui semble en bonne voie de l'amener aux soins palliatifs. L'espoir ressurgit toutefois dans Mélenchon, son nouvel avatar, y compris chez nombre d'abstentionnistes historiques.

Pourtant, des candidats issus des mouvements sociaux, arrivés au pouvoir dans la dernière décennie, ont bien montré toute l'étendue de leur volonté d'un « autre monde », comme celui que nous vend Mélenchon et sa clique « insoumise » : au Chili, après l'élection du président Gabriel Boric, issu de la gauche radicale, de nombreux dirigeants ont été reconduits alors qu'ils appartiennent clairement à la classe qui a mené la politique bourgeoise et réprimé le soulèvement de 2019. Le président s'est illustré par des accords avec les néolibéraux dès son élection, et par la répression très violente d'une manifestation pour réclamer un réajustement des bourses alimentaires lycéennes et étudiantes fin mars. Au Pérou, l'enseignant et syndicaliste Pedro Castillo, élu pour créer « un gouvernement de rupture avec l'ordre néolibéral », a eu à faire face à une grande révolte de travailleurs des transports et d'ouvriers agricoles contre le coût de la vie et les privilèges accordés aux grosses entreprises, et n'a trouvé comme réponse que de décréter l'état d'urgence début avril. En Espagne, le gouvernement PSOE-Podemos envoie les chars contre la grève des 30 000 métallurgistes de Cadix en novembre dernier... Sans compter la Grèce de Syriza... Bref, les sociaux-démocrates sont des charlatans vendeurs de faux lendemains qui chantent, les fossoyeurs des révoltes prolétariennes, et les ennemis de la révolution sociale, hier, aujourd'hui, demain !

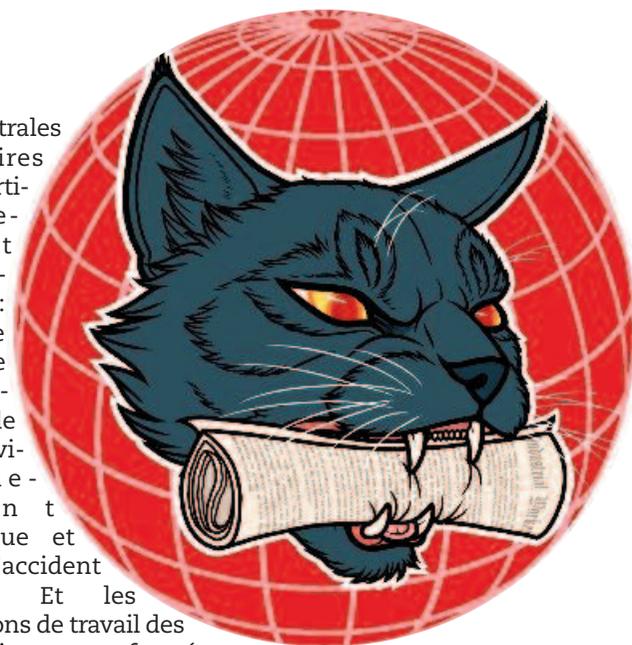
Pas plus enthousiasmant, la guerre en Ukraine. Une guerre horrible comme le sont toutes les guerres, de l'Irak au Yémen en passant par la Yougoslavie. Une guerre qui est placée sous le double signe de la menace nucléaire : militaire et civil. Vont-ils finir par se laisser tenter ? On sait parfois comment une guerre commence, on ne peut jamais prévoir jusqu'où elle ira. Menace de l'usage de la bombe donc, mais menace aussi du fait des centrales nucléaires du pays. Ce sont des objectifs militaires, et un dégât collatéral est si vite arrivé.

Les centrales nucléaires sont particulièrement vulnérables : une rupture prolongée de l'approvisionnement électrique et c'est l'accident majeur. Et les conditions de travail des technicien-ne-s enfermés sur place peuvent laisser craindre des incidents graves.

Cette guerre a des relents très malsains chez nous. Les va-t-en-guerre habituels prêts à envoyer mourir tout le monde pour leur cause, les médias prêts à condamner toute manifestation culturelle russe pendant que les industriels continuent à faire leurs affaires là-bas sans que ça ne choque personne. Tout Russe qui hésite à affronter la prison pour dénoncer la guerre est un suppôt de Poutine, mais par contre il est normal que nos industriels financent l'armement russe pourvu qu'ils poursuivent leurs bénéfiques. Relents très malsains aussi dans la différence de traitement des réfugiés : les Syriens, les Éthiopiens, les Soudanais, ils ne fuient pas la guerre, eux ? Le sordide est à son comble lorsqu'on tente de dégager le peu de réfugiés logés pour mettre des Ukrainiens à leur place.

Il y a cependant une issue et une seule : organiser la riposte sociale contre les mesures que notre président nous a promises, se battre pour nos positions internationalistes et notamment le droit à la libre installation et l'égalité français-e-s-immigré-e-s. Nous avons souvent dit que le capitalisme c'est la misère, on nous rappelle aujourd'hui (si jamais on l'avait oublié) que le capitalisme, c'est aussi la guerre. Comme le disait le drapeau de l'armée insurrectionnelle makhnoviste lors de la révolution russe : « Mort à tous ceux qui s'opposent à la liberté des travailleurs ! »

Groupe OCL Île-de-France,  
24 avril 2022



# Socialistes, une longue agonie

**S**i on en croit les signataires des appels aux manifestations antifascistes entre les deux tours, nous serions au seuil d'un « péril fasciste » auquel nous devrions faire front en étant massivement dans la rue (tout en votant Macron, naturellement !). Eh bien, si on en juge par le « succès » de ces manifestations, je crois que le plus sage aurait été de nous exiler en vitesse avant le deuxième tour. Et, en attendant, de profiter de nos derniers bons moments.

**A**u lendemain du premier tour, au milieu d'un océan de larmes qu'il convenait de ne pas retenir sous peine de passer, au mieux pour un inconscient, au pire une ordure crypto fasciste, il y eut quand même quelques petits plaisirs qui, s'ils ne changeaient pas le monde, faisaient quand même du bien là où ils passaient : la chute relative de la maison Zemmour, la gueule des journalistes de C-news quand on crut que Mélenchon allait dépasser Le Pen n'étaient qu'une mise en bouche... Le pompon ce fut assurément les 1,7% d'Anne Hidalgo ! Quelle joie de voir la dernière représentante de la sociale démocratie française terminer derrière un PCF qu'elle avait eu pour objectif de laminer depuis l'union de la gauche en 1981... et y était parvenu ! Autre succès à mettre à son actif pendant la même période, la remise en selle d'une extrême droite redevenue alors fantomatique après l'aventure OAS des années 1960, à seule fin de diviser la droite classique et faire ainsi croire qu'il existait une majorité de gauche dans le panorama électoral hexagonal.

## Premier épisode, l'union sacrée

2022 est, pour le PS, le dernier épisode d'une très longue histoire dont on peut espérer qu'elle sera la dernière. Tout commence en 1905 avec la création de la SFIO (section française de l'Internationale ouvrière — la deuxième) de Jean Jaurès. Il s'agit alors d'une rupture avec la conception de l'autonomie ouvrière représentée par le courant syndicaliste révolutionnaire de la CGT qui adoptera en 1906 la *Charte d'Amiens* considérant que les exploités doivent gérer eux-mêmes le processus révolutionnaire vers une société sans classe et qu'il n'est nul besoin de parti pour la représenter ni de parlement. Mine de rien, la porte est alors ouverte à une conception à ce point avant-gardiste du parti qu'elle permit, un peu plus tard, aux plus radicaux, de s'engouffrer sur le chemin totalitaire du bolchevisme.

Les élections législatives de mai 1914 donnent une victoire de la gauche – 102 députés sur 600 pour la SFIO<sup>1</sup>. Trois mois plus tard c'est la guerre et la quasi-totalité des socialistes soutiennent l'union sacrée faisant fi des grandes déclarations internationalistes/pacifistes qui faisaient florès avant-guerre dans les milieux socialistes et anarchistes, en laissant ainsi sur le carreau et en proie à la répression quelques admirables résistants que furent les animateurs de *La Vie ouvrière* et de *La Bataille syndicaliste*, les Monatte, Grifuelhes, Rosmer ou Péricat etc....

L'idole des roses, Jean Jaurès, ne dut qu'à un Villain nationaliste revanchard qui le trucidait le 31 juillet 1914, de n'avoir pas eu à prononcer lui-même cette reddition trois jours plus tard : « En présence de l'agression, les socialistes remplirent tout leur devoir. Pour la Patrie, pour la République, pour l'Internationale ». Le vénérable Edouard Vaillant le fera à sa place permettant au député du Tarn de conserver une auréole de pacifiste internationaliste alors qu'il avait maintes fois affirmé qu'en cas de conflit avec l'Allemagne il défendrait la patrie<sup>2</sup>.

## Deuxième épisode : Le congrès de Tours, décembre 1920. Le réformisme s'installe

L'enthousiasme patriotique faiblit au fur et à mesure que les massacres se multiplient. Les peuples veulent la paix et le font savoir. Le vent tourne et une minorité de socialistes lorgnent du côté de Zimmerwald et de Kienthal où quelques pacifistes de tous les pays veulent arrêter les massacres. Mais les parlementaires PS votent quand même une nouvelle fois les crédits de guerre (certains comme Guesde, Thomas ou Sembat seront même des ministres d'union nationale). Ce n'est qu'une fois la guerre terminée, en 1919, que le parti perd un tiers de ses députés qui rompent avec la seconde internationale jugée trop guerrière. Parmi ces derniers,

d'authentiques opposants de la première heure à l'union sacrée, mais aussi des opportunistes, comme Marcel Cachin ou Frossard, qui en furent de fervents partisans, mais qui sentent le vent tourner lorsqu'ils voient se développer à l'est de l'Europe des soulèvements révolutionnaires et qu'en France les grèves se multiplient. Inévitablement la scission se produit lors du 18<sup>e</sup> congrès de la SFIO, à Tours, l'année suivante. Mais au débat sur réformisme et révolution, sur union sacrée et pacifisme internationaliste, se substitue celui concernant l'adhésion ou non à la troisième internationale de Moscou qui tient lieu de clivage entre révolutionnaires et contre révolutionnaires. La défaite prolétarienne de 1914 est passée par là, il n'est plus question d'autonomie ouvrière. Il s'agit maintenant de soutenir la « patrie des travailleurs ». L'imposture fonctionne et la motion en faveur de l'adhésion regroupe trois fois plus de militants que celle qui y est opposée, portée essentiellement par les élus. La messe est dite, la majorité fonde le PC<sup>3</sup> et la minorité reste la SFIO.

Léon Blum résume bien la position de cette dernière : La révolution ? « Elle viendra à son heure historique ». Ce qui ne serait qu'une évidence dans la bouche d'un honnête matérialiste devient, dans celle d'un dirigeant socialiste de l'époque, une reddition en pleine campagne : le signal que la voie sociale-démocrate qui entend instiller quelques éléments de socialisme dans un capitalisme à visage humain est assumée. Si la chambre de l'immédiat après-guerre est « bleue horizon » et se charge de réprimer violemment les grèves qui éclatent un peu partout en 1920, c'est un cartel des gauches qui l'emporte en 1924. La scission de Tours a permis d'ouvrir une ère de stratégie d'alliance avec des « partis bourgeois » (surtout radicaux) qui ne sera jamais abandonnée. Mais la SFIO qui s'était contentée jusqu'alors de soutenir ces « gouvernements bourgeois » devra attendre les élections législatives de mai 1936 et le Front

1. A noter qu'il n'y a alors que 11 millions d'inscrits, que les femmes ne votent pas et que l'abstention/blanc-nul est de 26 % comme 108 ans plus tard !

2. voir Jean-Pierre Hirou, Parti socialiste ou CGT (1905-1914) ; de la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée. ed. Acratie, 1995.

3. A noter que sur les 24 membres du comité directeur du nouveau parti, 13 le quitteront ou en seront exclus très rapidement

Populaire pour gouverner elle-même, soutenue cette fois par les communistes mais de l'extérieur, suite aux émeutes provoquées le 6 février 1934 par les extrêmes droites.

### Troisième épisode : du front populaire...

Il est courant d'entendre dire que les conquêtes du Front populaire (congés payés, semaine de 40 heures, hausse des salaires...) sont le fruit d'une union entre les partis de gauche (PC, SFIO, Radicaux) pour barrer la route à la montée du fascisme en France. En fait, le programme électoral du Front en mai 36 était calqué sur celui des radicaux, fervents partisans du libéralisme et pour lesquels il n'est question que d'apporter « une solution aux injustices sociales les plus criantes [...], sans toucher aux structures de la société ». Il est reconnu que ce sont les masses, les ouvriers qui, sitôt les parlementaires élus, se sont engouffrés dans la brèche en occupant les usines (plus que la rue) en obligeant les élus à légiférer au-delà de ce qu'ils avaient prévu, face à une remise en question de fait de la propriété des moyens de production par les comités de grève qui poussent comme des champignons. Le gouvernement de Blum, formé seulement le 4 juin, signe le 8 les accords de Matignon en échange de la reprise du travail. Socialistes, staliniens et radicaux, adversaires farouches lorsqu'il s'agit de concurrence électorale, se mettent d'accord très rapidement pour mettre au pas des grévistes : « il faut savoir terminer une grève » est dans toutes les mémoires.

S'ouvre ainsi le mythe d'une séquence « révolutionnaire » ouverte grâce à la bonne ligne politique unitaire des partis de Front populaire. Une explication qui pourrait signifier qu'un péril fasciste bien contenu peut, par réaction, entraîner des effets positifs et que l'action électorale ouvre des voies inattendues à l'émancipation sociale. Heureusement (ou malheureusement) elle est un peu courte.

En effet, suite au 6 février 1934, partis et syndicats de gauche toujours divisés, appellent la semaine suivante, chacun de leur côté, à des manifestations dont l'objectif est plus de piquer des manifestants à la boutique voisine que tailler une croupière au fascisme montant. Or, le 12 février, contre toute attente, oubliant les consignes de leurs dirigeants qui se détestent, les manifestants, communistes et socialistes compris, se rejoignent et se mêlent aux cris de « Unité-unité ».

### ...aux pleins pouvoirs à Pétain

Dès lors la donne change : dans les mois qui suivent le PC abandonne sa stratégie « classe contre classe » qui lui interdisait toute alliance avec les radicaux. Ces derniers acceptent le contact avec les rouges, et les sociaux-démocrates sont prêts à gouverner soutenus par tout ce beau monde qui se doit de ne pas laisser le terrain de la lutte ni dans les rues ni dans les usines. La parenthèse « gouvernement de front populaire » n'est donc pas le fruit d'une initiative heureuse de la gauche dans laquelle le peuple s'est engouffré, mais la conséquence (malheureuse à nos yeux) de l'unité qui s'est faite à la base, entre prolétaires et essentiellement ouvriers. Une unité, nous l'avons vu, qui a été surtout faite pour arrêter la grève et prévenir toutes tentatives « d'aller plus loin ».

Les gouvernements de front populaire durent moins de deux ans de mai 1936 à avril 1938. 1<sup>er</sup> septembre 1939, c'est la guerre, le pays est en état de sidération, le prolétariat est totalement désarmé, la SFIO qui a fait ce qu'il fallait pour cela, se délite<sup>4</sup>. En juillet 1940 ce sont 170 parlementaires SFIO qui votent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain contre 36.

### Clap de fin : De Guy Mollet à François Mitterrand

Après la guerre la SFIO se reconstitue et participe à différents gouvernements. Nous retiendrons les œuvres de Jules Moch célèbre pour avoir mobilisé des milliers de gendarmes et de CRS contre 15 000 grévistes mineurs retranchés dans les galeries faisant 6 morts, des centaines de blessés et 3 000 licenciements<sup>5</sup>, alors qu'il était ministre de l'intérieur en 1947. Mais la grande figure de la SFIO c'est, sur cette longue période, Guy Mollet qui en devient le patron de 1946 à 1969, soutenu par la gauche du parti. Retenons simplement son bilan lors qu'il fut premier ministre pendant 14 mois (1956-1957) : en octobre il joint la France à l'expédition militaire menée par la Grande-Bretagne et Israël contre l'Égypte de Nasser sur le canal de Suez. Le 12 mars 1956 il obtient des pouvoirs spéciaux permettant, entre autres, de créer une justice militaire

qui se passe d'instruction et attribue aux militaires des pouvoirs de police en légalisant les camps d'internements. Finalement, en mai 1958, en pleine crise algérienne, il se rallie au général de Gaulle et lui vote les pleins pouvoirs (ce qu'il n'avait pas fait en 1940 pour Pétain !).

Le reste de l'histoire vous la connaissez. Une première chute en 1969 avec les 5% de Gaston Deferre à la présidentielle. La SFIO est morte, vive le parti socialiste qui naît en 1971 au congrès d'Épinay ! : Mitterrand, nouvel adhérent du PS, en prend la direction avec comme perspective une union de la gauche avec le PCF... sur la base d'une rupture avec le capitalisme... Hugh !

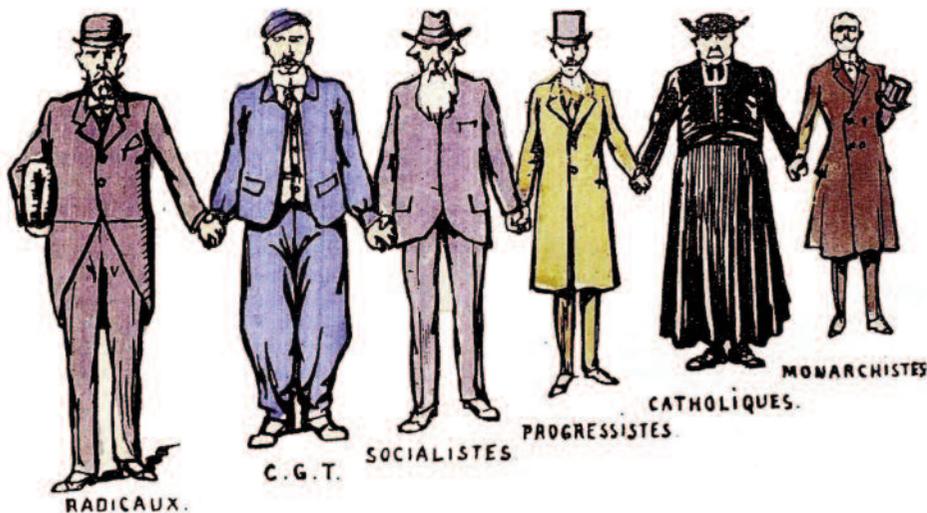
Cette belle histoire qui prend fin aujourd'hui, n'est pas, comme le prétendent les trotskistes, une affaire de trahison. Ce n'est pas l'histoire d'une dérive qui conduit de l'idéal révolutionnaire à une suite de répression des révoltes ouvrières, à des alliances avec la bourgeoisie et des compromissions avec les formes les plus autoritaires de pouvoir, faute de n'avoir pas choisi la bonne ligne pour le parti ou de s'être fait avalés par une éternelle volonté de pouvoir qui concernerait les humains. Leurs actes sont inscrits (comme le montre cet article) dans les choix faits dès le début : refus de l'aventure révolutionnaire (nous employons ce terme positivement contrairement à eux), la nation comme élément constitutif de l'appartenance et de l'identité au lieu de la classe, la représentation parlementaire et syndicale au lieu de l'autonomie ouvrière.

Le match ne fait que commencer.

JPD

4. Pour la petite histoire et comme clin d'œil au présent : il se forme une petite fraction « radicale » qui considère l'Allemagne et l'Italie comme des nations prolétaires opprimées par la France et la GB. Le nazisme idéologie des pauvres ?

5. Il y a 10 ans chacun des 17 grévistes licenciés encore vivants obtenaient une indemnisation de 30 000 euros pour licenciement illégal... C'est la ministre de l'Economie de Sarkozy, Christine Lagarde, future patronne du FMI qui s'est pourvu en cassation pour « assassiner » une seconde fois les mineurs. L'acharnement de l'avocat mantois Tiennot Grimbach valut en définitive aux mineurs d'être réhabilités... en 2014.



carte postale de 1916 en faveur de l'Union sacrée

# Ukraine : la désillusion de Poutine

Face à un conflit qui s'enlise,  
retour sur le pourquoi d'une guerre qui vient bouleverser l'ordre international.

Le 24 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine. Attaquant du nord, de l'est et du sud, les forces russes foncent sur les grandes villes ukrainiennes. Il s'agit de mener une opération éclair afin d'empêcher l'Ukraine de rejoindre l'OTAN et de démilitariser le pays. Selon Poutine, il s'agit d'une simple opération spéciale visant à « dénazifier » l'Ukraine afin de protéger les populations russes vivant dans le pays. Pour accomplir ses buts, le Kremlin vise la capture des grands centres urbains tels que Kyiv et Kharkiv, la chute du gouvernement ukrainien et tout ça rapidement afin de mettre le monde devant le fait accompli. Cependant, force est de constater que le plan russe n'a pas fonctionné : presque partout l'armée ukrainienne résiste et contre-attaque même ! Fin mars, le Kremlin annonce, dans ce qui peut être perçu comme un aveu de défaite, que ses opérations militaires vont à présent se concentrer sur la « libération » du Donbass qui aurait été le véritable but de la guerre. D'un point de vue humain, le premier mois de guerre en Ukraine est un véritable drame où le nombre des morts, tous camps confondus et civils compris, aurait dépassé la dizaine de milliers, les atrocités découvertes dans les zones où se sont retirées les forces russes ajoutent une couche d'horreur supplémentaire à la catastrophe. À cela s'ajoutent les millions de déplacés fuyant les combats et les bombardements. De plus, la globalisation du conflit en raison du soutien militaire et politique apporté à l'Ukraine par l'OTAN, et les sanctions économiques mises en place à l'encontre de la Russie par une large partie du monde, font que la Russie brandit – à demi-mot – la carte de la menace atomique. Autrement dit, c'est le retour de la guerre totale et de l'épée de Damoclès nucléaire sur le monde plus de trente ans après la fin de la guerre froide.



tres – par une grande grève des mineurs du Donbass. Après un référendum auquel plus de 80% de la population participe, le camp du « oui » l'emporte avec une écrasante majorité (plus de 90%) et l'Ukraine devient une nation souveraine. Cependant, sous cette image d'unité, que l'on doit en partie au ralliement à la cause indépendantiste du Parti communiste d'Ukraine (KPU), une fracture apparaît rapidement dans la nouvelle société ukrainienne. En effet, on constate rapidement que ce nouvel État possède deux visages et qu'il existerait pour ainsi dire, « deux Ukraine » telles que le défend le politologue ukrainien Kykolo Riabchuk<sup>1</sup>. D'un côté, nous aurions une Ukraine russophile et russophone, ayant bénéficié des programmes d'industrialisation de la période soviétique et de l'autre côté, nous aurions une Ukraine europhile, ne parlant que peu le russe, principalement rurale et qui serait très heureuse de s'être débarrassé de l'Union soviétique. Si l'on devait dresser une carte de ces deux Ukraine, elle pourrait être représentée comme ci dessus .

Mykolaïv, Dnipropetrovsk, Kharkiv, Donetsk et Luhansk ; clivage important au niveau des élections avec une majorité de votes pour les candidats pro-russes aussi bien en 2004 qu'en 2010 et cela tout particulièrement dans les oblasts de Crimée, de Donetsk et de Luhansk ; présence relativement forte également du KPU jusqu'aux législatives de 2012, etc.

Cependant, il est évident que cette vision bipolaire ne représente pas la réalité. Riabchuk le précise d'ailleurs lui-même en appuyant sur l'idée que la frontière entre les deux Ukraine est floue. De nombreux foyers parlent par exemple aussi bien russe qu'ukrainien. Également, certaines régions de l'ouest de l'Ukraine, échappent à ce clivage est-ouest du fait de la présence de minorités hongroises et carpato-ruthènes. Même constat pour la capitale ukrainienne qui abrite une importante communauté russophone. Finalement, la vision stéréotypée des deux Ukraine ne prend pas non plus en compte l'évolution dans le temps et l'apparition des jeunes générations qui, n'ayant jamais vécu en URSS, rentrent de moins en moins dans cette vision dichotomique de la société ukrainienne.

La théorie des deux Ukraine offre tout de même une fenêtre de compréhension afin de saisir les troubles de ces dernières années. En effet, l'invasion russe peut être perçue comme

Ce conflit puise ses sources, en grande partie, dans la construction de l'Ukraine moderne. De ce fait, la compréhension de la guerre en cours nécessite un bref retour dans le passé. Décembre 1991, l'Ukraine prend son indépendance pacifiquement d'une URSS à l'agonie, achevée – entre au-

Les Oblasts au sud et à l'est de l'Ukraine, ceux hachurés en gris, ont de nombreux dénominateurs communs : importantes populations russophones, surtout dans les régions de Donetsk, Luhansk et en Crimée ; importants centres industriels, énergétiques et miniers dans les régions de

1. RIABCHUK, Mykola. *Ukraine: One State, Two Countries?*. Transit Online, 2002, vol. 23

6. Union Démocratique Bretonne, parti indépendantiste de gauche Breton fondé en 1964

la continuation des affrontements de 2014 qui éclatèrent durant la révolution de la Dignité, en marge des manifestations de l'Euromaïdan. Ce mouvement est déclenché à la suite de la décision du gouvernement prorusse de Viktor Ianoukovytch de ne pas finaliser l'accord d'association qui devait être ratifié entre l'Ukraine et l'EU. Cette décision abrupte, prise sous la pression de Moscou, va cristalliser les tensions entre les deux Ukraine. La place Maïdan à Kyiv se transforme en véritable champ de bataille où s'affrontent des manifestant-e-s exigeant le départ de Ianoukovytch et les forces de l'ordre défendant le pouvoir en place. Des milices ultranationalistes ukrainiennes investissent également la place afin de lutter contre le gouvernement perçu comme étant à la solde de Moscou. Rapidement, le mouvement s'intensifie et gagne plusieurs autres villes telles que Lviv dans l'ouest de l'Ukraine. Inversement, dans certaines régions du sud et de l'est de l'Ukraine, comme à Odessa, Sébastopol, Donetsk, Louhansk ou encore Kharkiv, un mouvement anti-maïdan voit le jour et des affrontements violents se produisent entre pro et anti-maïdan en de nombreux endroits.

Cependant, précisons tout de suite deux phénomènes importants afin de réellement cerner les événements de 2014. Premièrement, il faut noter que le mouvement Euromaïdan ne peut être réduit à un simple mouvement protestataire de la part des Ukrainiens-e-s europhiles contre le gouvernement prorusse de Ianoukovytch. En effet, une partie importante des protestations sont avant tout alimentée par le ras-le-bol face à l'impunité – le *bespredel*<sup>2</sup> devrait-on dire – quasi totale dont jouissent les autorités et les élites de tous bords en Ukraine et non par un sentiment antirusse. Deuxièmement, il ne faudrait pas voir les affrontements entre les pro-maïdan et les anti-maïdan comme un conflit opposant la population ukrainophone à celle russophone. Il s'agit bien davantage d'un conflit entre deux visions du monde et de la place que l'Ukraine devrait y occuper. L'Ukraine est-elle une nation européenne devant rejeter les liens du passé la liant à la Russie ? Ou est-ce que l'Ukraine est une nation faisant partie d'une communauté panslavique plus large possédant un lien fort avec la Russie ? Certains affrontements se concentrent par exemple autour de la question du déboulonnage des statues de Lénine. En effet, ces statues seront défendues par les anti-maïdan dans plusieurs villes d'Ukraine, alors même que la présence communiste

est très minoritaire dans leurs rangs. La défense de ces statues représente donc avant tout la défense d'une vision d'un monde où l'Ukraine serait tournée vers la Russie et non vers l'Europe. Les semaines passant les manifestations se transforment en véritable révolte et la répression du gouvernement se fait de plus en plus violente jusqu'au jour où, fin février 2014, Ianoukovytch est destitué et un nouveau gouvernement est mis en place.

Face à ce que Moscou perçoit comme un coup d'État allant à l'encontre de ses intérêts, le Kremlin décide de reprendre l'initiative en s'emparant de la Crimée, une région hautement stratégique et largement russophile. Le nouveau gouvernement ukrainien, sachant l'état de non-préparation de son armée, assiste à la capture de la péninsule sans pouvoir réagir. D'autant plus que les troubles dans l'est du pays prennent de l'ampleur ! Une frange du mouvement anti-maïdan s'est muée en milice armée séparatiste et les villes de Louhansk et de Donetsk tombent dans leurs mains. S'il est évident que la Russie a en partie instrumentalisé la situation dans le Donbass en apportant une aide aux insurgé-e-s, il serait faux de penser que ces derniers sont entièrement téléguidés par Moscou. Une part importante de la population de la région perçoit le nouveau gouvernement comme étant illégitime et continue de soutenir Ianoukovytch, originaire lui-même du Donbass. Autrement dit, la Russie, en intervenant au Donbass, n'a fait que saisir une opportunité, créée par les mouvements de contestation locaux, d'enflammer la situation dans la région. La guerre durera jusqu'à la trêve de septembre 2014 et culminera avec l'intervention directe des forces armées russes venue porter secours aux insurgés qui perdaient du terrain face à l'armée ukrainienne. Cependant, les accords de Minsk, censés amener la paix dans la région, ne réussirent au mieux qu'à geler la guerre, du moins jusqu'en février 2022. Ce conflit latent dans le Donbass et l'intervention russe en Crimée eurent comme effet de souder une partie importante de la population ukrainienne face à la Russie. La montée des groupes ultranationalistes, la sévère répression de l'État ukrainien contre les organisations prorusses tel que le KPU et le fait que les régions les plus russophiles (Crimée, Louhansk et Donetsk) furent détachées de l'Ukraine sont venus parachever la transformation de la société ukrainienne. Autrement dit, la théorie des deux Ukraine ne tient plus la route<sup>3</sup>.

En revanche, au vu de la manière dont Moscou mène sa guerre actuelle en Ukraine, on peut imaginer que le changement sociétal affectant l'Ukraine depuis 2014 n'a pas été pris en compte par Poutine et son entourage. Au lieu de se retrouver face à une nation fracturée avec une part importante de la population accueillant l'armée russe comme des libérateurs, les militaires russes ont dû faire face à une population unie et prête à résister. Les citoyennes et citoyens ukrainiens se sont massivement enrôlé-e-s dans des unités de défense locale, chose rendue possible par l'abondance du matériel militaire envoyé par l'OTAN. Également, dans les régions nouvellement occupées par la Russie, on assiste à de nombreuses manifestations contre l'occupation – violemment réprimées – et à un très faible niveau de collaboration des autorités civiles avec l'occupant et cela même dans les régions historiquement russophiles de l'Ukraine. L'arrestation, début mars, de plusieurs cadres du service fédéral de sécurité (FSB) chargés du dossier ukrainien nous permet de croire que Poutine se serait rendu compte de cette erreur de lecture. Il faut dire que le dirigeant russe s'est de plus en plus enfermé dans sa tour d'ivoire et que sa vision du réel en est quelque peu brouillée. Cet isolement du chef du Kremlin rend plus difficile toute analyse objective de ses intentions. Ainsi, sa décision d'envahir l'Ukraine a surpris

2. Le *bespredel* est un mot russe, mais également employé en Ukraine, qui n'a pas d'équivalent direct en français. Il signifie l'état d'impunité total dont bénéficient les élites. Impunité qui est mise à profit par les classes dirigeantes afin de se maintenir au pouvoir par tous les moyens possibles et imaginables

3. RIABCHUK, Mykola. 'Two Ukraines' Reconsidered: The End of Ukrainian Ambivalence? *Studies in Ethnicity and Nationalism*, 2015, vol. 15, no 1, p. 138-156.

## La gauche et Maïdan

- Tristement, il faut avouer que le rapport de force n'est pas en faveur de la gauche en Ukraine. Le KPU n'ayant de « communiste » que le nom, il faut aller chercher plus à gauche pour trouver des organisations dignes de ce nom. Côté marxistes, nous pourrions mentionner l'existence du groupe Borotba (Lutte), de tendance stalinienne, qui a participé dans un premier temps aux manifestations sur la place Maïdan avant de passer dans l'autre camp. Il existe également un groupe de tendance trotskiste, l'Opposition de Gauche qui pour sa part s'est positionné en faveur de la révolution de la Dignité. Côtés anarchistes, nous pourrions mentionner le Syndicat Autonome des Travailleurs ou encore le groupe Action Directe, principalement composé d'étudiant-e-s. Ces deux groupes anarchistes vont activement prendre part aux mouvements maïdan toute en défendant leurs propres lignes politiques, résultant en de violents affrontements entre eux et les ultranationalistes. De nos jours, la situation s'est encore dégradée pour la gauche radicale en Ukraine, l'article Anarchistes et guerre : Perspectives anti-autoritaires en Ukraine sorti sur le site de Crimethinc quelques jours avant le début de l'invasion russe donne une bonne idée du rapport de force actuel.



El Lissitzky,  
*Battez les Blancs  
avec le triangle  
rouge*, lithogra-  
phie de 1920

plus d'un-e analyste tant cela a paru irrationnel. En revanche, l'état de sidération dans lequel l'invasion russe nous a plongés révèle bien notre incapacité à raisonner hors du rationalisme occidental et libéral. Pourquoi Poutine voudrait-il endommager durablement ses relations avec les pays de l'Union européenne, ses partenaires économiques principaux, remettant au passage l'existence de Nord Stream 2 ? Sans pouvoir apporter des réponses définitives tant l'opacité du pouvoir poutinien s'est

épaissie ces dernières années, certaines hypothèses peuvent tout de même être formulées.

Une des hypothèses pouvant être retenues est celle du renoncement, par Poutine, de faire de la Russie une nation occidentale. En effet, l'un des effets de la guerre en cours est l'érection d'un mur symbolique entre la Russie et l'Ouest et l'on peut se demander si cela ne faisait pas tout simplement partie du plan de Poutine. Après tout, les différents votes de sanctions aux Nations unies à l'encontre de la Russie, s'ils ont bien été approuvés par une grande majorité de pays, ne l'ont pas été par certaines puissances asiatiques telles que la Chine et l'Inde. Il faut se rappeler que Poutine défendait déjà l'idée en 2005 que la chute de l'URSS était la « plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier ». Le retour à un statut de quasi-guerre froide entre la Russie et l'Ouest ne serait donc peut-être pas perçu comme si dramatique de la part de Moscou. Si l'on retient cette idée, l'invasion de l'Ukraine peut paraître rationnelle si l'on adopte le point de vue poutinien, car ses conséquences sont simplement acceptables.

La guerre en Ukraine doit être également perçue à travers le spectre d'une lutte stratégique entre l'OTAN – États-Unis en tête – et la Russie et cela depuis la chute de l'URSS. Des guerres en Yougoslavie des années 1990 à la guerre civile en Syrie actuelle en passant par la guerre en Géorgie en 2008, les zones de tensions entre les deux adversaires ne sont pas rares. De plus, les incorporations successives au fil des années de plusieurs pays de l'ex-bloc de l'est au sein de l'alliance atlantique ont, aux yeux de Moscou, fait plonger la Russie dans une situation

d'infériorité et d'insécurité militaire inacceptables. L'armement et l'entraînement de l'armée ukrainienne entrepris par l'OTAN depuis 2014 et les discussions en cours afin que l'Ukraine intègre l'alliance étaient l'humiliation de trop pour Poutine. Par conséquent, il a décidé de commettre l'impardonnable et de déclencher une guerre, plongeant des millions de personnes dans l'horreur. Malgré la condamnation sans équivoque qu'il faut porter à l'encontre du Kremlin, il est juste également de penser que l'OTAN et les puissances occidentales ont une part de responsabilité dans le drame qui se joue actuellement. La volonté quasi permanente de l'OTAN, depuis la fin de la guerre froide, de considérer la Russie comme un adversaire – afin entre autres de justifier l'existence de l'alliance – est un élément de poids qu'on ne peut occulter si l'on veut comprendre le conflit en Ukraine.

À la mi-avril où s'écrivent ces lignes, l'armée russe est en train de préparer une grande offensive dans l'est de l'Ukraine. Si les forces ukrainiennes parviennent à résister tel qu'elles l'ont fait dans le nord du pays, cela pourrait sonner le glas de tout espoir de victoire russe. Cependant, il semblerait étonnant que Poutine puisse accepter de perdre cette guerre et cela laisse redouter le pire. Une mobilisation générale de l'armée russe – que le chef du Kremlin refuse d'ordonner pour le moment – pourrait en revanche mener à une contestation plus large en Russie contre la guerre. Il faut dire que le retour des « cercueils de zincs » – en référence aux cercueils transportant les militaires soviétiques tombés en Afghanistan des années 1980 – ébranle déjà passablement la société russe et que des manifestations, fortement réprimées, se produisent régulièrement dans les grandes villes. Malheureusement, il semble peu probable que cela puisse faire chuter le chef du Kremlin qui est plus que jamais déterminé à obtenir un succès militaire avant le 9 mai, Jour de la Victoire sur l'Allemagne nazi en Russie. D'ailleurs, selon l'institut Levada – accusé par le Kremlin en 2016 d'être à la solde des puissances étrangères – la population russe approuverait à plus de 80% les actions du chef de l'État. La conquête de toute l'Ukraine étant à présent un projet probablement irréalisable pour Poutine, et la reconquête totale du pays par l'armée ukrainienne étant également compliquée à imaginer, nous allons sûrement assister à une guerre prolongée débouchant sur un partage de l'Ukraine.

Yannick

### L'anticommunisme et l'Ukraine

-Très présent dans la société ukrainienne, l'anticommunisme prend cependant des formes différentes. Il existe deux anticommunismes en Ukraine. D'une part, un anticommunisme idéologique véhiculé par les groupes ultranationalistes – voire tout simplement néonazi – tel que le Pravyi sektor (Secteur droit) ou encore le bataillon Azov. Et d'autre part, un anticommunisme de circonstance (ou circonstanciel) qui prend sa source dans l'histoire du pays : Etouffement des tentatives d'indépendance ukrainienne par les bolcheviks dans les années 1920 ; famine des années 1930 due à la collectivisation hâtive des terres ; répression féroce des années 1950 (à la suite de la collaboration d'une part de la population ukrainienne avec le régime nazi durant la Second Guerre mondiale) ; mainmise de la nomenklatura du KPU sur les postes clés de la société ukrainienne jusqu'au début des années 2000 ; position prorussse défendue par le KPU en 2014... La liste des griefs ukrainiens envers le communisme russe est très longue. Évidemment, les deux formes d'anticommunisme se nourrissent et se renforcent mutuellement. Finalement, il est important de garder en tête qu'être anticommuniste en Ukraine ne représente pas forcément la même chose que l'être en Europe de l'Ouest.

## MANIFESTE

# Pour des brigades internationales de la bourgeoisie en Ukraine

**L**a bourgeoisie de plateaux télé semble unanime. Il faut se ranger d'un bloc derrière l'Ukraine et son si héroïque président Zelensky. Mieux. Il faut plus d'armes, plus de bombes, plus de morts pour pouvoir sauver le monde libre de l'affreux Poutine. Il faudrait même carrément faire la guerre à Poutine. Face à cette demande toujours plus pressante nous avons une proposition politique: allez y les gars !

Dès le 24 février ça a été la curée sur tous les plateaux télé. Il faut trouver du monde pour commenter l'invasion. Les spécialistes de stratégies militaires et de la vie ukrainienne sont trop occupés, alors il faut meubler avec des spécialistes sur le tas tous plus ou moins insipides. Nathalie Saint Cricq, Raphael Enthoven, BHL évidemment, rien ne nous sera épargné. La guerre amène son lot de viols, de meurtres de masses et de toutes les horreurs possible, mais ça, c'est la goutte de trop.

Car ces éditorialistes, tremblant d'excitation à la vue des bombardements sur Kiev, les mains moites en pensant à la part d'audimat qu'ils sont en train de se trancher, n'ont qu'une obsession: nous faire rentrer en guerre.

Cette frange particulière de la bourgeoisie médiatique dont la personne la plus illustre est l'inénarrable Bernard Henry Lévi ressort lors de tous les conflits armés pour «défendre le monde libre». Ce monde libre, qui n'est rien d'autre que l'impérialisme US et ses avatars, est un mantra pour ces «intellectuels» néo conservateurs. Ils ont milité pour l'intervention dans les balkans dans les années 90, en Irak (quel succès!) ou encore en Libye (incroyable d'efficacité) avec à chaque fois une rhétorique bien rodée: la guerre est un moindre mal face aux horreurs de ceux que le camp occidental érige en «axe du mal». Miloseviç, Saddam Hussein, Khadafi et maintenant Poutine, ces dictatures là n'ont pas ou plus la côte pour les Américains et deviennent les supers méchants de Disney. Il n'est évidemment pas question de défendre ici le bilan des dictatures susnommées ou même de relativiser leurs crimes mais les néoconservateurs n'ont que peu de discours sur les lapidations publiques de femmes adultérines en Arabie Saoudite ou les exactions multiples perpétrées par les bouchers mis en place par la France dans ses anciennes colonies... Pour noyer le poisson de leurs horreurs, les néo

conservateurs saupoudrent toujours leurs discours bellicistes et guerriers de philosophie. Imprégnés de l'esprit des lumières et d'un humanisme surplombant, ces dégoûtants personages, tout droit sortis de leurs salons, sont extrêmement cultivés. Jugez plutôt. Au moment d'appeler le monde occidental à rentrer en guerre, Raphael Glucksman, intellectuel montant de BFMTV et ancien candidat PS, est tout en emphase : «Mais nos élites biberonnées au mythe de la paix perpétuelle sauront-elles faire face à la tempête qu'elles ont si longtemps refusé de voir venir? L'Europe trouvera-t-elle la force de maître de ce chaos que les anciens Grecs plaçaient aux origines du monde, ou bien s'y noiera-t-elle par impuissance et apathie? » (Tribune dans *Le Monde*, 15 mars 2022) «Si nous ne défendons pas l'Ukraine pour nos principes, alors faisons-le pour nos intérêts vitaux». Les grecs quoi. Le mec nous a sorti des références à nos cours de 6ème sur l'antiquité pour justifier de livrer des lances missiles aux Ukrainiens. Alors ça ne vous aura pas échappé, les grecs n'ont rien à voir là dedans et il s'agissait juste pour Gluckman de rappeler qu'il était très cultivé. Attention une culture légitime, une vraie, avec du savoir et tout. Pas un truc vulgaire et sale. Pas la saleté et la vulgarité des soldats, qui crèvent dans la boue. Pas la vulgarité du peuple russe qui a le mauvais goût d'élire régulièrement Vladimir Poutine et qui va en chier encore un peu plus avec des batteries de sanctions économiques qui ne toucheront pas les structures du pouvoir russe. Ça ne sera donc pas une guerre vulgaire mais bien une guerre raffinée. Une guerre au nom de la civilisation. Une guerre avec des jouuuulies images, avec des jolis tanks qui explosent vu du ciel. Avec évidemment des moments forts comme lors des découvertes de charnier de Boutcha où les monstruosité de l'armée russe sont érigés comme des bouchers d'un autre temps. BHL qualifiera ce massacre « d'Ouradour en Ukraine ». Ce sera

l'occasion de rappeler leur humanisme sans borne. On ne les entendra pas parler des exactions de l'armée ukrainienne qui sont évidemment nombreuses puisque c'est une armée en campagne comme les autres. On les verra aussi très rétifs à rappeler la présence pourtant importante des néo nazis dans l'appareil militaire ukrainien.

Mais nous devons le rappeler avant de trop s'énerver sur des personnes qui n'en valent pas la peine: ces gens là ne sont rien et ne seront rien sans l'appareil médiatique qui les accompagne. Un appareil médiatique qui ne veut qu'un chose : plus de guerre. Plus de guerre pour alimenter la société spectaculaire marchande, pour alimenter la machine économique, plus de guerre pour permettre à l'occident de se tailler encore plus de parts de marché. Plus de guerre enfin, pour nous endoctriner, nous faire vivre dans un état de guerre construit depuis une petite dizaine d'année. Un état de guerre qui permettra de passer toutes les pires lois existantes.

Alors vous les «intellectuels» du pouvoir, les VRP des marchands de canons, si vous voulez aller à la guerre allez-y. Et restez-y.

M.  
OCL-Paris



Première réunion de la brigade internationale bourgeoise

# Renault en Russie : Should I stay or should I go ?

(The Clash)

**L**e 23 mars 2022, quasiment un mois jour pour jour après le début de l'agression de l'Ukraine décidée par Poutine, Renault Group annonçait dans un communiqué laconique la suspension des activités de l'usine Renault de Moscou. Le communiqué stipulait : « Renault Group rappelle qu'il met déjà en œuvre les mesures nécessaires pour respecter les sanctions internationales. » Les guerres ayant toujours boosté le capitalisme (et vice-versa), ce n'est pas par bonté d'âme que le conseil d'administration a pris cette décision. D'autant que les dirigeants de Renault Group comme le directeur général des opérations de ce constructeur sur la Russie n'ont jamais brillé par leur humanité. Donc, quelle que soit la raison de cette « suspension », elle sanctionnera le prolétariat russe plus qu'elle ne freinera les élans guerriers de la mafia politico-capitaliste poutinienne.

## *Le capitalisme s'accommode très bien du totalitarisme et des guerres*

Si le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait un peu étudié l'histoire de France avant de demander aux entreprises françaises installées en Russie de cesser de soutenir « la machine de guerre », cela lui aurait évité de trop espérer... Pas besoin de chercher bien longtemps. Il y a eu François de Wendel qui, en 1916, demanda à l'état-major français de ne pas bombarder la zone de Briey en Lorraine, alors occupée par les Allemands, pour épargner les usines sidérurgiques de sa famille alors qu'elles fabriquaient des obus pour l'armée du Kaiser. Les maîtres de forges considéraient certainement que les poilus devaient s'estimer heureux que les bombes qui leur tombaient sur la tronche contribuent à la richesse de la famille du futur patron des patrons français, sa seigneurie Ernest-Antoine Seillière de Laborde. Quant à la firme au losange, inutile de revenir sur la production par Renault de camions pour l'armée allemande sous l'occupation. Il suffit de citer les pays où ce constructeur a installé ses usines pour comprendre que la direction ne s'encombre pas de considérations humanistes lorsqu'il s'agit de faire du business avec les régimes autoritaires sous toutes leurs formes :

**Espagne** : Renault a débuté son partenariat dès 1951 avec ce pays sous le joug fasciste de Franco. Les usines de Valladolid et de Séville créées en 1965 sont encore en activité et toujours dirigées d'une main de fer.

**Slovénie** : Dans la Yougoslavie dirigée par Tito, la coopération industrielle entre Renault et IMV (Industrija Motornih Vozil) débute en 1972 à l'usine de Novo Mesto,

elle est toujours en activité sous le nom de REVOZ.

**Argentine** : Usine de Cordoba créée en 1955. Le coup d'état militaire de 1976 et la dictature qui a suivi n'a pas freiné les petites affaires du constructeur. On peut même dire que la répression féroce contre la gauche et les syndicats l'arrangeait bien.

**Roumanie** : Usine Dacia de Movieni. Sous Ceausescu cette usine n'appartenait pas à Renault qui ne portera sa participation à 51% dans le capital de Dacia qu'en 1999. Cependant, si elle a produit si longtemps des « Dacia 1300 » (en fait des Renault 12 badgées Dacia), c'est bien qu'il y avait un partenariat avec ce régime des plus totalitaires.

**Chili** : Usine de Los Andes (Cormecanica) créée en 1969. Comme pour l'Argentine, le coup d'état de Pinochet en 1974 n'était pas fait pour déplaire à Renault.

**Turquie** : Usine de Bursa créée en 1971. Cette unité de production est une société anonyme détenue à 51% par Renault et 49% par OYAK (Ordu Yardımlaşma Kurumu) qui est un fond de pension pour les militaires turcs. Ça ne s'invente pas. Faut-il préciser que les coups d'état de 1971 et de 1980, la crise chypriote, la répression terrible du peuple kurde, et l'interdiction des partis de gauche n'ont pas eu d'impact négatif sur la sacro-sainte productivité de cette usine. Encore maintenant, l'acharnement contre les syndicalistes indépendants convient très bien à la direction du Groupe (voir CA n°267 – Février 2017).

**Iran** : L'implantation de Renault en Iran est une succession de rebondissements au gré des sanctions imposées par les États-Unis (tiens ?) ... L'histoire a commencé au début

des années 2000 par la création d'une joint-venture entre Renault (51%) et IDRO (Industrial Development and Renovation Organization). En 2013 on arrête tout suite aux menaces de sanctions d'Obama contre les entreprises qui ne cesseraient pas leurs activités avec cette République Islamique. En 2017, un an après la levée partielle des sanctions, Renault retente le coup espérant une capacité de production de 150 à 200.000 véhicules par an via 2 constructeurs locaux (Saipa et Iran Khodro). En 2018, nouvelles menaces du grand impérialiste étoilé (je ne parle pas d'Israël) ; Renault jette l'éponge. On l'aura compris, ce n'est pas le régime tyrannique des mollah qui a contraint Renault à quitter l'Iran mais le risque de sanctions qui impacteraient le marché de Nissan aux États-Unis (voir plus bas).

**Maroc** : L'inauguration de l'usine de Tanger en 2012 par les brutes Carlos Ghosn et Mohammed VI ne laissa aucun doute sur le respect des droits des travailleurs et travailleuses sur ce site. En 2019, alors que le premier dont on connaît les mésaventures s'occupe de ses vignes au Liban et de redorer son blason avec l'aide bienveillante de la reine de la pommade Léa Salamé et que le second étouffe toujours son peuple, la SOMACA située à Casablanca devient 100% Renault.

**Israël** : Petit dernier des sites en terres d'oppressions, l'Open innovation Lab a été inauguré en 2019 à Tel Aviv. Ce n'est pas une usine mais un site dédié aux « technologies innovantes liées principalement aux domaines de la cybersécurité, des capteurs et du big data via une collaboration étroite avec les start-ups israéliennes. [...] Il est situé à Atidim, un parc tech-

nologique et d'affaires appartenant à la municipalité et à l'université de Tel Aviv. Tel Aviv entend transformer cette zone en terrain d'expérimentation pour les technologies liées à la ville intelligente dans le cadre de l'initiative CityZone, dont le Lab est partenaire » (Source : Site Renault). Nul besoin d'épiloguer.

Ne sont cités ici que certains sites du groupe Renault (maintenant Renault Group ou RG pour les intimes). Pour rappel, RG est constitué des marques Renault, Alpine, Dacia et Lada (qui forment une même entité) et RSM (Renault Samsung Motors – Corée du Sud). RG fait partie de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. Les autres constructeurs de cette alliance possèdent également des sites de production dans des pays où les droits de l'homme sont bafoués (exemple : Nissan Thaïlande), et les libertés syndicales piétinées (exemple : Nissan USA).

### Et la Russie dans tout ça ?

Bien que sibyllin, le communiqué du Conseil d'Administration de Renault Group a le mérite d'être précis : « Les activités de l'usine Renault de Moscou sont suspendues à partir de ce jour. » Belle mystification car l'usine de Moscou n'est pas le cœur de l'activité de RG en Russie. L'Alliance en Russie c'est :

L'usine Nissan de St Pétersbourg inaugurée à nouveau par 2 brutes (Ghosn et Poutine) en 2009. Cette usine de petite taille pour la Russie (environ 2.000 employé-e-s) produit des SUV (Sport Utility Vehicle – sorte de blindés sans tourelle très appréciés des nouveaux riches locaux comme des bourges de nos contrées). Si Renault a été montré du doigt depuis que le petit ogre du FSB a décidé d'écraser l'Ukraine, il ne s'est trouvé personne pour aller chercher des noises à Nissan. À la date de rédaction de cet article, il semble que Nissan ait fermé temporairement l'usine de St Pétersbourg pour cause de... difficultés d'approvisionnement de composants importés.

L'usine de Moscou (Avtoframos) : Initialement détenue à parts égales par Renault et la ville de Moscou, elle appartient à 100% à Renault depuis 2012. Cette usine de moins de 2.000 employé-e-s pour 178.000 mètres carrés de surface de production vivait ses dernières heures avant même le communiqué cité plus haut, c'est même à se demander si la situation internationale n'est pas arrivée à point nommé pour amorcer la liquidation de ce site. Les raisons sont nombreuses : La capacité



*Proche de Vladimir Poutine, Sergueï Tchemezov (2<sup>e</sup> à partir de la gauche) scelle les accords Renault-Nissan-Avtovaz*

maxi entre 90 et 100.000 véhicules par an semble ne pas suffire. Contrairement à la majorité des sites d'assemblage de véhicules de RG, l'usine de Moscou n'a pas d'emboutissage, ce qui fait qu'elle n'est pas autonome sur les pièces de carrosseries. Comme toute l'industrie automobile mondiale, la pénurie de composants électroniques a mis ce site en difficulté ; difficultés augmentées par la fermeture des frontières alors qu'approximativement 50% de ses fournisseurs sont situés à l'ouest de la frontière russe. Certains même boycottent la Russie (par exemple ZF). Et surtout, l'usine est construite à un emplacement sur lequel lorgne la mairie de Moscou. Plusieurs des entreprises basées dans cette zone ont dû quitter les lieux plus ou moins contraintes et forcées... Combien de temps Renault aurait encore pu résister... D'autant qu'actuellement, chez Renault, la mode est d'engranger du fric grâce à des opérations foncières (voir plus bas). En clair, Renault se fabrique une image « éthique » à peu de frais.

La société AvtoVAZ (Lada) détenue à 68% par Renault et 32% par Rostec qui est une holding industrielle d'État Russe dédiée à 75% au militaire (hélicoptères, matériel d'aviation, armes de haute précision, équipements militaires spéciaux, missiles tactiques, équipements de combat, systèmes d'identification d'état...). Le directeur général de Rostec, Sergueï Tchemezov est un ancien agent du KGB en Allemagne où il a fréquenté de près un certain

Vladimir Poutine. Au conseil d'administration siège Sergueï Kogogin, directeur général de l'entreprise de camions Kamaz dont les versions militaires équipent l'armée russe. Quant au vice-président chargé de la sécurité, Pavel Zhukalin, c'est est un ancien général. « Tous les membres de la sécurité sont d'anciens agents du FSB » (Source : Le Monde du 16/03/2022). On imagine comment sont traité-e-s celles et ceux qui osent essayer de porter des revendications. AvtoVAZ c'est principalement deux sites de production en Russie : L'usine de Togliatti à 1.000 km à l'est de Moscou. Ce monstre de 3,2 millions de mètres carrés employait 35.000 personnes au 31 décembre 2020 (Source : Site Renault). Cet ancien Combinat qui faisait la fierté des soviétiques fait maintenant celle de RG et de Poutine. Et encore plus à l'est, l'usine de Izhevsk qui compte 3.500 employé-e-s pour 250.000 mètres carrés.

Enfin, il se dit qu'AvtoVAZ aurait racheté une usine toute neuve à l'entreprise GAZ (Gorkovski Avtomobilny Zavod, deuxième constructeur automobile russe après AvtoVAZ). Aujourd'hui ce site serait « nu » et donc prêt à recevoir des lignes de production ; lignes qui pourraient venir de... Moscou par exemple. Mais n'anticipons pas, il n'y a pas moyen actuellement d'avoir des infos fiables sur cette usine.

Depuis son entrée au capital d'AvtoVAZ en 2008, RG a investi 1,7 mil-

liard d'euros dans cette société. Après 8 années de pertes, RG a enfin pu se réjouir d'une marge opérationnelle devenue positive à partir de 2017 (2%). La marge sur l'ensemble de 2021 s'élevait à 247 millions d'euros. Elle atteignait 8,6% du chiffre d'affaires. D'après le directeur général de Renault en Russie : "Nous avons multiplié par deux la productivité en cinq ans" (Source : Challenges).

AvtoVAZ est donc une affaire qui marche très bien maintenant ; on comprend donc pourquoi le communiqué du 23 mars 2022 ne parle pas des deux usines de cette société. Cependant il faut être honnête, il n'est pas exclu que RG se désengage de la Russie a en croire le message vidéo de

Luca de Meo, le directeur général, publié le 24 mars : « Nous étudierons toutes les options possibles concernant notre implication dans AvtoVAZ ».

### **La pénurie de pièces et composants, véritable raison de l'arrêt de la production**

Si la situation est inquiétante pour RG en Russie, c'est surtout à cause de la pénurie globale de composants et le manque d'approvisionnement de pièces détachées sous traitées. Malgré l'énormité de l'usine de Togliatti et la diversité des process sur place, AvtoVAZ fait appel à des sous-traitants dont 10% sont situés hors Russie. Si tous ne boycottent pas ce pays, la fermeture des frontières depuis le début de la guerre en Ukraine empêche la livraison de pièces nécessaires à l'assemblage des véhicules. De ce fait, puisqu'il n'est pas possible de produire des voitures complètes, il a été imposé aux salarié-e-s russes de prendre leurs vacances d'été. Enfin ce sont surtout les personnes qui travaillent en production qui sont concernées car les employé-e-s de l'ingénierie sont toujours présent-e-s aux audioconférences.

### **Omerta**

Au sein de RG, depuis le message vidéo de Luca de Meo du 24 mars, aucune info officielle ne circule sur la situation des 4 usines (Nissan incluse) et surtout des 45.000 salarié-e-s russes. Dans certains services, il a été rappelé que, même si les homologues russes ne sont pas censé-e-s travailler, on continue comme si de rien n'était si leur présence est constatée lors des réunions. Et surtout, ne pas aborder le sujet de la situation en Ukraine. Cela n'a pas empêché les employé-e-s qui ont un ordinateur (ce qui exclut les ouvrier-e-s) de s'exprimer vertement sur le réseau de communication interne. La teneur des messages laissés va du regret de sacrifier la poule aux œufs d'or aux messages de sympathie pour les collègues russes. De fait, il est plutôt rassurant de voir que ce qu'expriment les salarié-e-s du groupe va beaucoup plus dans le sens d'une solidarité internationale que dans l'esprit va-t-en-guerre général. Bien que très softs et peu subversifs, les messages publiés pas les collaborateurs et collaboratrices ont dû déplaire en haut lieu car il a été décidé de stopper cet échange à partir du 29 mars. Ils étaient toujours visibles à la mi-avril mais depuis ils ont été effacés. Il ne reste que le message de la responsable de la communication interne : « En raison d'un trop grand nombre

de commentaires contraires à notre Charte des médias internes, la section commentaires de cet article a été désactivée ». Ha ha ! Luca de Meo a beau assurer que « La sécurité et l'intérêt de nos employés sont nos priorités absolues », cela ne l'empêche pas d'user d'une censure que l'on pourrait croire héritée des régimes cités plus haut.

### **Les salarié-e-s russes dans la galère, les autres dans l'expectative**

Dans la situation actuelle, Covid, pénurie de composants, guerre en Ukraine, répression contre celles et ceux qui l'ouvrent, potentiel désengagement de RG en Russie, on ne peut que s'inquiéter du sort des employé-e-s russes du groupe. Quant à leurs homologues dans les autres pays, et en particulier en France, toute proportion gardée, l'avenir n'est pas rose non plus. La direction arguant que la « suspension des opérations en Russie » fait passer la marge opérationnelle de 4% à 3%, les restrictions de budget se font déjà ressentir. Cela fait un argument de poids (comme s'il en était besoin) pour appuyer des orientations stratégiques décidées bien avant la guerre en Ukraine : externalisations, délocalisations d'activités d'ingénierie, cessions de locaux (technocentre (Yvelines), Quai Le Gallo (Boulogne)), scission entre les activités moteurs thermiques et moteurs électriques, mise au chômage technique à tout va dans les usines...

On l'aura compris, le but de cet article n'est pas de donner un avis sur le retrait du groupe Renault de Russie. Ce qui lie Renault à Rostec est puant mais comme on l'a vu plus haut, ce n'est pas une nouveauté et la puanteur est une des principales caractéristiques du capitalisme. La Russie de Poutine survivrait au départ de Renault, d'autant que certains présagent déjà le rachat des usines par les chinois... Ah le vieux fantasme du « péril jaune » ! Si comme nous le pensons, la paix entre les peuples ne peut être créée que par le peuple lui-même, nous les salarié-e-s des multinationales, nous avons notre rôle à jouer en maintenant des relations solidaires avec nos homologues outre-hexagone plutôt que de se laisser embobiner par les propagandes guerrières imposées par les responsables et bénéficiaires de tous les conflits. Notre meilleure arme demeure la solidarité internationale entre les exploité-e-s.

O Cangaceiro,  
le 22 avril 2022

Evidemment, Renault n'est pas la seule entreprise française à rester en Russie. Virer les musiciens russes, oui, mais arrêter le financement de l'industrie militaire russe, il ne faudrait rien exagérer quand même ! De ce point de vue, le plus scandaleux, c'est le nucléaire dont aucun media ne parle. C'est vrai quoi, c'est français le nucléaire, sauf l'uranium qui vient du Kazakhstan (c'est où déjà?), les centrales qui sont sous licence américaine... Il y a les turbines nucléaires Arabelle, qui appartenaient à Alstom et ont été vendues à General Electric en 2015, qui devraient être rachetées par EDF (le genre de mécano qu'adore l'État français), mais seulement à 80% pour en laisser 20% à Rosatom (géant nucléaire civil et militaire russe) qui commande environ la moitié des turbines. Pendant la guerre, le business continue. Mais il y a mieux. EDF prétend réutiliser en combustible l'uranium déjà utilisé comme combustible. C'est très compliqué à réenrichir (c'est bourré de divers poisons radioactifs, mais pas les bons pour le combustible), les stocks s'accumulent et on en envoie environ 1000 tonnes par an à Tomsk, Russie, pour être réenrichies (toujours par Rosatom). Vous savez à quoi ça sert l'uranium enrichi? Sur les plusieurs milliers de tonnes déjà expédiées, on n'en a récupéré que 600 (volontairement, ce combustible ne pourra être utilisé qu'à Cruas qui n'est pas encore prêt). La dernière expédition a eu lieu le 12 février, et on n'en parle nulle part dans les sanctions. La Russie participe aussi au projet ITER à Cadarache et ses autorités ont annoncé qu'ITER n'est pas concerné par le décret mettant fin aux exportations de technologie. Pour le moment, elles n'ont pas été démenties par les autorités françaises... Bref, les sanctions ça concerne le fun, la culture, les personnes à lapider, mais pour ce qui est du dur, des bénéfices de l'industrie française, il n'en est pas question, on peut financer directement l'arme nucléaire... La France est le premier employeur privé du pays avec près de 160.000 salarié-es. C'est la direction du trésor français qui l'indique dans une note du 11 mars dernier, après le début de la guerre et l'annonce des sanctions donc : « *Le changement de modèle économique dans lequel la Russie s'est engagée, sous la contrainte des sanctions et par nécessité de diversification, peut offrir des opportunités à nos entreprises* ».

# Guerre (de classe) dans la guerre, et guerre à la guerre

**L**a présentation médiatique de la guerre, quelle qu'elle soit, présente le plus souvent la population d'un pays belligérant comme un tout, gommant au passage les différences de classe. Pourtant, bien entendu, la guerre, comme les pandémies ou les catastrophes naturelles, ne touche pas les prolétaires et les bourgeois de la même manière, et la classe dominante (ou certaines de ses fractions) arrive le plus souvent à tirer son épingle du jeu. Nous voulons ici essayer de développer modestement quelques pistes sur la situation sociale en Ukraine, l'impact de la guerre sur le cours quotidien de la lutte des classes, et quelques unes des protestations du mouvement social contre la guerre. Modestement, car nous sommes très limité-es par l'absence de contacts sur place, par le peu d'informations venant du mouvement social organisé localement, et par l'impossibilité de vérifier l'ensemble des informations qui nous parviennent. La situation évoluant grandement au fil des jours, les infos présentées ici correspondront parfois à une image un peu vieillie...

## Situation sociale en temps de paix...

L'économie de l'Ukraine s'est effondrée à la suite de la chute de l'Union Soviétique : de 1989 à 1999, le PIB a chuté de 60 % et le capital (usines et terres) s'est concentré à un énorme degré entre les mains des oligarques qui les rachetaient à bas prix. Même si la croissance du début des années 2000 était à deux chiffres, l'économie reste toujours dominée par les secteurs de l'exportation agricole et de l'industrie d'extraction et le niveau de vie est faible : le revenu moyen est d'environ 200 dollars par mois. L'économie informelle (et donc pas réglementée) est très présente. De plus, la crise financière de 2009 et la guerre au Donbass depuis 2014 ont provoqué de nouvelles chutes du PIB, et fragilisent l'implantation d'entreprises étrangères, ainsi que les relations commerciales avec le principal partenaire, la Russie. Dans cette période, beaucoup d'Ukrainien-ne-s vont travailler en Europe de l'ouest comme saisonnier-e-s dans des conditions misérables, et envoient leur salaire au pays.

Le président précédent, Petro Porochenko, oligarche magnat des transports et des médias, n'a eu de cesse de mener une politique anti-sociale et anti-syndicats pendant son mandat :

des attaques sur le code du travail contre les syndicats ; une réforme des retraites désastreuse pour des millions d'Ukrainien-ne-s ; une réforme médicale qui a réduit la prise en charge et la qualité des soins, et les a rendu inaccessibles à une partie significative de la population<sup>1</sup>.

L'élection de Volodymyr Zelensky, à 75 % des voix, devant le président sortant, est donc une sanction de cette politique et de la corruption endémique du pays, alors que paradoxalement son accès au pouvoir a été bien facilité par ses liens avec l'oligarque Ihor Kolomoïsky. Toutefois, il n'a pas plus de programme social que son prédécesseur. Sa subordination aux politiques du FMI et la récente attaque sur les droits des travailleurs ukrainiens (voir le précédent numéro de *Courant Alternatif*) sont bien là pour le démontrer. De plus, il n'y a pas de parti social-démocrate sérieux en Ukraine, les partis de la gauche traditionnelle ayant récolté souvent moins de 1% des voix aux dernières élections.

## ...et en temps de guerre

Depuis le déclenchement de la guerre, les millions de personnes qui ont quitté le pays (sauf les hommes qui ont l'interdiction de sortir des frontières), les dizaines de millions de

déplacé-e-s qui fuient la guerre, les destructions matérielles, les personnes qui s'engagent dans la défense territoriale..., ont fait que l'économie et l'approvisionnement sont très fortement perturbés, et beaucoup de personnes se retrouvent sans salaire, sans eau, électricité ou chauffage. Des actes de pillages de magasins avaient eu lieu dès le 24 février, jour de début de l'invasion (et d'arrêt momentané de fonctionnement des banques), et se sont développés ensuite, en réponse à la situation : «les gens pillaient des petits magasins en quête de nourriture, de cigarettes ou d'alcool (il est illégal de vendre de l'alcool en temps de guerre en Ukraine), en petits groupes ou individuellement ; les gens s'introduisent dans les magasins d'électronique, dans les concessions automobiles ; et il y a aussi des plus grands groupes, pillant collectivement des plus gros magasins pour de la nourriture, ce qui est plus répandu dans les villes assiégées ou occupées<sup>2</sup>. » La défense territoriale ou la population constituée en milices prennent le relais de la police pour dénoncer et condamner les pillards, en les attachant à des poteaux électriques avec du scotch, parfois le pantalon baissé, dans le froid glacial. Sur une vidéo postée sur le réseau social Télégram et vérifiée par Libération, on entend une des personnes attachées



« Je suis un maraudeur »

1. Vernik, président ukrainien du syndicat indépendant "Zakhist Pratsi" ("Labor Protection") : <https://soles.org.es/en/2019/04/26/ucrania-zelenski-es-una-conden-a-a-poroshenko-y-a-su-sistema-de-un-corr-upto-capitalismo-oligarquico/>

2. La plupart des citations sont extraites du site une autre guerre qui définit son action ainsi : «Le patriotisme veut imposer l'image d'un peuple uni dans sa résistance, mais cette opération se produit au détriment de celles et ceux qui n'ont pas envie de mourir pour la patrie. Les classes et leur lutte continuent d'exister : nous nous intéresserons ici à ce qui, en Ukraine et en Russie, ne participe pas à la communion héroïque.» Ce sont principalement des entretiens avec «A.», un étudiant originaire de Lviv, qui vit actuellement dans une zone non occupée. <https://uneautre guerre.wordpress.com/>

3.  
[https://www.liberation.fr/checknews/attaches-a-des-poteaux-denudes-que-sait-on-des-videos-de-citoyens-humilies-et-violentes-en-ukraine-20220323\\_4LW5K36RJNANRI23Z3F6F7ZHM](https://www.liberation.fr/checknews/attaches-a-des-poteaux-denudes-que-sait-on-des-videos-de-citoyens-humilies-et-violentes-en-ukraine-20220323_4LW5K36RJNANRI23Z3F6F7ZHM)  
 U/

à un poteau dire « C'est la faim qui me fait faire ça ! Je te jure, on a juste envie de bouffer putain !<sup>3</sup> ». Zelensky aurait également fait passer des amendements pour condamner plus facilement les pillards : « avant, il fallait voler de grandes quantités, à présent n'importe quel délit en temps de guerre entre dans cette catégorie<sup>2</sup>. » Il est rapporté que certains mourraient de la répression anti-pillages « simplement laissés nus au milieu de la rue gelée. »

Financièrement, « L'État ukrainien semble complètement impuissant face aux difficultés engendrées par la guerre, il est incapable de réguler les loyers, les prix du carburant et leur disponibilité sont aléatoires, et l'appel à un 'retour à la normale' dans le paisible ouest repose surtout sur des campagnes de propagande et non pas sur une quelconque contrainte au travail. Le gouvernement a cependant suspendu certaines taxes, pour essayer d'encourager les importations et inciter les gens à établir et à investir dans des entreprises pendant le temps de la guerre, et les banques ont repoussé les échéances de certaines dettes et augmenté les limites de crédit, comme un acte de fier patriotisme. »

Évidemment, les propriétaires, devant la perspective de l'afflux de réfugiés à l'ouest du pays, avaient déjà augmenté les loyers. Mais la seule

contrainte connue sur place (ici à Lviv) consiste à « faire honte aux propriétaires qui augmentent trop leurs prix<sup>2</sup> ». Devant les carences de l'État ukrainien, « les réfugiés sont essentiellement logés, vêtus et nourris par des organisations de base de volontaires. »

De même pour les prix, l'État essaie de les réguler et a gelé les taux de change, mais il y a quand même des augmentations des prix pour les aliments de base, et parfois très importantes comme pour l'essence (+150%). Sans compter l'approvisionnement de certaines marchandises, très aléatoire.

### Relation salariale

L'État ukrainien aide les déplacés internes, mais le montant des aides est faible, et donc retrouver un emploi reste une nécessité. « La plupart des pompiers, policiers, éboueurs et un certain nombre d'autres services municipaux dans les villes assiégées ou bombardées continuent à fonctionner, ce qui est d'ailleurs utilisé par la propagande qui chante les louanges des gens réduits en esclavage pour des salaires de misère, vantés comme 'héros de la patrie'<sup>2</sup>. »

La loi sur le travail, permettant de pousser la semaine de travail jusqu'à 60 heures au lieu de 40 et facilitant les

licenciements, est passée au parlement en mars mais visiblement son application serait encore assez limitée (au 5 avril). Les réfugiés ayant du mal à trouver du travail, ils sont de toute manière déjà prêts à travailler 60 heures s'il le faut. En fait, dans l'est du pays, la législation était déjà existante de fait, avec les fortes destructions et les déplacements. Le risque serait que le gouvernement, voulant après la guerre reconstruire l'économie, l'applique dans les régions non directement affectées par les combats (s'il en reste). De plus, « en Ukraine, la limite légale de l'exploitation n'est jamais appliquée en pratique, à cause par exemple de la prolifération de contrats informels. » Cette loi suit donc le cours habituel de la guerre de classes en Ukraine, où les gouvernements successifs, aux ordres des conditions de crédits toujours plus dures du FMI et des oligarques, n'ont fait que réduire le coût du travail et diminuer les dépenses publiques.

### Mouvement anti-guerre en Russie

D'après Human Right Watch, il y a eu des centaines de milliers de manifestant-es contre la guerre en Russie. En tous les cas, on a entendu qu'il y avait eu au moins 15 000 arrestations, ce qui veut dire que les manifestant-es étaient beaucoup plus. Et quand on connaît les risques qu'on court à manifester en Russie, ces chiffres sont impressionnants. Manifester contre la guerre dans le pays agresseur même est toujours à haut risque et souvent très minoritaire. L'Ukraine et la Russie sont effectivement liées, et il existe pas mal de familles russo-ukrainiennes. Nous savons peu de choses de la composition du mouvement anti-guerre en Russie qui rassemble aussi bien des admirateurs et admiratrices des démocraties occidentales que des habituées des mouvements sociaux, mais une opposition aussi forte à la guerre avant que les effets meurtriers ne se fassent sentir dans la population, c'est rare.

Rappelons qu'il y a eu des mobilisations sociales importantes en Russie dans les années 2000, mais souvent locales et pas coordonnées entre elles. Elles ont été lourdement réprimées. Rappelons aussi qu'il existe depuis 1989 une Union des comités de mères de soldats de Russie, qui se bat rien de moins pour le respect des droits de l'homme dans l'armée russe. On peut rire de la naïveté qu'il y aurait à croire que les droits de l'homme puissent être respectés dans le cadre militaire, mais ces mères de soldats ont donné



Manifestation de soutien à Navalny

des sueurs froides à Poutine. Cette Union a été créée à l'occasion de la guerre en Afghanistan et est devenue plus célèbre au moment de la guerre en Tchétchenie, où des mères sont parties chercher leurs fils. Citons aussi la mobilisation autour du logement à Astrakhan à la fin des années 2000, où les habitants se réunissent pour choisir leur mode de gestion de l'habitat et s'opposer aux pouvoirs publics qui laissent se délabrer les logements, celle dans la même ville des travailleurs des marchés<sup>4</sup>. Au niveau syndical, les actions de syndicats indépendants, comme celui de l'usine Ford de la région de Saint-Petersbourg en 2005-2007. Mais c'est le mouvement contre la corruption et la demande de réforme politique qui ont prédominé (du moins dans la presse occidentale). Le premier de ces mouvements fut le gros mouvement social contre la fraude électorale en 2011<sup>5</sup>. Des mouvements demandant directement des réformes politiques, à Moscou et Saint-Petersbourg en 2019 étaient clairement influencés par une vision occidentale du pouvoir démocratique. Les mêmes composantes semblaient être présentes dans les mobilisations de 2021 contre l'arrestation du libéral mais néanmoins opposant Navalny<sup>6</sup>. Plus intéressantes furent les mobilisations à l'extrême Est du pays dans la ville de Khabarovsk à la frontière chinoise. Le gouverneur local, populaire car moins corrompu que la moyenne, s'est fait arrêter par le pouvoir Poutinien sur un montage policier grossier. Il n'était pas membre de Russie Unie et donc considéré de facto comme un ennemi par le pouvoir. La mobilisation fut massive avec des cortèges de plusieurs dizaines de milliers de manifestants pendant des mois. Une première dans cette ville ouvrière<sup>7</sup>. A voir néanmoins le positionnement de toutes ces personnes mobilisées sur la guerre après le considérable travail de propagande à l'oeuvre en Russie.

La Russie est une dictature dans laquelle Poutine jouit d'une popularité certaine. Mais il sait qu'il doit gagner rapidement. La situation économique va se dégrader très rapidement, le nombre de morts va finir par devenir connu, et le colosse a peut-être des pieds en argile.

### Mouvement anti-occupation en Ukraine

Il semblerait que la volonté de défendre le pays contre une invasion et/ou une dictature ait été la plus forte. Les désertions et le refus de l'appel des hommes dans la défense territoriale est très difficile à estimer, et l'humiliation publique est la règle



Rassemblement spontané à Ekaterinbourg, Russie, 24 février 2022

pour ceux qui essaieraient de passer la frontière illégalement.

Au début du conflit, dans certaines villes la population s'est mobilisée dans des « manifestations pro-ukrainiennes ('pacifistes' : seulement des slogans et des drapeaux pour le moment) dans les villes occupées par l'armée russe. La répression russe a fait des morts et des blessés. Ces actions de masse de civils, en mesure de ralentir l'avancée russe, se sont limitées aux premiers jours de confrontation et dans certaines villes parmi les premières annexées (Enerhodar, Bakhliya)<sup>2</sup>.

### Action des syndicalistes biélorusses

La Biélorussie n'est pas officiellement en guerre contre l'Ukraine, mais elle a accepté de servir de base arrière à la Russie. Forcément, Loukachenko, le président-dictateur biélorusse, n'aurait pas pu contenir la révolte de son peuple sans l'aide de la Russie. Le président du Congrès Biélorusse des Syndicats Démocratiques (qui regroupe les syndicats indépendants de Biélorussie) a lancé un appel contre la participation à la guerre au nom de son organisation, et des transports militaires ont été perturbés notamment par l'action des cheminots qui

ont coupé les voies. Huit personnes ont été arrêtées et accusées d'appartenir au réseau de sabotage tandis qu'une enquête est ouverte depuis des semaines pour « actes de terrorismes en bande organisée ». Ici, l'opposition à la guerre rejoint la lutte contre la dictature de Loukachenko. On peut en déduire que si l'opposition anti-guerre a affaire à une forte répression (mais ils et elles commencent à en avoir l'habitude...), elle jouit certainement d'une popularité importante dans le pays.

Pour conclure, on peut dire qu'il y a lieu de relativiser l'union sacrée nationaliste ukrainienne derrière son président et la passivité du peuple russe sous Poutine. La lutte des classes dans les anciennes républiques soviétiques n'a jamais cessé, que ce soit avant la guerre ou pendant. Nous pouvons donc modestement relayer les mobilisations du mouvement social dans l'ex-URSS, chercher à tisser des liens avec les acteurs de ces luttes, et combattre, ici comme partout, la propagande guerrière de l'union sacrée. Pour chasser d'Ukraine (et de la planète) à jamais tous les tyrans.

Groupe OCL Île-de-France

4. <https://alencontre.org/europe/russie/astakhan-un-mouvement-plus-fort-et-different-que-celui-de-la-place-bolotnaia.html>

5. <http://www.zones-subversives.com/2022/03/l-opposition-sociale-en-russie-2.html>

6. Alexandr Navalny, prophète en son pays?, Hélène Richard, Le monde diplomatique, Mars 2021

7. En Russie, un vent de contestation souffle à l'Est, Le Kremlin serre la vis. France culture, 17 juillet 2021

# Réfugiés ukrainiens ou comment l'UE tente le « refugy-was

**C**e néologisme vient du terme de green-washing qui désigne la volonté des élites politiques et économiques de verdir leur discours alors que les actes sont toxiques pour l'environnement et ses habitant-es. Il n'est pas question ici d'écologie mais de migrations, les mécanismes sont pourtant les mêmes. Depuis le début de l'attaque russe sur toute l'Ukraine, les dirigeants européens multiplient les discours volontaristes pour accueillir à bras ouvert les réfugiés ukrainiens. Tout est mobilisé pour leur venir en aide mais les effets d'annonce ne doivent pas occulter la vraie nature de la politique migratoire européenne qui est faite de rejets aux frontières, de morts en Méditerranée et d'exploitation économique des sans-papiers.

## *Le plus gros déplacement de réfugié-e-s en Europe depuis la seconde guerre mondiale*

Les derniers chiffres avancés par l'OIM (organisation internationale pour les migrations) à la mi-avril parlent de 5,2 millions de personnes qui ont fui l'Ukraine depuis le début de l'attaque russe le 24 février dernier. Parmi elles, 215 000 non-ukrainien-ne-s qui sont essentiellement des étudiant-es et des travailleur-se-s migrant-es. Pour rappel, il y avait 37 millions d'habitant-es en Ukraine avant le conflit généralisé. Les femmes et les enfants représentent 90% de ces réfugiés tandis que les hommes de 18 à 60 ans sont interdits de quitter le pays pour être mobilisables. Parallèlement, 738 000 personnes ont traversé la frontière polonaise pour entrer en Ukraine (chiffres de la police) et participer aux combats ou à l'aide humanitaire. Concernant les pays d'accueil, la Pologne est la première destination avec 2,8 millions arrivées soit 60% des réfugiés. Puis vient la Roumanie avec 750 000 personnes, la Hongrie 470 000 environ, en Moldavie 430 000, en Slovaquie 340 000. Attention, ces chiffres sont ceux des entrées sur le territoire mais ne prennent pas forcément en compte les sorties car certains réfugiés poursuivent leur route vers l'ouest. Officiellement, à la date du 10 avril, la France a accueilli 43 000 réfugiés mais c'est l'Allemagne qui est la première à l'ouest avec 239 000 accueils.

## *Une réponse européenne « historique »*

Depuis 2015 et ce que les opinions médiatiques ont appelé « la crise migratoire » avec la guerre en Syrie, les 27 états européens étaient divisés sur la politique migratoire avec notamment le groupe de Visegrad qui regroupe la Hongrie, la Pologne, la

Tchéquie et la Slovaquie. Ceux-ci refusaient les quotas de répartition des migrants et fermaient leurs frontières à grand renfort de murs et de barbelés. Mais voilà qu'aujourd'hui, ces pays sont les plus concernés par l'arrivée des Ukrainiens et les plus accueillants. A l'échelle communautaire, c'est aussi la politique des « bras ouverts » avec l'activation de la directive de protection temporaire par la Commission européenne depuis le 2 mars. Ce n'est pas une nouveauté car elle a été créée pendant les guerres d'ex-Yougoslavie mais elle n'avait jamais été activée. Ainsi, tous les ressortissants ukrainiens ont un droit de séjour dans l'UE sans condition, l'accès libre au marché du travail, à un logement, aux aides sociales et médicales. Cette protection est valable pour un an et renouvelable deux fois pour des périodes de six mois. Avant la guerre et depuis 2017, les citoyens ukrainiens pouvaient se rendre dans l'UE sans visa mais seulement pour un séjour de 90 jours...

Au niveau organisation, une plateforme de solidarité entre états européens a été mise en place pour échanger les informations sur les capacités d'accueil. Les robinets financiers sont grand ouvert avec la proposition CARE faite par la Commission européenne pour une « action de cohésion pour les réfugiés en Europe ». Une plus grande flexibilité est introduite pour utiliser les fonds européens comme le FEDER, le FSE qui peuvent être maintenant orientés vers le logement, l'éducation, le social. A cela s'ajoute le déblocage de 3,5 milliards d'euros d'aides aux États dans le cadre d'un autre plan : le React-EU. D'autres milliards sont déblocqués pour l'urgence humanitaire sur place et même l'aide militaire. Au total, 5 milliards d'euros sont des prêts et subventions accordés par des institutions financières publiques européennes, dont la BERD ; et 4,1 mil-

liards d'euros sont des contributions financières des secteurs privé et public destinées aux déplacés et aux réfugiés. Europol et Frontex habitués à chasser les migrants extra-européens se sont transfigurés en agent d'accueil aux frontières et donnent en particulier un coup de main à la Moldavie.

## *Oui mais ... il y a les bons et les mauvais migrants !*

Aux postes-frontières européens, les « 100 % ukrainiens blancs et chrétiens » sont accueillis les bras ouverts mais pas les autres. Des files de réfugiés syriens ou afghans qui tentaient de fuir aussi l'Ukraine mais qu'on a retenus ont été vues en Pologne par exemple. La discrimination se poursuit en France. Un Ukrainien va toucher 14,20 euros par jour tandis que la majorité des demandeurs d'asile perçoit seulement 6,80 euros. Et comme cela a été évoqué plus haut, aucun obstacle pour travailler et se soigner alors qu'un exilé ordinaire doit attendre 6 mois avant de travailler et 3 mois pour avoir la CMU (couverture médicale universelle). Pour le logement, la ministre Emmanuelle Wargon propose de réquisitionner les HLM vides tandis qu'une instruction du ministère de l'Intérieur demande aux préfets de trouver des habitats vacants où les loyers seront abaissés voir gratuits pendant 3 mois. Quelle surprise de voir cet élan humaniste quand on sait qu'à peine la moitié des demandeurs d'asile sont pris en charge par le dispositif national d'hébergement – comprenant les CADA, les HUDA, les CAES – et doivent ainsi se débrouiller avec le marché privé (chiffres de la Cimade). On leur verse une allocation de 7,40 euros bien insuffisante pour pouvoir se loger dignement sans parler du marché des trafiquants de sommeil qui s'épanouit et profite de la misère. Enfin 30 000 personnes sont totalement exclues de ces mesures et doivent se dé-

hing »



brouiller seules et souvent dans la rue. La raison ? Ils n'ont pas demandé leur asile à temps (90 jours maxi), n'ont pas encore fait de recours au premier refus de l'OFPPRA ou sont considérés « en fuite » selon la procédure Dublin. Sans rentrer plus dans les détails, la différence de traitement est considérable entre les Ukrainiens et les autres. Et les États tentent de faire oublier leur propre politique migratoire derrière ce premier accueil chaleureux des réfugiés de guerre.

### En Pologne, la montée des ressentiments

Ce focus est nourri d'un texte (1) d'un anarcho-syndicaliste polonais résidant à Varsovie et impliqué de longue date dans des associations d'aide aux locataires. Il confirme la vague de solidarité d'un grand nombre de Polonais qui ont ouvert leur maison, fait des dons, sont allés accueillir les réfugiés dans les gares, etc. Cet élan est majoritairement spontané et auto-organisé sous le slogan très humaniste des « cœurs ouverts ». Mais, comme en France, cela a quelque chose d'indécemment quand on voit les conditions des autres étrangers en Pologne et surtout la politique raciste et xénophobe menée par le parti conservateur PIS au pouvoir notamment lors de la crise avec la Biélorussie, lors du précédent hiver. Pour rappel, des milliers de migrants originaires essentiellement de Syrie et du Yémen ont été bloqués aux frontières, dans le froid et sans aide, alors qu'eux aussi fuyaient des guerres. L'armée a interdit la zone aux médias et aux as-

sociations humanitaires et même des groupes paramilitaires d'extrême droite sont venus prêter main forte au dispositif sécuritaire. Face à l'urgence et à la compatibilité civilisationnelle de voir arriver des réfugiés européens-chrétiens, les politiques se sont tus mais il est à parier que le silence ne va pas durer longtemps et que des réactions xénophobes vont resurgir, en jouant par exemple l'opposition avec les mauvais étrangers ou les mauvais citoyens.

La question du logement permet de se rendre compte de ces nouvelles tensions qui vont travailler la société polonaise. A Varsovie, il y a énormément de logements sociaux vacants gérés normalement par la municipalité. Mais celle-ci a laissé pourrir le parc immobilier et a préféré avantager le secteur privé, plus rémunérateur pour leurs intérêts personnels et politiques. Cette situation a amené de nombreux squats dans les logements inoccupés avec des luttes pour reconnaître la légalité des occupations surtout dans les années 70/80. Mais depuis quelques années des lois punitives contre l'occupation des logements municipaux ont été prises et ont poussé à la rue des immigrés et les plus pauvres dont les mères célibataires. L'État disait qu'il n'avait pas d'argent pour la rénovation et une politique de logement social mais voilà qu'avec l'arrivée des Ukrainiens, on rénove et on ouvre ces appartements. Les Ukrainiens passent même devant certaines personnes qui attendent depuis très longtemps un logement social et qui doivent alors se rabattre

dans le privé où un loyer peut représenter les deux-tiers d'un salaire minimum. Cet exemple du logement illustre le double jeu des gouvernants et, plus grave, la probable montée des ressentiments entre immigrés.

### Réfléchir en terme de classes, une nécessité

Pour éviter la division entre les immigrés récents ou plus anciens, entre les différentes communautés, etc, il est vital de voir les conditions actuelles d'exploitation et de proposer un discours de classe contre ce refuge washing qu'on veut nous vendre. Pour reprendre l'exemple polonais, les Ukrainiens « d'avant guerre » représentaient déjà une part importante de l'immigration de travail. Ils sont environ 2 millions à être titulaires d'un permis de travail plus ou moins long mais il ne faut pas oublier les milliers d'autres qui travaillent sans-papier et qui nourrissent les bénéficiaires dans des secteurs comme l'aide à la personne, le nettoyage, les ouvriers agricoles, etc. Ces personnes sont maintenues dans l'illégalité pour ne pas augmenter les salaires et maintenir l'exploitation. Les responsables sont les décideurs politiques et économiques qui maintenant appellent à la mobilisation générale. Le dire peut permettre de ne pas se tromper d'ennemi car si les « petits » se bouffent entre eux pour les miettes qu'on veut bien leur donner, ce sont les exploitateurs qui vont ressortir gagnants et à terme les discours nationalistes et racistes continueront à diviser les prolétaires polonais, ukrainiens, martiens ou que sais-je.

1. Article original à lire sur le site [akailaure.blogspot.com](http://akailaure.blogspot.com) sous le titre race class and second class status

Et quid de l'après-élan de solidarité ? Partie comme elle est, la guerre va éloigner pour longtemps les réfugiés de leur territoire. On l'a dit, la protection européenne est temporaire et durera dans l'état actuel de la législation pas plus de deux ans. Passé cela, et même avant, il est inéluctable que les nouveaux immigrés subiront les rapports de classe. Quelques chanceux pourront rester dans les logements sociaux et bénéficier de bourses pour des études mais la plupart devront s'orienter vers le logement privé, les loyers augmenteront tandis que les patrons en profiteront pour embaucher pour pas cher, sans aucune protection sociale, etc.

### **Solidarité et combativité contre le « refugy-washing » et son monde**

Bien évidemment, il ne s'agit pas de dire que les Ukrainiens sont trop bien accueillis et de les opposer aux autres migrants. Tous fuient la misère et la guerre imposées par le fonctionnement d'un monde capitaliste et impérialiste dont le conflit russo-ukrainien n'est qu'une énième illustration. Dire cela doit s'accompagner d'une solidarité en acte avec l'ensemble des migrants. Tout d'abord, la lutte doit porter sur les conditions matérielles de chacun : le logement, la santé, le social et le travail. Il faut saisir l'opportunité des discours politiques qui disent dorénavant que c'est possible de réquisitionner les logements vacants et de travailler avec un contrat en bonne et due forme. Prenons l'initiative et lançons des luttes dans ces domaines avec les premiers concernés. D'autres mots d'ordre peuvent surgir comme par exemple dans l'Éducation natio-

nale, réclamer des moyens supplémentaires pour les dispositifs UPE2A qui sont des classes spécialisées pour les élèves allophones. Il n'y a pas assez de profs et d'heures allouées pour cette section alors que le Ministère communique sur le bon accueil des petits Ukrainiens dans les écoles à grand renfort de caméras. On pourrait multiplier les exemples d'actions possibles, l'important est de créer des collectifs d'accueil et de lutte en lien avec différents secteurs professionnels ou associatifs. Il y a un coup à jouer !

Autre niveau de contestation, celui plus général de la classe sociale. Ukrainiens ou autres migrants, nourriront en grande majorité la classe populaire et vont servir dans les emplois les plus précaires et pourtant les plus essentiels comme on disait en temps de COVID. Cette conscience de classe sera la seule à même d'empêcher la montée des ressentiments entre immigrés eux-mêmes et travailleurs plus généralement qui feraient alors le jeu des discours nationalistes et xénophobes. Les responsables doivent être cernés, ce sont les profiteurs de guerre qui vendent des armes mais aussi vont augmenter les loyers, baisser les salaires, etc. Enfin, ne faisons aucunement confiance à des gouvernements qui se disent accueillants mais qui poursuivent en sous-main des politiques anti-migratoires depuis des années (voir encart). Si des luttes émergent, elles seront à même de dénoncer ces hypocrisies, rien n'est à négocier, tout est à prendre ! Paix aux chaumières, guerre aux palais.

Fabien, OCL Lille.

### **accueil chaleureux des refugies ukrainiens à la frontière polonaise**



### **Nouveau rapport sur le refoulement généralisé des migrants par l'UE**

Il vient du conseil de l'Europe et a été publié début avril. C'est une organisation internationale, indépendante de l'UE, qui rassemble 46 états et dont fait partie la CEDH (cour européenne des droits de l'homme). Elle souligne les « violations des droits humains » aux frontières communautaires. 13 États sont particulièrement critiqués pour le renvoi direct de personne sans possibilité de demander l'asile : la Croatie, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, la Grèce, Chypre, la Turquie, la Bulgarie ou encore la France et l'Espagne. En France, c'est la situation à la frontière italienne qui est brocardée notamment à Menton ou à Montgenèvre. A l'été et automne 2020, il y a eu entre 50 et 150 procédures de refoulement par jour, appelées aussi pushbacks. En Grèce, ce sont des renvois automatiques vers la Turquie tandis que les pays d'Europe de l'Est ont fait des renvois l'été dernier pendant la « crise migratoire » avec la Biélorussie. Le tout avec violences et quelques pays essaient de légaliser ces renvois comme la Hongrie ou la France. Le rapport souligne la contradiction par rapport à l'accueil chaleureux des réfugiés ukrainiens. Le rapport exige un accès individuel et garanti à l'asile pour tous ainsi que les États mettent en place "des règles de conduite" et des "procédures standardisées claires et obligatoires" pour les autorités en charge du contrôle aux frontières afin de traiter les migrants "de manière conforme aux droits humains".

Source : Infomigrants

# Remettre l'immigration au cœur du politique

**L**E 19 MARS se sont tenues à Saint-Nazaire des « Assises locales de la solidarité avec les migrant-es ». L'OCL était partie prenante de cette initiative unitaire, humaniste et réformatrice, quand nous faisons plutôt habituellement le choix de nous fonder, en tant que révolutionnaires, dans les luttes de base sur des objectifs précis, sans souci d'apparaître en tant qu'organisation au sein de cartels unitaires. Cela mérite peut être quelques explications.

## Genèse d'une initiative

L'initiative est partie du collectif UCIJ – Uni-es contre l'immigration jetable – qui existe sur la ville depuis 2007 et les batailles de l'époque contre « l'immigration choisie » soit la définition de quotas d'immigration en fonction des besoins de l'économie nationale.

Cartel d'organisations et d'associations « de gauche » (du MRAP à Lutte ouvrière en passant par la LDH et diverses obédiences chrétiennes), l'UCIJ n'en est pas moins ouverte aux individus, et fonctionne selon des principes *assembléistes* : décisions prises par les présent-es sans souci de préservation des équilibres entre les structures la composant. Un cartel sans querelle de chapelles ni appropriation de pouvoir en quelque sorte. J'y participe à titre individuel avec plus ou moins d'investissement selon les années, sans y être formellement au titre de l'OCL, ne souhaitant pas l'impliquer dans le risque d'éventuelles compromissions du type « contre la politique de droite », rallions une « politique de gauche » qui reste « moins pire ».

En 2021 l'UCIJ décide de retravailler son Manifeste fondateur, et les militant-es qui participent à cette élaboration parviennent à maintenir un consensus **sur le droit inconditionnel à l'installation et à la circulation pour tous les migrant-es**, chose qui n'allait pas de soi. La LDH notamment dénonçant des positions par trop extrémistes qui feraient le lit de l'extrême droite, défendant comme souvent la crédibilité du réalisme gestionnaire consensuel, contre la clarté de positions politiques clivantes.

Le Manifeste<sup>1</sup> réécrit à l'été, dans le contexte pré-électoral particulièrement centré sur l'anti-migration, l'UCIJ décide de tenter une initiative sur la ville pour aller à contre courant de la focalisation sur une « immigration toujours plus menaçante ». Une

proposition d'organiser des Assises locales de l'immigration est lancée, tout à la fois pour recenser les différentes structures intervenant sur ce terrain, apprendre à se connaître, et faire entendre un discours de solidarité avec les migrant-es dans une période de replis xénophobes.

A la première réunion, surprise : plus de 20 organisations répondent présentes, débordant largement l'arc « gauche de la gauche » associative locale, impliquant des structures sociales, caritatives, politiques, syndicales (même la CFDT locale !) mais aussi de luttes : squat accueillant des migrant-es, collectif de soutien aux sans-papiers, associations citoyennes d'hébergement de mineurs isolés ou d'accompagnement de demandeurs d'asile... L'accord est unanime sur le besoin de renforcer les liens entre les structures de terrain pour un meilleur accueil local, et construire un rapport de force favorable à l'immigration. La sauce prend et l'initiative est lancée, malgré la diversité des parties prenantes :

*Plus d'une vingtaine de structures organisent ces "Assises locales de la solidarité avec les migrants et migrantes". Il s'agit d'échanger et de faire connaître la situation de ces personnes sur nos territoires et les solidarités qui y sont développées.*

*Les migrations sont un phénomène constitutif de l'humanité, présenté aujourd'hui comme une menace. Derrière les discours démagogues, haineux et manipulateurs, ce qui est en cause, ce sont les droits de ces hommes, femmes et enfants : droits au séjour, à la circulation, à l'hébergement, au travail, à la santé, à l'éducation... Une attention particulière sera portée à la situation des femmes et des jeunes, mineurs ou majeurs.*

*Moment de rencontres et d'échanges largement ouvert à toute personne intéressée ces assises locales sont une initiative inédite d'organisations très diverses, depuis l'action caritative jusqu'aux regroupements militants. Elles seront aussi un moment d'intervention dans le débat politique et social*

*pour changer le regard sur les migrations et les migrant-es, influencer sur les politiques publiques, dans une optique antiraciste et internationaliste fondée sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.*

## Le déroulement des assises

Le choix est fait de ne compter que sur nos ressources militantes pour une journée spécifique qui s'est déroulée le 19 mars<sup>2</sup> et organisée autour de 7 ateliers déclinant différentes questions liées à l'accueil : accès au travail, à la santé, à la langue, hébergement-subsistance-mobilité, femmes migrantes, défense des droits, mineurs migrants.

La dimension publique sur la ville est également visée avec 2 soirées ciné-débat. Un premier film documentaire local concernant les enfants de l'immigration à Saint-Nazaire et leur insertion, réalisé par une équipe de la Maison de quartier de La Bouletterie, de la Zone Ouest de la ville où se concentre une partie de l'immigration locale. Un second « Ailleurs partout » documentaire expérimental de 2021, réalisé par d'Isabelle Ingold & Viviane Perelmuter à partir d'images de caméras de vidéo surveillance, et qui retrace le parcours d'un jeune réfugié iranien qu'elles ont rencontré en Grèce et qui vit aujourd'hui en Angleterre.

Le premier film était une tentative de nouer des contacts avec les jeunes issus de l'immigration, car à Saint-Nazaire il n'y a d'immigration organisée autrement qu'autour de regroupements confessionnels peu enclins à un travail militant avec des structures de solidarité essentiellement « blanches ». La tentative de dépasser cet entre soi militant blanc a sans doute vécu le temps du film, mais ne s'est pas ressenti lors des échanges du 19 mars. C'est une réelle difficulté du militantisme local solidaire de l'immigration, mais sans impliquer les migrant-es autrement que dans une consommation de services.



1. [https://mrap-saintnazaire.org/IMG/pdf/manifeste\\_ucij-oct-2021\\_def.pdf](https://mrap-saintnazaire.org/IMG/pdf/manifeste_ucij-oct-2021_def.pdf)

2. Le programme complet se trouve en ligne sur le site du MRAP de St-Nazaire voir note 1

Les 7 ateliers se sont déroulés le matin et l'après midi, permettant à tout un chacun d'en suivre au moins deux. Plus de 200 personnes sont venues prendre part aux différentes activités de la journée, débordant largement la cinquantaine de militant-es qui était envisagée initialement. Espace de paroles, d'échanges, de débat, l'Atelier femmes migrantes a permis l'expression et des témoignages de femmes concernées, tout comme l'Atelier mineurs étrangers, ébauche de prises de parole directe des intéressé-es qui relativise un peu la critique précédente.

La journée s'est terminée par une lecture théâtrale d'un texte de Sylvain Levey « Trois minute de temps additionnel » mettant en scène deux jeunes footballeurs guinéens recrutés sur place par un club anglais, puis par un concert de Tromba Muzika, un artiste malgache actuellement sans droit au séjour.

### Des perspectives communes ?

A la suite des Ateliers un débat général de synthèse s'est tenu pour partager les analyses spécifiques dans l'optique de la construction d'un certain nombre d'axes de revendications à mettre en œuvre localement<sup>3</sup>.

« Aucun décret d'application n'a jamais transposé la directive européenne en date de 2001 étendant les droits des réfugiés. Il a fallu attendre l'afflux des réfugiés ukrainiens pour que la protection temporaire soit activée (renouvelable tous les six mois pendant trois ans) qui permet l'obtention d'une carte de séjour, l'accès à l'emploi, à un logement, à une allocation etc... Il y a là une jurisprudence à utiliser pour faire valoir les droits des autres réfugiés. »

« Solliciter les CCAS pour qu'ils accordent des bons de transport aux migrants devant se rendre à l'hôpital et aux demandeurs d'asile convoqués à l'OFPPA ou à la CNDA »

« Déployer un réseau de parrainage pour le soutien scolaire des mineurs non accompagnés »

« Obtenir la gratuité des transports pour les mineurs étrangers isolés, reconnus ou non par l'Aide sociale à l'enfance »

« Créer un réseau de bénévoles susceptibles d'être aux côtés des migrants, lors de leurs démarches auprès des différentes institutions (CPAM, CAF, CCAS...) qui se montrent bien plus coopérantes, quand il y a cet accompagnement. »

« Élaborer un guide des ressources locales, répertoriant les coordonnées des services, associations, démarches pour aider les migrants et les bénévoles qui les accompagnent. »

« Créer une association locale de migrant-es qui puisse agir en toute autonomie »

« Faire monter en compétence les bénévoles des associations par la mutualisation des outils et par la formation notamment juridique »

« Puisque le travail des sans-papiers n'est pas possible légalement, utiliser le CESU qui ne nécessite qu'un numéro de sécurité sociale : il suffit alors de donner celui obtenu au moment du dépôt de la demande d'asile »

« Faire savoir que la circulaire Valls permet une régularisation après huit mois de travail chez un employeur qui est davantage sanctionné en cas de travail au noir que s'il signe un contrat de travail sans passer par la direction de l'emploi »

« La régularisation des femmes de ménage sans-papiers en grève dans les grands hôtels montre que la mobilisation syndicale peut payer »

« Si le recours au droit est important, il ne faut pas négliger les actions qui agissent à sa marge, quand les démarches juridiques s'enlisent. Il faut, par exemple, soutenir des initiatives comme celle de ces deux habitations, appartenant à la mairie, transformées par le Collectif Urgence sociale en Maisons d'hébergement solidaires (squat) »

Pour l'heure seul ce dernier point se concrétise, avec la publication d'un texte de soutien aux Maisons d'hébergement solidaire menacées d'expulsion suite à une plainte qui sera jugée le 27 avril (voir ci-dessous et le site OCL).

Mais les projets sont nombreux, depuis l'organisation d'une journée de formation juridique en octobre prochain, jusqu'à la création d'une structure pérenne qui pourrait rejoindre la dynamique nationale des « États généraux des migrations ».

La participation de l'OCL à cette initiative aura également permis de rappeler que le déni de droit et la situation inhumaine infligée au migrant-es sont indissociables du fonctionnement du capitalisme, des États et des frontières, et ne se résume pas à une simple question morale ou éthique. Qu'il s'agit donc de choix économiques et politiques qu'il faut combattre sur des bases de classe. Et cette position est bien plus partagée qu'on ne pourrait le croire de prime abord, et interpelle même les sensibilités les plus réformistes !

Et puis, en guise de premier tour, c'était quand même plus excitant que de voter Mélenchon !

Philippe,  
OCL Saint-Nazaire,  
14 avril 2022

### SOUTIEN AU COLLECTIF URGENCE SOCIALE et aux occupant-es des Maisons d'hébergement solidaire

Les travaux des Assises de solidarité avec les migrant-es organisées le 19 mars 2022 par trente associations, ont mis en évidence le besoin criant de logements d'urgence sociale pérennes sur notre territoire. Cette pénurie concerne aussi les personnes migrantes tant l'hébergement est la première condition d'un accueil digne. Or il faut savoir que le 115 saturé ne répond plus aux demandes : l'État est aux abonnés absents.

Le Collectif Urgence sociale a opéré une réquisition citoyenne de deux maisons préemptées par la municipalité aux 107 et 109 Boulevard Jean de Neyman à Saint-Nazaire. Ces maisons sont vides et sans projet précis à terme.

Nous constatons que grâce à cette opération, une centaine de personnes ont trouvé un espace de vie et d'activités sociales leur permettant de reprendre en main leur destinée. Depuis plus d'un an, jour après jour, des bénévoles accueillent avec humanité des personnes sans toit, des personnes seules mais aussi des familles avec des enfants, dont des personnes migrantes. Les Maisons d'Hébergement Solidaire montrent ainsi la pertinence de leur action.

C'est pour ces raisons que nous proclamons notre soutien au Collectif Urgence Sociale qui risque d'être confronté prochainement à des mesures d'expulsions des habitantes et habitants des Maisons d'Hébergement Solidaire, en raison d'une procédure juridique nominative engagée par la municipalité propriétaire des lieux contre 5 personnes.

Nous demandons l'arrêt des poursuites et de la procédure d'expulsion qui pourrait suivre le 27 avril.

Pour répondre à la pénurie d'hébergement déjà criante, et aggravée par l'arrivée de migrantes et migrants d'Ukraine, nous réclameons a contrario une multiplication de ce type d'hébergement avec des conventions ou baux d'occupation précaire, ainsi que cela se fait dans d'autres villes. Près d'ici citons Nantes avec le bâtiment Édité de Nantes ou, le centre d'hébergement d'urgence pour femmes Gigant, et Rennes où l'association Un toit c'est un droit recourt depuis plusieurs années au commodat, soit un accord associations/mairie, qui permet d'héberger des demandeurs d'asile, déboutés ou sans-papiers dans des bâtiments vides et voués à être détruits.

En ce qui concerne Saint-Nazaire, nous pouvons donner une liste de lieux susceptibles de répondre à ce besoin.

Nous rappelons que « un toit, c'est un droit ».

Le droit à l'hébergement d'urgence est universel et sans condition de nationalité.

assises2022sn@gmail.com

Accueil d'Abord - Accueil fraternel Loire et Sillon - Amnesty International - Artisans du monde - Association solidarité création - ATTAC - CCFD Terre Solidaire - Collectif des Brévinosais-at- tentifs et solidaires - Collectif des hébergeurs-ses solidaires nazairien - Collectif Urgence Sociale - CFDT - CGT - CSPRN - CSPSP - Croix Rouge française - EELV - FSU - LFI - La Fraternité - LDH - MQ Avalix - MRAP - Mouvement de la Paix - OCL - PCF - Planning familial 44 - Secours catholique - Caritas France - UCLJ

3. La revue Le lien social a publié sur son site un article assez complet sur le déroulement et les revendications de ces assises <https://www.lien-social.com/%E2%98%85-INITIATIVE-Des-assises-locales-pour-coordonner-la-solidarite-avec-les-migrants>

# Les brèves de l'éco



## INDÉPENDANTS ET PAUVRETÉ

Indépendant ne signifie rien en fait, ce sont juste des gens qui travaillent sans avoir le statut de salarié, depuis le patron d'une boîte prospère jusqu'au coursier de deliveroo. Donc, leurs revenus et conditions de vie sont très disparates. Ils et elles étaient 3 millions en 2019 (derniers chiffres exploités). Un quart d'entre eux et elles gagnait moins du SMIC annuel (au prorata du temps de travail), un peu plus d'un-e indépendant-e sur dix gagnait moins de la moitié du Smic annuel et vivait sous le seuil de pauvreté. Ce qui est un peu compliqué, c'est que les situations vont être différentes suivant la situation familiale, les allocations perçues ou non, les modes de déclaration fiscale, etc. Donc finalement, si le taux de pauvreté monétaire des indépendant-e-s est nettement plus élevé que celui des salarié-e-s, dans leur ensemble ils et elles ne sont pas plus confronté-e-s que les salarié-e-s aux privations matérielles et sociales. Comme on peut l'imaginer, la situation est plus contrastée que chez les salarié-e-s: 13% d'entre eux et elles font partie des 10% des ménages les plus pauvres contre 5% des salarié-e-s, et 25% appartiennent aux 10% des ménages les plus aisés contre 12% des salarié-e-s. Vous comprendrez donc que ça n'a aucun sens de calculer des moyennes dans cette catégorie. Les indépendant-e-s exerçant une profession de l'information des arts et des spectacles ne représentent que 3% de l'ensemble des indépendant-e-s, et ils comptent à la fois la plus forte proportion de personnes gagnant très peu (51% ont un revenu annuel inférieur à la moitié d'un Smic annuel) et de personnes vivant dans un ménage en dessous du seuil de pauvreté (28%). Les agriculteurs et agricultrices sont également très nombreux et nombreuses à avoir des revenus d'activité très bas. Rassurez-vous, les chef-fe-s d'entreprises de 10 salarié-e-s ou plus ainsi que les professions libérales perçoivent moins souvent que l'ensemble des indépendant-e-s des revenus d'activité très bas. Les femmes exerçant leur activité sous le statut d'indépendant perçoivent plus souvent de faibles revenus d'activité que les hommes (30% gagnent moins que la moitié du Smic annuel contre 26% pour les hommes). Parmi elles, 12% exercent sous le statut d'aide familial d'exploitant agricole ou de conjoint collaborateur d'artisan, de commerçant ou de professionnel libéral. En contrepartie de leur collaboration, les aides familiaux ne perçoivent aucune rémunération. Plus du tiers des indépendant-e-s de moins de 30 ans perçoivent de faibles revenus d'activité.

Source : Insee Première • n° 1884 • Janvier 2022

## L'UTILITÉ DU TRAVAIL

L'I.N.S.E.E. s'est posé la question de savoir qui étaient les «travailleurs essentiels». Cette question a été posée pendant le covid, mais elle se posait déjà avant pour les pouvoirs publics, d'un autre point de vue que nous bien sûr, dans le cadre de l'aménagement du territoire. Au point que la question a atterri dans une loi de février 2022 dont l'article 78 évoque «un objectif d'attributions aux demandeurs de logement exerçant une activité professionnelle qui ne peut être assurée en télétravail dans un secteur essentiel pour la continuité de la vie de la Nation». Comme quoi cette définition qui semble théorique, qui sont les travailleurs essentiels, peut avoir des conséquences très concrètes. En Ile de France, les travailleurs et travailleuses identifié-e-s comme «clés» exercent leurs missions dans l'éducation, la santé, les transports, la sécurité ou la propreté, toutes considérées comme essentielles au bon fonctionnement du territoire. Pendant le covid, on y a inclus les travailleur-se-s du commerce alimentaire, mais exclu les enseignant-e-s, et fait d'autres aménagements. Comme quoi la question de l'utilité du travail, même sous un angle plus restreint, se pose aussi pour les gestionnaires de notre société capitaliste. L'I.N.S.E.E. a analysé leur situation. Les travailleuses et travailleurs-clés sont majoritairement des femmes. En moyenne moins bien rémunéré-e-s que l'ensemble des salarié-e-s, elles et ils sont davantage concerné-e-s par les contrats de travail à durée déterminée et les temps partiels. En particulier, en Île-de-France, le salaire médian des travailleurs et travailleuses-clés (23 500 euros bruts annuels) est inférieur de 22% à celui de l'ensemble des salarié-e-s francilien-ne-s. Par ailleurs, les emplois de travailleuses et travailleurs-clés sont, en Île-de-France comme en France, davantage occupés par des personnes immigrées. Les conditions d'emploi moins favorables de ces personnes posent, dans les grandes métropoles plus qu'ailleurs, la question de l'accès au logement et des distances domicile-travail. En Île-de-France, près de 800 000 actifs ou actives sont des travailleuses ou des travailleurs-clés, soit un emploi francilien sur sept.



Parmi eux et elles, 29% occupent un logement social. À l'exception de certaines professions comme médecin ou pharmacien, les travailleurs et travailleuses-clés sont globalement sur-représenté-e-s, du point de vue de leur lieu de résidence, en périphérie de Paris, en particulier en Seine-Saint-Denis et en grande couronne.

Source: [blog.insee.fr](http://blog.insee.fr), Qui sont les travailleurs essentiels ? Un enjeu en temps de crise sanitaire mais aussi pour les politiques de logement, Marie Acs, Clotilde Sarron et Mustapha Touahir, 17 mars 2022

## LES ÉTUDIANT·E·S D'ORIGINE MAGHRÉBINE DISCRIMINÉ·E·S À L'ENTRÉE DE CERTAINS MASTERS

Lorsque les étudiant-e-s en licence contactent des enseignant-e-s responsables de master pour leur demander comment candidater, ceux et celles qui portent un nom d'origine maghrébine ont 13% moins de chances d'obtenir une réponse. Les étudiant-e-s à mobilité réduite, en revanche, ne sont pas discriminé-e-s. Pour la première fois en France, des chercheurs et chercheuses du CNRS ont mené une étude sur la discrimination au sein de l'université. Ils et elles ont envoyé par e-mail à 600 masters d'universités publiques trois demandes d'informations similaires de la part d'étudiants imaginaires. Le premier candidat porte un nom d'origine nord-africaine, le deuxième a un nom français et précise qu'il est en fauteuil roulant, le troisième porte un nom d'origine française et ne mentionne pas de handicap. Le candidat d'origine française non handicapé reçoit une réponse de la part de 70% des responsables de masters, tandis que le candidat au nom à consonance maghrébine reçoit une réponse dans seulement 61% des cas. Le candidat à mobilité réduite, quant à lui, reçoit 68% de réponses, un écart avec le candidat de référence (nom français, sans handicap) jugé non significatif par les chercheurs. Une discrimination est constatée uniquement à l'entrée des masters les plus sélectifs. En droit, économie, gestion ou dans les filières scientifiques, un candidat d'origine immigrée a environ 20% de chances en moins d'y obtenir une réponse qu'un candidat apparemment d'origine française. La fréquence maximale de traitement différencié est atteinte dans les filières juridiques. Pour comprendre les ressorts de la discrimination dans certains masters, les chercheurs et chercheuses ont mené une enquête auprès des responsables de formation sollicités. Les discriminations ethniques sont d'autant plus fréquentes que ces dernier-e-s estiment n'avoir pas assez d'informations sur le niveau des étudiant-e-s. À défaut d'éléments suffisants pour sélectionner les meilleur-e-s, certain-e-s responsables de la sélection partent du principe que les candidat-e-s d'origine nord-africaine ont en moyenne de moins bons résultats, et se comportent comme si c'était le cas de toutes et tous.

Source: Observatoire des inégalités, 15 mars 2022



## « Libre Flot »

Le 8 décembre 2020, la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) arrêtait 9 militant.es libertaires prétextant une opération « antiterroriste ». Ce coup de filet dans ce que le pouvoir appelle « l'ultragauche » s'est avéré être un montage médiatique, juridique et policier comme l'affaire « Tarnac » en 2008. Sur les 9 personnes, 2 seront immédiatement libérées, 2 placées sous contrôle judiciaire et 5 autres en détention provisoire. Au fil des mois de recours juridiques, de mobilisations 4 seront finalement libérées après avoir effectué de 4 mois et demi à 11 mois de détention provisoire tout en restant inculpées et sous contrôle judiciaire. Une seule personne va alors rester en détention : Libre Flot (sansnom). Il est apparu rapidement que l'enquête est principalement motivée par la présence de Libre Flot aux côtés des YPG du Rojava, parmi d'autres militants internationalistes, dans la bataille contre Daesh à Raqqa en 2017. Depuis son retour, il était en effet surveillé par les services de la DGSI qui le soupçonnent de chercher à constituer autour de lui un groupe de lutte armée. La DGSI avait déjà tenté d'appliquer à d'autres personnes ce fantasme du vétéran revenu du Rojava pour prendre les armes en France et ce dans un contexte plus large de criminalisation des luttes pour l'autodétermination du peuple kurde en Europe. Le 27 février, Libre Flot en détention provisoire depuis 15 mois et maintenu sous le régime de l'isolement entame une grève de la faim. Le 24 mars, il est transféré de la prison de Bois d'Arcy à l'hôpital de Fresnes. Le 28, il lui a été notifié – sans explication – la levée de sa mesure d'isolement et de son

interdiction de communiquer avec Camille, sa compagne, elle aussi mise en examen dans la même affaire. « Libre Flot » fera 36 jours de grève de la faim (mettant ainsi sa santé en danger), jusqu'au 4 avril date de la journée internationale de solidarité. Il sera transféré à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris et le 7 avril il est remis en liberté sous bracelet électronique pour des raisons médicales. Son combat ainsi que celui de ses co-accusé.es est de faire voler en éclat la mascarade de l'accusation terroriste.

En outre, il convient de mentionner les militantes et les militants qui se trouvaient au Rojava, même pour des raisons journalistiques, ont été interdits d'entrée dans les pays qui relèvent de l'espace Schengen et dépouillés de leurs passeports. De même, les gouvernements des métropoles capitalistes occidentales non seulement ne reconnaissent pas l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, mais continuent de maintenir le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et ses organisations fraternelles sur leurs listes d'organisations terroristes, restent silencieux en tant que complices de l'isolement d'Abdullah Öcalan sur l'île d'Imrali, soutiennent l'embargo sur le Rojava qui étrangle les peuples de la région et envoient du matériel militaire aux Turcs. Cet État occupe militairement une partie du Kurdistan et attaque les combattantes et les combattants de la lutte de libération kurde même avec des armes chimiques.

Pour suivre l'évolution de cette affaire qui s'inscrit dans un contexte de criminalisation de l'internationalisme, il existe un blog : soutien812.blackblogs.org

## Les fonctions de la police !

Une caméra, un routeur et des batteries lithium, le tout dissimulé sous des filets de camouflage, c'est l'attirail qu'a découvert, jeudi 17 mars, Julien Le Guet, porte-parole du collectif Bassines non merci (BNM). Le dispositif de surveillance était orienté vers le domicile de son père qui accueille régulièrement les réunions des opposants aux mégaretenues d'eau dans le Marais poitevin. Ce dernier a porté plainte contre X,

mardi 22 mars, pour « surveillance illégale ». Illégale ?? Pas si sûr ! Ce « dispositif militaire » a été installé par la police nationale, a finalement admis la préfecture des Deux-Sèvres le 21 mars, « afin de préparer la sécurisation de la manifestation des 25, 26 et 27 mars prochains ». Mais « pourquoi fliquer ainsi des militants pacifistes » s'interroge Frédéric Amiel, des Amis de la Terre, soutien du collectif poitevin. À demi-mot, les autorités expliquent craindre de nouveaux sabotages de bassines, après les démantèlements et débâchages menés en novembre et en mars par des opposants aux retenues d'eau — sans que le rôle de « Bassines non merci » dans ces actions n'ait été prouvé. « Ce dispositif par ailleurs posé dans le strict respect du cadre légal a été rendu nécessaire par l'implication du collectif BNM dans l'organisation de manifestations ayant entraîné de graves troubles à l'ordre public ces derniers mois dans le département des Deux-Sèvres et dans les départements voisins », a ainsi indiqué la préfecture. Faudrait pas oublier que l'espionnage, le flicage, le fichage, etc. ... sont, de fait, légaux puisque c'est l'Etat et ses gestionnaires qui fixent les règles que la flicaille applique !

Dans le même ordre de pratique policière, un micro de flics a été trouvé à la bibliothèque anarchiste Libertad du 19 rue Burnouf dans le 19ème à Paris. Là, personne ne s'est étonné...

Sources :

Reporterre.net et sansnom.noblogs.org

## Encore un assassinat de la BAC !

À Sevrans, le 26 mars 2022, un homme de 32 ans, Jean Paul, a été tué par balle, par un agent de la BAC. À un feu rouge, Jean-Paul est alors contrôlé par l'un des agents de la BAC qui descend du véhicule pour l'appréhender. L'agent de la BAC fait usage de son arme et l'utilitaire de la victime percute des véhicules garés dans la rue. L'homme de 32 ans succombera à ses blessures après avoir été transporté à l'hôpital.

Présenté par les médias et les services de police comme « connu des services de police », interpellé « après le vol d'une camionnette », les faits se révèlent bien différents d'après les témoignages des habitants : le père de famille aurait décidé de ne pas remettre à son employeur la camionnette de livraison, avec laquelle il travaillait chaque jour, en raison du non-versement de son salaire. Ce n'était donc pas un vol, mais l'action de résistance d'un travailleur qui veut récupérer son dû.

Le policier qui a tué Jean-Paul a été placé en garde à vue, il serait poursuivi du chef d'inculpation de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, avec circonstance aggravante de sa qualité d'agent dépositaire de l'autorité publique

avec une arme. Mais, tout peut changer, on est dans une période électorale présidentielle, il ne faudrait pas que les banlieues s'embrasent. Même si le parquet de Bobigny poursuit, il faut rappeler que celui-ci dépend hiérarchiquement du Ministère de la justice et en cas de chantage des syndicats policiers qui pourraient manifester sirène hurlante pour contester cette mise en examen, on pourrait connaître un revirement de situation.

Cette affaire se répète depuis des décennies dans les banlieues ! Les policiers sortent de plus en plus leurs armes et tuent. Cinq nuits de révoltes dans le quartier des Beaudottes s'en sont suivies. Car l'histoire est têtue et nous ne savons que trop comment les crimes policiers sont absous. Les médias salissent, la justice couvre. Derrière les images de voitures brûlées, c'est tout un quartier qui pleure la mort d'un proche, et qui doit faire face aux mêmes récupérations politiques en pleine campagne électorale. Évidemment, les médias passeront plus de temps à évoquer des dégradations d'ordre matériel qu'à se pencher sur les causes des révoltes : des quartiers abandonnés ; des écoles, des transports, des services de santé dégradés,



des logements chers et mal entretenus par les bailleurs, du travail rare et surexploité et pour couronner le tout des brigades policières spéciales sur-armées violentes et haineuses.

Même si le véhicule avait été volé, ce qui n'est pas le cas, en l'état il s'agit davantage d'une réquisition, est-ce un motif pour abattre quelqu'un ? La peine de mort est théoriquement abolie en France, mais elle est rétablie sommairement par les flics en toute impunité.

C'est pour ces raisons que les habitants du quartier évoquent à juste titre un assassinat. La loi du 28 février 2017, relative à la sécurité publique, votée sous le gouvernement

de François Hollande et de son ministre Manuel Valls, est venue aggraver l'usage par les forces de l'ordre de leurs armes à feu. Le refus d'obtempérer peut se solder par la mort. C'est un véritable permis de tuer qui a été légalisé et qui endeuille aujourd'hui la ville de Sevran et tant d'autres avant elle.

Depuis 2017, il y a une nette augmentation de l'usage des armes à feu par les policiers dans les cas de refus d'obtempérer, dans la majorité des cas, il s'agit de personnes qui ne se sont pas arrêtées soit pour un défaut de permis ou par peur de la police. A suivre !

Source :  
*l'actualité des luttes*

## Affaire « Pegasus »... suite

En novembre 2021, l'association irlandaise Front Line Defenders avait révélé que le téléphone de M. Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, était infecté par le logiciel espion israélien Pegasus produit par NSO. Selon les résultats de l'analyse, confirmés par le Citizen Lab de l'université de Toronto et Amnesty International, il aurait été mis sous surveillance depuis au moins avril 2021. Cette surveillance aurait commencé sur le territoire palestinien mais aurait été active pendant une visite de M. Hamouri en France, ce qui lui a permis de porter plainte devant une juridiction française pour « violation du droit au respect de la vie privée ».

Cela fait vingt ans que ce natif de Jérusalem, âgé de 36 ans, dont la mère est française, est aux prises avec les différentes branches de l'Etat israélien pour ses activités pro-palestiniennes. Condamné en 2005 pour avoir, selon la justice israélienne, tenté d'assassiner le grand rabbin séfarade d'Israël de l'époque, Ovadia Yosef, il avait été libéré en 2011 dans le cadre d'un échange de prisonniers contre le soldat franco-israélien Gilad Shalit, retenu en otage à Gaza.

Sa femme, Elsa Lefort, est depuis 2016 interdite d'entrée sur le territoire – et lui, depuis octobre 2021, d'en sortir, sous peine de ne pas pouvoir revenir. L'Etat israélien veut, en outre, lui retirer son droit de résidence à Jérusalem pour « faute d'allégeance », le rendant immédiatement passible d'expulsion.

Depuis le 7 mars, il est maintenu en « détention administrative » dans une prison militaire, pour des raisons qui restent confidentielles, et pour au moins trois mois renouvelables. Il est fort probable que cette détention soit en lien direct avec l'écoute de son téléphone grâce au logiciel Pegasus. C'est ainsi que la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) ont déposé une plainte, mardi 5 avril, auprès du parquet de Paris, contre la société de cyberespionnage israélienne NSO. L'action de la FIDH et de la LDH est soutenue par une coalition d'organisations des droits humains, dont des partenaires palestiniens. Pour eux, c'est aussi une manière de rappeler que l'utilisation de Pegasus « n'est qu'un exemple parmi d'autres des technologies produites et utilisées par Israël pour cibler et surveiller les espaces palestiniens professionnels et privés », selon un communiqué publié par la Coalition palestinienne pour les droits numériques.

Source :  
*lemonde.fr*

## La VSA ?

Selon la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), la « vidéo augmentée désigne ici des dispositifs vidéo auxquels sont associés des traitements algorithmiques mis en œuvre par des logiciels, permettant une analyse automatique, en temps réel et en continu, des images captées par la caméra. » Vidéosurveillance/Vidéoprotection « augmentée » ou « intelligente », comme l'écrivent les institutions et les industriels ou encore vidéosurveillance « algorithmique » ou « automatisée » (VSA) comme préfère la nommer ceux et celles qui se battent contre, comme la « Quadrature du net ».

Le but est de rendre automatique l'analyse des images captées par caméras qui était jusqu'à lors réalisée par des flics le plus souvent municipaux. Ce travail de surveillance, ennuyeux et monotone, est réalisé dans des centres de supervision urbains (CSU). Cette analyse vidéo automatisée sert à repérer en temps réel ou après coup, ... ce que la police a envie de repérer. Cela va de la « détection de comportement suspect », au « maraudage » (le fait d'être statique dans l'espace public), en passant par le stationnement interdit, le suivi de personne, la détection d'objet abandonné, de dépôt d'ordures sauvages, du promeneur qui ne ramasse pas les crottes de son chien, d'une bagarre, d'un vol, etc.

La CNIL a explicitement demandé en janvier 2022 aux in-

dustriels du secteur de lui faire des retours sur l'usage de ces technologies « afin d'accompagner leur déploiement », prenant clairement un parti : celui des industriels de la sécurité. La VSA est en train d'inonder le marché de la sécurité urbaine numérique. Que va-t-on faire des anciennes caméras ? Les plus récentes seront aménageables mais la plupart partiront au recyclage. Notons que ce sont des entreprises privées qui, concevant les algorithmes vendus aux collectivités territoriales, décident ce qu'il y a derrière une alerte pour « comportement anormal ou suspect ». À travers l'automatisation, ces entreprises acquièrent un pouvoir de police et d'édition des normes et des comportements dans l'espace public, s'inscrivant parfaitement dans l'expansion des politiques sécuritaires.

Pour conclure comme le dit la Quadrature du Net : « Cette technologie s'intègre dans la fiction plus large de la Smart City (ville intelligente), qui base la gestion de la ville sur l'Intelligence Artificielle et représente un énorme marché économique. Ces technologies d'automatisation réduisent encore les espaces de liberté dans les rues et sur les places des villes, augmentant la répression sur les populations déjà les plus visées par la police. »

Source :  
*laquadrature.net*

*Un encart a été oublié dans le numéro précédent (article « dans l'angle mort de la garde à vue). Nous tenons à réparer cet oubli.*

**À l'ombre. Une autopsie de la garde à vue :** le collectif *Vérité pour Toufik* a mis en ligne une série de six podcasts sur la garde à vue. Au-delà des conditions du décès de Toufik, ils interrogent les raisons pour lesquelles des gens meurent si souvent dans les cellules des commissariats, que ce soit en garde à vue ou en dégrisement. Une manière de mettre en évidence que le décès de Toufik n'est pas qu'un accident mais le résultat d'une politique délibérée de maltraitements et de violences. Comme lui, ce sont plus d'une soixantaine de personnes qui sont décédées ces vingt dernières années. Vous pouvez retrouver ces podcasts sur plusieurs pages (comme *Lille insurgée*) et sur le blog *Point de rupture* :

[https://video.liberta.vip/c/podcast\\_a\\_l\\_ombre/videos](https://video.liberta.vip/c/podcast_a_l_ombre/videos)

# La guerre se fabrique à côté de chez vous !

Appel aux groupes, individus et collectifs à lutter contre les industries de l'armement et de la sécurité en Auvergne-Rhône-Alpes (et ailleurs) !

Réunion d'information avec l'Observatoire des Armements autour du dossier : « La guerre se fabrique près de chez vous. Industries d'armements en Auvergne-Rhône-Alpes »

... suivie d'une discussion sur les actions à mettre en place contre les industries de l'armement à l'échelle régionale. Bar de soutien et table de presse

Samedi 7 mai 2022, à 15 h. À l'Atelier des Canulars, 91 rue Montesquieu, 69007 Lyon

Organisé par la NINA-Lyon contact : nina-lyon@riseup.net

**L**e choc des impérialismes, des militarismes, des nationalismes et les nombreux conflits actuels (Ukraine) justifient pour les États une militarisation et une course aux armements accrues. se passe-t-il donc pour qu'une telle mesure aie été prise?

## L'avenir s'annonce sanglant

Depuis la fin de la 2ème boucherie mondiale (60 à 75 millions de morts), des dizaines de millions d'humains, majoritairement des civils, sont morts dans des conflits « localisés », avec leur cortège de populations humiliées, terrorisées, réprimées, violées... entraînant des crises humanitaires majeures : migrations forcées, famines, épidémies...

## Technologies de terreur

Que dire de l'avidité des armées dont l'armée française, pour le développement antidémocratique de la 5G en terme de surveillance, mais surtout pour, selon la revue de l'OTAN, « exploiter le big data, l'intelligence artificielle et le cloud computing sur le champ de bataille. » en utilisant les réseaux civils comme ceux de zones de combat.

Depuis longtemps les militaires rêvent d'utiliser le climat comme arme. En attendant, le dérèglement climatique en cours et la course au contrôle des ressources naturelles annoncent de nouveaux types de conflits où les armées seront chargées de faire régner l'ordre des puissants et de protéger à tout prix les territoires encore vivables et exploitables.

La fabrication de nouveaux ennemis intérieurs sous prétexte de lutte

antiterroriste favorise au quotidien le rapprochement du militaire, du maintien de l'ordre et du sécuritaire. Ainsi, Nobel Sport (à Anneyron dans la Drôme) a vendu des armes, des munitions et des grenades GLI qui ont servi en 2011 à réprimer l'opposition en Côte-d'Ivoire. C'est un modèle de grenade similaire qui a tué Rémi Fraisse à Sivens.

## Une propagande et un militarisme décomplexés

Depuis quelques années, sous prétexte d'éduquer et d'encadrer la jeunesse, le Service National Universel sert à l'embrigader et est peut-être la prémisse d'un retour de la conscription. Les armées font aussi leur propagande dans les lycées, les facs, les salons d'orientation sans aucune opposition. Les publicités mensongères appelant à rejoindre les armées pour sauver et protéger les populations inondent l'espace public.

## Un marché protégé qui rapporte gros

Les dépenses militaires mondiales explosent : 1 981 milliards de \$ en 2020 dont 531 à l'exportation selon le rapport du SIPRI.

Le budget des armées françaises est passé de 1,77 % du PIB en 2017 à 2,1 % en 2022 soit 46 milliards d'euros. Et l'État prévoit qu'il passera à 3% (environ 66 milliards) d'ici 5 ans (déclaration de G. Attal). Avec 8 milliards d'euros, la France est en 2021 le troisième exportateur mondial d'armes.

C'est l'État qui finance la recherche/développement, achète pour son armée et sert de VRP à l'exportation, en récupérant au passage 2% sur toutes ces ventes. Celles-ci sont vitales à son industrie militaire pour lui permettre de continuer à exister. 42,4 % de ces ventes vont vers les États du Moyen-Orient, pour certains en guerre et dont la plupart répriment leur société civile.

Et, la France arme simultanément deux États en conflit permanent : l'Inde et le Pakistan.

## Des États hypocrites et menteurs

De nombreuses lois, traités et conventions internationales sont cen-

sées réglementer, contrôler, « moraliser » ce commerce. Officiellement le TCA (Traité sur le Commerce des Armes) signé par la France, interdit d'exporter des armes « vers des pays ou des zones de conflits où les droits humains sont bafoués ».

Malgré l'embargo sur les ventes d'armes suite à l'annexion de la Crimée, plusieurs entreprises (Safran, Thales et Sofradir, une PME grenobloise) ont continué - entre 2015 et 2020 - à fournir pour 152 millions d'euros de matériel (caméras, systèmes de guidage...) qui sont utilisés par la Russie en Ukraine.

Produire et vendre des armes est une activité mortelle et criminelle. En France c'est l'État et lui seul, qui choisit ce qu'il vend et à qui, en dehors de tout contrôle parlementaire ou autre.

## De discrets marchands de mort et de répression en Auvergne-Rhône-Alpes

La région AURA n'est pas très connue pour être le paradis des industries de l'armement. Pourtant, elles y grouillent : matériel technique, électronique, logiciels, véhicules, canons, drones militaires ou de surveillance (Surveycopter, Elistair et Delta drones), services, chaussures, flingues... Le catalogue est très fourni.

Certaines sont strictement militaires (Arquus, Nexter), d'autres produisent pour le militaire et le civil (Safran, Desautel, Metravib) ou travaillent simultanément pour les armées, le maintien de l'ordre et la sécurité (Verney-Carron à St Étienne : fusils, flashballs, munitions et projet Sérénécité). De la multinationale à la startup en passant par la PME, il y en a pour tous les goûts.

La plupart de ces sociétés sont impliquées directement ou indirectement dans différents conflits : Yémen (canons et blindés Nexter), Niger (hélicoptères d'ARES), Égypte (fusils PGM, blindés Nexter) et Israël (PGM), Kurdistan (détecteurs Metravib sur blindés turcs), Mali, Libye (mercenaires de Corpguard) etc.

Le matériel « Made in AURA » a aussi servi à réprimer les mouvements sociaux et d'opposition en Égypte, Bahrein (chars Leclerc), Chili et Liban (blindés Arquus), Turquie...



# Les femmes, toujours plus mal payées que les hommes

## Des accros aux fonds publics

Ces quinquennaires du meurtre adorent les subventions publiques : en 2016, Kimelfeld, ex-président de la Métropole, a allongé 6 millions sur les 30 millions de financements publics prévus, pour attirer Safran à Feyzin.

En 2015, l'usine Dassault d'Argonay en Haute-Savoie a bénéficié de fonds publics locaux, et la Région finance les clusters militaro-civils EDEN et Aerospace.

## Industries de mort et de répression : refusons d'être complices !

Aucun syndicat, aucun parti de « gouvernement », aucune collectivité locale ne dénonce les industries de mort régionales : les profits, l'attractivité économique, la « préservation » et le « développement » de l'emploi (200 000 en France), le mythe de l'indépendance nationale, la fascination morbide pour la puissance des armes écrasent toute discussion, critique ou contestation.

L'État nous annonce maintenant qu'il va falloir se serrer la ceinture pour la défense de la patrie. Où va-t-il trouver l'argent pour que le budget des armées atteigne les 3% du PIB ? Cela se fera aux dépens de l'éducation, de la santé, du social... Aux profiteurs de la crise du virus, devons-nous ajouter les profiteurs de la guerre russe ? Jamais le vieux slogan « salaires légers et chars lourds » n'a été autant d'actualité.

Face à cette frénésie meurtrière militaro-industrielle dopée par l'augmentation des budgets, aggravée par le conflit en Ukraine et le matraquage sur l'Europe de la défense (et de la guerre !) il est vital qu'une voix antimilitariste s'élève. Chaque habitant de la région doit savoir qu'il finance et vit à côté d'entreprises spécialisées dans les massacres en gros ou en détail.

**Nous appelons à dénoncer et à combattre l'État financeur, les politiques et industriels locaux, responsables et complices de massacres, de guerres interminables, au services d'États, de dictatures, de multinationales et d'imperialismes variés.**

C'est un peu répétitif d'écrire sur ce sujet, car les constats restent les mêmes et la situation évolue très lentement. Mais quand le gouvernement se félicite de son action, quand les puissances occidentales se pensent à la pointe de l'émancipation des femmes, il est quelques vérités patriarcales qu'il est toujours bon de rappeler.

## A travail égal, salaire inégal

Globalement, tous temps de travail confondus, les femmes touchent 28,5 % de moins que les hommes. Autrement dit, les hommes touchent 39,9% de plus. Bon, d'accord dans les années 60 c'était 60%. Tout un tas de facteurs sur lesquels nous allons revenir expliquent ces écarts. Mais il reste le dur du dur: à temps de travail égal et poste de travail égal, les femmes touchent en moyenne 5,3% de moins que les hommes. C'est exactement la définition juridique de la discrimination, lorsqu'on n'est pas payé pareil pour le même travail (à ancienneté égale).

Évidemment, les femmes sont les premières victimes du travail à temps partiel. Si on ne retient que les temps plein, les femmes touchent 16,8% de moins que les hommes (les hommes touchent 22% de plus). Pourquoi les femmes «choisissent»-elles le temps partiel? C'est évidemment à cause de la division patriarcale du travail. Ce sont elles qui assument l'essentiel des tâches domestiques, et notamment s'occupent des enfants. Mais ne le choisiraient-elles pas que le patriarcat est suffisamment inscrit dans les structures du capitalisme pour que beaucoup de métiers féminins (caissières, aides à domicile, nettoyage...) ne soient disponibles le plus souvent qu'à temps partiel. Et voilà qui est bien avantageux pour le capital: les femmes qui nettoient bureaux et établissements scolaires avant 8 heures du matin et après 17 heures ne sont pas tellement disponibles pour leurs enfants scolarisés, mais par contre elles ne seront payées que



4 ou 5 heures pour des journées bien remplies si on tient compte des trajets domicile-travail multipliés par deux. Temps partiel «choisi» ou «contraint», c'est la double peine pour les femmes qui le subissent: moins de primes, moins de promotions, moins d'augmentations individuelles du taux horaire, en première ligne pour les licenciements...

Et les 16,8% d'écarts entre hommes et femmes à temps plein, comment s'expliquent-ils? Ils et elles n'exercent pas les mêmes métiers. Parmi les vingt professions les plus courantes pour les salariés de chaque sexe, trois seulement sont communes aux hommes et aux femmes: nettoyeurs, employés de libre-service du commerce, aides de cuisine. On notera que ce ne sont pas les professions les mieux payées! Les femmes occupent des emplois moins variés que ceux des hommes: 40% des salariées exercent l'une des vingt professions les plus courantes pour les femmes (secrétaires, employées des

services comptables, etc.), contre 29% chez les hommes (conducteurs routiers, ingénieurs en informatique, etc.). Notamment, les femmes exercent souvent des professions liées à la santé et à l'action sociale. Elles occupent moins souvent des emplois de cadres, trois professions pour les 20 les plus courantes pour les hommes, une pour les femmes. 18,6% des femmes étaient cadres en 2021 (une progression continue) contre 24,2% des hommes. Il faut pourtant savoir que depuis maintenant 30 ans, les femmes sont plus diplômées que les hommes: 27,6% d'entre elles ont un diplôme supérieur à bac+2 contre 24,8% des hommes en 2021. Ce ne sont donc pas leurs études qui expliquent qu'elles occupent des emplois moins bien payés. En fait, les femmes sont généralement surqualifiées par rapport aux hommes. On désigne par surqualification le fait d'occuper un emploi qui demande moins de diplômes que ceux qu'on a obtenus. A poste de travail égal et salaire le plus souvent inférieur, les femmes sont fréquemment plus qualifiées que les hommes.

On peut même dire que la féminisation d'une profession est un signe certain de son déclassement. Tant que le secrétaire était le bras droit de son patron, c'était un homme. Quand la profession s'est mécanisée pour se transformer en travail qualifié d'employée, c'est devenu une femme. Les enseignants sont devenus des enseignantes au fur et à mesure que la profession est devenue moins considérée et mal payée au regard des autres professions accessibles à diplôme égal. Si beaucoup de femmes travaillent dans le domaine de la santé et du social, c'est lié aux assignations de genre, et ce ne sont pas les secteurs les plus en vue de notre société marchande ni les mieux payés.

## Un capitalisme patriarcal

Les oppressions ne s'annulent jamais, elles se cumulent, chaque oppression recyclant les chaussons de la précédente pour mieux conforter sa domination. La naissance du capitalisme s'est accompagnée d'un discours sur l'assignation de la femme au foyer alors que celui-ci cessait d'être un lieu de production. Le capitalisme repose en effet sur la séparation des producteurs d'avec les moyens de production, et donc sur la séparation du lieu de travail du lieu de vie, du foyer. Il s'agissait bien d'un discours. En France, dans les périodes les plus creuses du travail féminin, un ouvrier sur trois était déjà une ouvrière. Le travail salarié féminin était considéré comme une dépravation (sauf le travail des domestiques, qui avait autant les caractéristiques de l'esclavage que du salariat), ce qui légitimait leur surexploitation tant en terme de conditions de travail que de salaire. Rappelons que lorsque les proud'honiens ont réclamé un salaire égal pour les femmes, c'était avec la conviction que si elles recevaient le même salaire que les hommes, les capitalistes les renverrait à ce qui était leur place naturelle, le foyer.

Ce travail domestique non marchand a un autre intérêt pour le capital. Le travail gratuit des femmes diminue la valeur de la force de travail. Si on considère que ce qui caractérise le capitalisme, c'est la contrainte pour une population dépossédée de moyens de production de vendre sa force de travail, celle-ci est donc une marchandise dont la valeur est déterminée par son coût de production. L'existence d'une sphère domestique non marchande est indissociable du capitalisme, et elle est subordonnée au capital. Le capitalisme est bien patriarcal.

Et, bien sûr, c'est cette même structure patriarcale qui explique que cer-

taines professions soient considérées comme féminines et d'autres comme masculines. Qui explique aussi que les professions féminines soient moins valorisées que les professions masculines. Et qui explique enfin que les femmes qui exercent des professions réputées masculines soient surdiplômées et sous-payées pour leur poste. Ce ne sont pas des hommes, n'est-ce pas, elles n'y sont pas à leur place et doivent faire leurs preuves.

Le patriarcat joue de plusieurs façons pour abaisser le salaire des femmes. Il y avait le classique «salaire d'appoint», de plus en plus désuet: on considérait que c'était l'homme qui assurait la subsistance de la famille, la femme ne travaillant que pour amener un complément, du beurre dans les épinards en quelque sorte. D'où qu'elle n'a pas besoin de travailler à temps plein, qu'elle peut être licenciée en premier, et que le salaire est moins vital pour elle, au point que les femmes mariées ont longtemps été interdites d'allocations chômage. Cette théorie est de moins en moins en vogue, du fait de la généralisation du salariat des femmes.

Le système patriarcal invisibilise une partie du travail des femmes et invisibilise une partie de leurs qualifications. Tout le travail domestique (travail au sein de la famille) est invisibilisé. L'INSEE l'estime à entre 15 et 32 heures par semaine suivant la définition retenue, soit entre une et deux fois la quantité de travail rémunérée, dont les 3/4 est réalisé par les femmes (ou 60% suivant la définition retenue). Ce n'est pas rien. Et qu'on ne nous parle pas d'une évolution des mœurs! Si, globalement, le temps de travail domestique a diminué d'1/2 heure par jour en 25 ans (une heure pour les femmes), la participation des hommes, elle, a augmenté sur la même période de 6 minutes!<sup>1</sup> Une partie du travail salarié des femmes est lui aussi invisibilisé, couvents-usines du 19ème siècle, travail aux domiciles des patronnes et travail à domicile du début du 20ème siècle... Tout le monde a parlé des invisibles au moment du covid, et ces invisibles étaient très souvent des femmes.

Cette assignation des femmes au travail ménager permet aussi d'invisibiliser une partie de leurs qualifications, qualifications utiles pour le capital. Nous serions naturellement habiles, méticuleuses, rapides, aptes aux tâches répétitives. C'est oublier que l'apprentissage du travail ménager commence très tôt, et que ces qualités «naturelles» sont en fait le



1. Enquête emploi du temps de l'INSEE. Bien sûr, ce sont des moyennes entre actifs et inactifs, jours travaillés et jours fériés, ménages sans enfants et avec enfants, etc...

fruit d'une formation de plusieurs années. Les savoir-faire inculqués aux filles pour les préparer aux tâches ménagères sont ensuite utilisés comme «qualités» et surtout pas qualifications dans l'industrie et le tertiaire. L'industrie électronique notamment était réputée pour embaucher comme OS des filles qui avaient passé un CAP de couture. C'était tout bénéfique: une qualification très utile pour des travaux qui demandent finesse et méticulosité sans qu'elle soit reconnue dans le salaire. Et le BEP électro-technique, lui, a toujours été masculin...

## Superwoman?

On pourrait continuer les exemples longtemps. Lorsque l'enfant paraît, les carrières des hommes sont boostées, et celles des femmes plombées. Si les femmes sont moins rémunérées que les hommes, la différence concernant les retraites est encore plus forte, les femmes touchent 40% de moins que les hommes. Elles héritent moins que les hommes. Les différences entre hommes et femmes sont d'autant plus importantes qu'on s'élève dans la hiérarchie salariale. Etc, etc.. Pourtant, l'égalité des droits est inscrite dans la constitution. La loi sur l'héritage, par exemple, attribue les mêmes parts aux hommes et aux femmes. Nous avons des ministères des droits de la femme, des lois sur la parité, et tout un discours institutionnel de promotion de l'égalité hommes/femmes. Autant il était difficile de trouver des sources statistiques il y a 40 ans, autant il y a même un thème parité hommes femmes sur le site de l'INSEE aujourd'hui et de nombreux et nombreuses chercheurs et chercheuses se penchent sur le phénomène et proposent des solutions, en terme d'orientation scolaire, de congés parentaux....

Ce discours est trompeur car il fait comme si c'était une question de comportements individuels. C'est parce que les femmes ne choisissent pas les bonnes filières qu'elles sont ensuite moins rémunérées par exemple. Oui, il y a peu de femmes dans les études scientifiques, oui, elles osent peu les demander, non, personne ne les y encourage. Mais ce n'est qu'un symptôme. Car en fait, c'est un système, un système capitaliste et patriarcal. Celles qui se lancent dans ces domaines devront être de «vrais mecs», faire oublier qu'elles sont des femmes dans leur comportement, de préférence en restant séduisantes quand même... Facile et pas contradictoire hein! Quels que



soient les désirs des femmes, dans un certain nombre de professions féminines, c'est du temps partiel qui leur est proposé. Aucun homme ne va se précipiter sur ces emplois soi-disant non qualifiés et mal payés, et de fait les hommes ne sont pas formés pour y être performants. Oui, le travail est bien généré. Tant que les femmes seront renvoyées au couple et à la maternité, on les présumera non disponibles pour le travail. Or le modèle qu'on nous présente, c'est celui de la femme qui réussit sa carrière et sa vie de famille, l'éducation de ses enfants. Un modèle impossible qui renvoie les femmes à la culpabilité de ne pas être des superwomen.

Tant que nous n'attaquerons pas ce système, nous ne pourrons avoir de réduction des inégalités qu'à la marge. Oui, il existe des couples où le travail domestique est partagé quasiment également. Et les yeux de tous sont braqués sur eux tant ils sont rares. Les hommes qui refusent d'appliquer la loi du genre à la maison ne pourront pas éviter que leur travail ménager soit remarqué tandis que celui de leur compagne est invisibilisé.

Dans les couches supérieures de la société, faire carrière signifie être disponible pour l'entreprise, qu'il y ait à la maison quelqu'un qui assume. Ce quelqu'un peut être la compagne, une employée ou un compagnon. Nous ne nous battons jamais pour que la compagne soit

remplacée par une employée! Et nous ne battons pas non plus pour que ce soit un homme qui se trouve dans la position d'une femme (même si ça ne peut que nous déclencher un sourire satisfait et ironique). Nous nous battons pour la fin de ce système.

Tout ce discours qui assimile situation de la femme et droits individuels a du succès parce qu'il reflète aussi une réalité matérielle. Plus on s'élève dans l'échelle des statuts et des rémunérations, plus les inégalités entre hommes et femmes sont importantes. (Ce qui est logique: quand on est quasiment au SMIC, les inégalités sont faibles.) Le rôle idéologique de ce discours apparaît alors pour ce qu'il est: battez-vous individuellement, soyez compétitives, démontrez qu'une femme en position de direction est un plus pour l'entreprise et vous gagnerez... C'est exactement ce que nous refusons. C'est comme pour la fameuse théorie du ruissellement, ce n'est pas parce que la situation des femmes en position de pouvoir s'améliore que l'émancipation de la masse des femmes progresse. Rappelons que l'Inde a eu des chefs d'État féminins pendant des décennies, et que ça n'a jamais diminué le nombre de femmes assassinées en toute impunité par leur belle famille. Par contre, lorsque les conquêtes sociales bénéficient aux plus précaires, elles bénéficient majoritairement à des femmes.

Antoinette



# INSUBORDINATION SALAIRE

**P**as simple pour les luttes de salarié-es d'être médiatisées en cette période électorale. Par ailleurs quelle que soit l'issue de la présidentielle et des législatives, il est vital que les luttes ouvrières prennent en compte le risque d'un durcissement des interventions policières contre les piquets de grève, les manifestations (voir ce qui est arrivé au responsable du DAL à Paris dans le cadre d'une manifestation déclarée et autorisée) ou fascistes (nervis attaquant les occupants de La Sorbonne). Sans parler de militant.e.s connues et ciblées sur certains sites fachos. La protection des données est aussi à anticiper. Sans tomber dans la paranoïa, un minimum d'auto-défense prolétarienne est plus que jamais d'actualité. :

## Les 3 piquets de grève des travailleurs sans papiers

RSI (92) – DPD (91) et CHRONOPOST (94). La lutte est recouverte médiatiquement par la guerre et la campagne électorale, mais elle continue. Elle avait commencé le 22 octobre par l'occupation de l'agence RSI sur le Boulevard Magenta à Paris. Nous en sommes à environ cinq mois de grève. Sur le 91, la lutte DPD est confrontée à une collaboration ouverte entre la préfecture et Derichebourg qui manœuvrent pour diviser le groupe. Cette collaboration n'est pas complète, puisque nos adversaires sont gênés par un rapport de l'inspecteur du travail qui avait enquêté en décembre et janvier. Mais du coup, son rapport est enterré.

Rappelons que le piquet DPD permanent devant la plateforme du Coudray a été évacué par la préfecture le 1<sup>er</sup> février. Ils ont cru disperser le groupe. Cela n'a pas fonctionné. Les grévistes DPD viennent aux manifs et les jours sans manif, ils tiennent un piquet de jour devant la plateforme (le matin) et devant la Poste et la Mairie du Coudray (l'après-midi). La mairie est responsable de l'arrêté d'interdiction du piquet permanent. La préfecture lui avait sous-traité le sale boulot et a immédiatement appliqué l'arrêté municipal qu'elle avait suscité.

Sur le piquet RSI de Gennevilliers, on attend le retour de la préfecture de Nanterre sur le tableau de situation des grévistes qu'elle nous avait demandé et qu'on a fini par lui donner. Elle ne reçoit toujours aucun délégué et parle par l'intermédiaire des élus de Gennevilliers qu'elle rencontre lors des rassemblements de fin de manif (et encore - pas tous les rassemblements).

Pour Chronopost Alfortville, toujours le silence radio de la préfecture, de Chronopost, de Derichebourg (bien sûr). Le ministère du Travail a enfin reçu une délégation.

Pour avoir une idée des dernières mobilisations, vous pouvez aller sur le facebook de Solidaires 94.

<https://www.facebook.com/Solidaires94/>

## Moussa GASSAMA, mort au travail en nettoyant des vitres

Le 21 février 2022, Moussa Gassama, a fait une chute alors qu'il nettoyait une fenêtre au service social du 20<sup>ème</sup> arrondissement du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP), donc dans l'exercice de ses missions au sein d'un service public. Il est décédé à l'hôpital le samedi 5 mars. Monsieur Gassama avait 58 ans, il était marié et père de 5 enfants demeurant au Mali. Son travail, dur et mal rémunéré par une entreprise sous-traitante, permettait de subvenir difficilement aux besoins de la famille. Concernant l'accident, de nombreuses questions restent actuellement sans réponse, plusieurs enquêtes sont en cours : inspection du travail, police, Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Cette lumière est nécessaire pour que les droits de la famille à la vérité soient respectés. Cette lumière est nécessaire pour que cela ne se reproduise pas. Un Comité Social et Économique (C.S.E.) s'est tenu le 10 mars à Maintenance Industrie et deux comités d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) se sont tenus au sein du CASVP les 15 et 31 mars. Une commission d'enquête doit être votée en CHSCT du CASVP le 8 avril. L'entreprise Maintenance Industrie a réalisé en 2020 un bénéfice de 463 600 euros. Le bénéfice annuel de plusieurs centaines de milliers d'euros et les économies publiques se font aux dépens de la santé et de la sécurité et met la vie des travailleuses et des travailleurs du nettoyage en danger tous les jours. Bien que Monsieur Gassama soit décédé dans l'exercice de ses missions au sein d'un service public, sa famille ne pourra pas compter sur le soutien prévu pour les familles de fonctionnaires décédés, même si le CASVP a volontairement pris en charge une partie des frais d'obsèques. L'externalisation et la sous-traitance permettent avant tout aux employeurs publics de faire des économies et de les dédouaner de leurs responsabilités. L'administration parisienne a fait le choix de faire appel à la sous-traitance pour limiter sa masse salariale et ses responsabilités d'employeur. De nombreux services voient ainsi intervenir une multitude d'agents (qui changent souvent au gré des marchés ou au bon vouloir des sociétés employeurs) pour l'entretien ou la sécurité des locaux.

En 2019, l'assurance maladie a recensé 733 salariés morts au travail en 2019, soit 2 morts au travail par jour. La sous-traitance est un facteur aggravant le risque d'accidents, notamment mortels. Les salariés ne doivent pas perdre leur vie à la gagner en travaillant.

Source : CGT et FSU du CASVP

## Lutte des AESH

Les AESH du 94 (cf. CA précédent) continuent la lutte. La grève nationale du 5 avril n'a pas permis un réel élargissement au-delà de ce département. Même si la caisse de grève fonctionne bien, la question de la poursuite de cette grève illimitée est posée et d'actions plus ciblées pour continuer. Certains syndicats tentent d'organiser des stages en directions des AESH pour construire la lutte dans leur département et région. Pour autant, tant les profs des écoles et des établissements du second degré et les parents d'élèves ne s'impliqueront pas massivement, il sera difficile de gagner. Des liens avec d'autres secteurs en souffrance comme la psychiatrie sont aussi des pistes possibles.

<https://www.leetchi.com/c/caisse-de-solidarite-avec-la- greve-illimitee-des-aesh-du-val-de-marne>

Source SUD EDUCATION et SOLIDAIRES 94

## Six profs des écoles menacés de mutation d'office (l'école Pasteur de Saint Denis- 93)

L'école Pasteur de Saint Denis est depuis plusieurs années une école fortement mobilisée autour d'une équipe de profs des écoles souvent syndiquées à SUD EDUCATION ou au SNUIPP. Cette école est aussi fortement engagée dans des pratiques pédagogiques Freinet (ICEM). L'absence d'une direction l'an dernier, les a amenés à fonctionner en direction collégiale.

Depuis, la hiérarchie a nommé une directrice qui depuis septembre 2021 n'a eu de cesse d'empêcher le fonctionnement collectif et pédagogique de l'école. Mais il y a surtout eu des dysfonctionnements graves de cette directrice. La hiérarchie a été prévenue des mises en danger quotidiennes pour les élèves et pour les personnels. L'équipe a écrit plus de 120 pages d'éléments graves. Elle a expliqué et documenté les agressions, les humiliations, les diffamations, les accusations mensongères.

La hiérarchie a décidé d'ouvrir une enquête administrative, mais à charge contre l'équipe. Elle a refusé d'entendre les éléments concernant la directrice. Des dizaines d'anciens collègues ainsi que les 2 anciennes directrices ont fait un courrier pour expliquer à quel point l'équipe était stable, motivée, dynamique, pleine de projets et que cela est bénéfique pour les élèves.

La directrice a officialisé sa collaboration avec l'extrême-droite. Des numéros de téléphones et des prénoms d'enseignants ont été diffusés sur la fachosphère.

Et puis la directrice a disparu de l'école. Et un nouveau directeur est arrivé. Il prévient les chefs que tout se passe bien, que l'école a retrouvé la sérénité et un bon fonctionnement.

Et quelques mois plus tard, 6 enseignants apprennent leur mutation forcée. Le Directeur Académique et le Recteur ont décidé de suivre l'extrême-droite.

À l'appel de l'intersyndicale SNUipp-FSU 93, SNES-FSU93, SNEP-FSU 93, Sud Éducation



93, CGT Educ'action 93, CNT éducation 93 près de 500 collègues, parents, élu-es se sont rassemblé-es devant la DSDEN 93 mardi 12 avril le midi et ont manifesté leur soutien et leur détermination. Les parents d'élèves de l'école sont venu-es dire qu'il-elles n'avaient toujours pas été reçu-es par le DASEN malgré leur demande faite depuis une semaine. Les élu-es ont écrit au ministre, recteur et DASEN pour avoir des explications : aucune réponse.

A ce jour, après avoir consulté 4 dossiers sur 6, les 4 collègues ne comprennent toujours pas ce qu'on leur reproche et surtout sur quelle base cela est étayé. Il n'y a dans le dossier de chaque collègue aucun élément probant ou flagrant qui vient démontrer ce qui est reproché. En revanche, les conclusions semblent répondre aux prétendues « dénonciations » publiées dans des médias d'extrême droite. Des éléments de langage sont même proches.

Ce qui est reproché aux enseignant-es, c'est de faire vivre le collectif de travail qu'est le conseil des maître-ses. Pour le DASEN et le recteur, il y a clairement la volonté de faire voler en éclat un « groupe qui ne fonctionne pas comme l'institution le souhaite ».

Dans le contexte politique actuel, remettre en cause un collectif qui se questionne sur les injonctions ministérielles et leurs effets sur les élèves est une attaque. Ce n'est pas très étonnant vu les liens du ministre Blanquer avec des réseaux d'extrême-droite (voir la brochure « La réforme Blanquer : une vision d'ensemble et un projet à long terme », du Comité de Réflexion et d'Action Laïque de Seine Maritime, disponible sur son site [creal76.fr](http://creal76.fr)).

Cette mutation « dans l'intérêt du service » est une sanction déguisée pour les 6 enseignant-es et une menace pour l'ensemble de la profession !

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 93, SNES-FSU 93, SNEP-FSU 93, CGT Educ'action 93, SUD EDUCATION 93 et CNT EDUCATION 93 continuent de soutenir l'équipe enseignante et exigent l'annulation de la mutation-sanction des collègues de l'école Pasteur.

Source SUD EDUCATION 93  
15 avril 2022

**Nous vous invitons à nous transmettre les infos directes dont vous disposez pour alimenter cette rubrique :**  
**insubordinationsalariale**  
**@protonmail.com**

## A PROPOS DE LA LUTTE DES CLASSES

**L'**histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes affirmaient déjà Marx et Engels dans *Le Manifeste du Parti communiste*. Avant eux, la lutte des classes avait déjà été reconnue par des révolutionnaires comme Proudhon ou Babeuf ou par des économistes bourgeois comme Guizot.

Mais l'originalité de Marx résidait dans le fait d'affirmer premièrement que les classes sont liées à des phases précises du développement des forces productives ; deuxièmement que la lutte des classes débouche automatiquement sur des phases transitoires vers une société sans classe : la dictature du prolétariat.

Si nous sommes d'accord avec le premier point, nous ne partageons pas, en revanche, cette vision linéaire de l'histoire qui considère le communisme comme inéluctable, les phases d'accumulation du capital et le développement du capitalisme, la constitution d'états-nation, de démocraties parlementaires, comme des étapes nécessaires pour parvenir à une société sans classes.

Car cette vision "progressiste" de l'Histoire a fait que, pour une grande part, le rôle réel du mouvement révolutionnaire a été d'accélérer le développement capitaliste, plutôt que de le dépasser ou de le détruire. Cela explique que cette tradition s'est construite et développée dans une Europe où le capitalisme en plein développement rencontrait un obstacle de taille : un très fort secteur non capitaliste, l'agriculture (surtout en France et dans les pays latins), et que de ce fait il a dû mettre en place des Etats marchand avec des fonctionnaires et un système éducatif idoine, secrétant une intelligentsia prête à se joindre aux mouvements ouvriers et paysans avec pour "fonction" de les intégrer à l'extension du système capitaliste. Alors qu'aux USA où le capitalisme était déjà largement implanté, le mouvement socialiste n'a eu que peu d'impact.

En fait, on peut dire que même les éléments les plus à gauche du mouvement ouvrier, souvent à leur corps défendant, ont plus œuvré à achever la révolution bourgeoise et à éliminer le précapitalisme que le capitalisme lui-même.

C'est aussi dans ce cadre-là qu'il faut comprendre l'histoire et le rôle du syndicalisme comme à la fois représentatif d'une volonté émancipatrice des exploités mais aussi comme élément d'intégration et d'intermédiaire entre le capital et le travail.

Sans entrer plus avant dans des considérations historiques sur l'histoire de l'humanité, nous pouvons affirmer que le fondement de la société capitaliste repose sur l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat.

On assiste aujourd'hui à un renforcement de l'idéologie du consensus qui est aussi celle de la prétendue fin de la lutte des classes. Les périodes et les gens prédisant cette fin n'ont pas manqué par le passé ; ce qui peut paraître nouveau c'est que cette idéologie n'est pas seulement portée par ceux qui y ont intérêt : la bourgeoisie, mais aussi partagée par nombre de ceux qui s'étaient attribué pour fonction de représenter le prolétariat.

Or ce qui s'écroule ce n'est pas la lutte des classes mais la façon dont elle s'est exercée jusqu'à présent et dont elle a été représentée et expliquée.

Pendant presque un siècle, le prolétariat était symbolisé par son noyau dur, la classe ouvrière. De plus en plus concentrée dans de grandes entreprises localisées dans de grands centres industriels, celle-ci a développé un fort sentiment d'appartenance qui lui a permis de jouer un rôle important sur la scène politique des pays développés. Maintenant son éclatement géographique et sa légère diminution (en France) ont mis à mal cette homogénéité relative. Mais cela ne signifie nullement qu'elle a disparu, pas plus que le prolétariat lui-même. Nous sommes dans une nouvelle période où ce dernier

doit trouver et inventer de nouveaux repères collectifs, de nouveaux lieux géographiques, culturels, politiques où se fixe l'appartenance et les dynamiques de lutte.

Par conséquent, non seulement la lutte des classes n'a pas disparue, mais au contraire, elle tend à s'intensifier, même si, dans un premier temps, c'est de manière très fragmentée et tellement diversifiée que l'opposition de base entre bourgeoisie et prolétariat tend à s'obscurcir.

Il faut bien comprendre que la lutte des classes ce n'est pas seulement les grands moments d'opposition frontale, mais aussi les mille résistances quotidiennes, le plus souvent anonymes, qui se déroulent chaque jour dans les boîtes et ailleurs et qui, le plus souvent, sont ignorées des "observateurs".

Ce prolétariat, qui pour certains n'existerait plus, quel est-il ? Il y a, en France, en gros : 8 millions d'ouvriers (10 millions il y a 20 ans, donc diminution, certes, mais pas disparition !) ; 5 millions de chômeurs et de précaires ; 1 million de petits paysans ; 2 à 3 millions de fonctionnaires ou employés municipaux modestes ; 2 millions d'employés du privé ; 1 million de petits artisans. C'est ça le prolétariat !

Environ 20 millions d'actifs ou supposés l'être. Signalons de plus que sur les quelques 27 millions d'"actifs", on considère le plus souvent qu'il y en a 13 millions qui sont en situation de risque de précarisation ! En face il y a deux à trois millions de cadres supérieurs, de financiers, de patrons de grosses et moyennes entreprises, de hauts cadres de l'appareil d'Etat, de rentiers de haut rang, etc... c'est ça la bourgeoisie. Dès lors que l'on reconnaît cet état de fait il importe peu de savoir où classer les "autres" : cadres moyens, enseignants de rang moyen, petits commerçants, c'est-à-dire ce que l'on dénomme les "classes moyennes". Laissons aux sociologues le soin de s'enliser sur les cas peu évidents : quant à nous ne raisonnons pas sur des cas particuliers !

Les luttes de ces trente dernières années ont même démontré de manière éclatante que les oppositions de classes s'exprimaient à travers une foule de mouvements non pris en compte par le "mouvement ouvrier" classique : luttes écologistes, de femmes, de libération nationale, sexuelles, sur l'école, etc. Dès lors, la question qui se pose est : **"qu'est-ce qu'une position de classe dans une lutte ?"**

Un antimilitarisme sans analyse de classe du rôle de l'armée et de la conscription peut déboucher sur un pacifisme renvoyant dos à dos l'opresseur et l'opprimé.

Un antifascisme qui ne s'accompagne pas d'une analyse de classe et se livre à des pratiques frontistes, tombe dans un humanisme social-démocrate dont la tare est au mieux l'inefficacité, au pire débouche sur une défaite.

Un soutien à certaines luttes de libération nationales qui ne prendrait pas en compte la lutte des classes et les antagonismes qui en découlent risque fort de ne pas apercevoir le moment où cette lutte risque de devenir exclusivement nationaliste.

Une stratégie autogestionnaire ne s'appuyant pas sur la réalité de la lutte des classes peut amener à un simple corporatisme. Etc. etc...

Et quand nous parlons d'analyse de classe et de reconnaissance de la lutte de classe ce n'est pas pour faire une pseudo analyse objective de type sociologique mais bien pour faire des choix de lutte, de camp, pour changer les choses et pas seulement pour les comprendre.

Faire une analyse de classe de la société, affirmer qu'il y a une lutte des classes, ne signifie pas s'arrêter à la simple reconnaissance des deux pôles antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat mais aussi comprendre qu'au sein de chaque camp il y a aussi des oppositions, des contradictions, des intérêts immédiats divergents.

Organisation communiste libertaire  
<http://ocl.libertaire.lautre.net/spip.php?rubrique8>

## Analyse de classe

# Que faire de l'encadrement capitaliste ?

**L**a question des « classes intermédiaires », c'est-à-dire des couches sociales qui n'appartiendraient pas strictement au prolétariat ou à la bourgeoisie, a toujours fait débat chez les révolutionnaires : leur existence, leur position dans les rapports de production, leur rôle dans la lutte des classes et les alliances possibles avec elles... Elle a aussi été évoquée dernièrement lors des chantiers d'analyse de classe parisiens. Alain Bihr, théoricien communiste libertaire et sociologue, s'était penché sur la question dans *Entre bourgeoisie et prolétariat, l'encadrement capitaliste*<sup>1</sup>. Quelques éléments.

**A**LAIN BIHR veut démontrer que la société capitaliste se structure non pas autour de seulement deux classes (bourgeoisie et prolétariat), mais autour de trois, en prouvant l'existence du troisième larron : la classe d'encadrement. Cette classe se distingue à la fois de la classe du capital, composée des agents qui « dirigent le procès global de reproduction du capital [...] en fonction de leurs intérêts propres » et du prolétariat, qui est exproprié de « la maîtrise de l'ensemble de ses conditions sociales d'existence » et exécute le processus de production. La classe d'encadrement, elle, « se compose de tous les agents qui mettent en œuvre, organisent, conçoivent, légitiment, contrôlent les médiations (matérielles, sociales, institutionnelles, idéologiques) nécessaires à la reproduction du capital ». Elle a donc, pour Bihr, le rôle de socialisation capitaliste, en faisant le lien entre les individus et des éléments éloignés de la société, directement ou indirectement liés au processus de production (publicité, ingénierie, enseignement, recherche, encadrement et supervision de la force de travail...). Ainsi, il faut non pas penser la classe comme uniquement définie par une place dans les rapports de production (exploitée et productrice de plus-value / exploitéeuse du travail des autres), mais également comme un rôle dans la reproduction globale du capital à l'échelle de la société : elle rend possible à l'échelle de la société la continuité de l'extraction de la plus-value du travail. D'autre part, elle est dans une situation ambivalente vis-à-vis des deux autres classes, car, n'ayant elle-même aucune possibilité de décider de l'orientation de la reproduction du capital (elle est dominée par les capitalistes), elle est tout de même chargée d'organiser les conditions générales de l'exploitation (et donc dominante sur le prolétariat). On comprend qu'elle se distingue à la



fois de la petite-bourgeoisie (qui a un petit capital) et des « classes moyennes<sup>2</sup> », qui sont davantage un concept sociologique fondé sur le niveau de vie.

Le rôle dévolu à la classe d'encadrement (assurer la domination matérielle et idéologique du capital sur la société entière) n'est pas une mince affaire et c'est donc une puissance majeure qui se dresse face aux velléités d'émancipation du prolétariat. C'est le processus historique de développement du capitalisme qui rend nécessaire de dévouer à une classe donnée l'ensemble de ces tâches, car, à ses débuts, les tâches d'encadrement étaient assez embryonnaires, et majoritairement concentrées sur le lieu de production. Pour A. Bihr, l'extension de l'encadrement, qui prend sa source dans la division entre travail manuel et travail intellectuel, est indissociable du développement de l'État comme agent de la régulation du rapport entre les classes, de la circulation du capital, et de la reproduction des classes. La collecte des impôts, la planification de la production, les services publics, font ainsi pleinement partie des tâches de l'encadrement. Toutefois, en leur sein, tous les agents ne font pas partie de l'encadrement : entre le directeur du

bureau de poste et le guichetier il y a une différences de classe. Dans le secteur productif, ce sont bien sûr les cadres (ingénieurs, technico-commerciaux, et aujourd'hui managers...) qui remplissent le rôle d'encadrement. Bihr place également les permanents syndicaux et les responsables des partis (surtout de gauche) dans la classe d'encadrement en ce qu'ils régulent les rapports entre les classes. Quel que soit le secteur (étatique, privé, politico-syndical), toutes les fractions de l'encadrement partagent un travail intellectuel qualifié inséré dans un système bureaucratique et très hiérarchisé, « impliquant autonomie et initiative », avec possibilité de s'élever dans la hiérarchie.

### Idéologie et projet politique

Le rôle intermédiaire de la classe d'encadrement et sa proximité avec l'État lui donnent idéologiquement une base afin de se présenter comme représentante de l'intérêt général. De même, dès lors qu'elle administre les rapports sociaux, fluidifie et fait tampon dans les circuits de l'accumulation et de la reproduction du capital, elle peut se targuer de représenter un projet modernisateur, progressiste, dont le caractère rationnel « tend à en



1. Entre bourgeoisie et prolétariat, l'encadrement capitaliste. L'Harmattan, 1989

2. Dans Le ménage à trois de la lutte des classes. Classe moyenne salariée, prolétariat et capital (l'Assymétrie, 2019), Bruno Astarian et Robert Ferro, utilisent un concept différent (classe moyenne salariée), mais dont la définition est extrêmement proche de l'encadrement de Bihr. Les objectifs des deux ouvrages sont d'ailleurs très proches.

masquer le contenu politique ». Cela ne va pas sans une certaine dose d'auto-mystification, car au quotidien, son rôle n'est pas de tout repos et peut susciter des résistances du prolétariat : « un ingénieur doit croire [...] à la technique pour que son travail d'encadrement des ouvriers apparaisse à ses derniers comme scientifiquement et technologiquement nécessaire ; [...] une assistante sociale doit croire à sa mission humanitaire et se comporter en conséquence pour obtenir des familles marginalisées qu'elles acceptent de se conformer aux normes sociales et aux contrôles administratifs, etc. » La rationalisation qu'accomplit la classe d'encadrement par son travail intellectuel qualifié vient d'une place particulière dans la division sociale du travail, héritée de l'appareil scolaire. Le savoir et la culture font partie des privilèges de cette classe, qui consacre une part plus importante de ses revenus et de son temps dans ces deux postes de dépenses, notamment pour les études des enfants, les sorties... A. Bihr identifie d'ailleurs cette situation de « rente de savoir » (et de pouvoir) comme l'explication du « sursalaire » qui caractérise l'encadrement capitaliste. L'écart observé<sup>3</sup> entre le coût estimé de la marchandise force de travail de l'encadrement et les salaires observés provient donc de cette rente, comme on explique d'autres écarts entre valeur et prix pour d'autres marchandises (foncier, énergie...). Les bons et loyaux services de l'encadrement sont ainsi rémunérés par une « rétrocession de la plus-value » collectée sur le travail productif, ce qui permet à ses membres de surconsommer, d'épargner... La bourgeoisie s'assure de la loyauté de l'encadrement en l'achetant à un prix supérieur à celui du prolétariat, et cette même classe d'encadrement défend bec et ongles ses privilèges et ce qui les fonde (l'appareil scolaire, la bureaucratie, l'État...) pour maintenir son sursalaire. L'encadrement a donc matériellement intérêt à maintenir et renforcer l'exploitation du travail productif.

Bihr identifie le projet politique qui découle de cette situation matérielle : celui du développement et de la modernisation de l'État, de la démocratisation des institutions (publiques ou privées) qui permet la mobilité sociale... Toutefois, entre sa fraction privée, davantage au contact idéologique du capital, qui penche à droite, et sa fraction publique, bien organisée politiquement et syndicalement, qui adhère à des projets de gauche, il n'y a pas consensus, même si un socle commun se dégage. La classe d'encadrement, de par son rôle et sa situa-

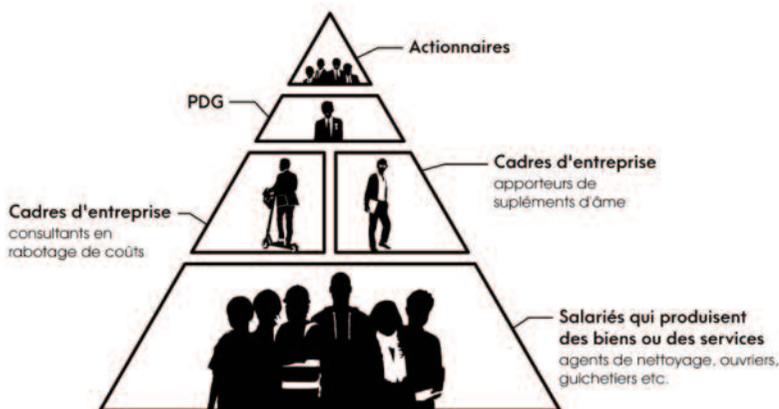
tion sociale, a un débouché naturel en politique, et nombre de ses membres font partie des représentants politiques, parlant souvent au nom du prolétariat et non en son nom propre. La conquête du pouvoir d'État, notamment dans sa version socialiste, portée par une intelligentsia éclairée et modernisatrice, comme on a pu le voir chez les bolchéviques, constitue le projet politique majeur de l'encadrement capitaliste. Bihr reprend ici les analyses de Makhaiski<sup>4</sup> sur le projet bureaucratique, gestionnaire et autoritaire des bolchéviques, pour l'appliquer à l'encadrement capitaliste.

### Que faire ?

L'analyse d'Alain Bihr est stimulante car elle fait le lien entre une analyse des classes sociales et de leurs bases matérielles, les besoins issus du développement du capitalisme à travers l'État, et les projets politiques que nous combattons. Elle permet d'interroger la composition des milieux militants, qui rassemblent nombre de membres de l'encadrement. Elle redonne également de la profondeur pour discuter d'une perspective révolutionnaire dépassant les projets de la gauche radicale et de ses avatars récents, gravitant souvent autour d'une défense acritique des services publics, de références intellectuelles et de mode d'organisation issus du léninisme, ou tout du moins très verticales et intellos (Extinction Rebellion chez les écolos, Frédéric Lordon, Andreas Malm ou Bernard Friot à gauche).

En revanche, peu de perspectives ressortent du livre. Alain Bihr conclut en posant la question « Comment peut-on être un traître à sa propre classe ? » et préconise que les militants révolutionnaires issus de l'encadrement « enseignent à leurs semblables la honte et l'indignation d'être ce qu'ils sont » pour contribuer à « lézarder le 'rempart social' que constitue l'encadrement », et éventuellement provoquer des désertions. Également, de dénoncer au sein des organisations syndicales et révolutionnaires le rôle contre-révolutionnaire de l'encadrement et de chercher à renforcer « l'auto-activité du prolétariat ».

Dans l'analyse, on pourra regretter que le rôle social de différentes catégories n'ait pas davantage été mentionné : les artistes, les professions libérales ou les forces de l'ordre notamment, qui ont, différemment



certes, une place dans la pacification sociale. Le peu de place consacré à l'analyse internationale (qui demanderait certainement un autre ouvrage) laisse penser que la valse à trois temps décrite s'applique principalement à la France, ou aux centres capitalistes, même si le rôle modernisateur de la classe d'encadrement de pays « émergents » au XXème siècle est évoqué. C'est davantage l'objet du Ménage à trois de la lutte des classes (2), sorti en 2019, qui actualise l'analyse issue de Makhaiski et de Bihr avec de nombreux exemples issus de luttes récentes, dans lesquelles la « classe moyenne salariée » s'illustre particulièrement d'après les auteurs (Loi travail en France, soulèvements en Tunisie et Égypte lors des printemps arabes...).

Reste également à poser la question du projet politique qui accompagne la volonté de redéfinition du prolétariat en excluant « les classes moyennes », porté par les ouvrages mentionnés. À l'heure du déclassement d'une bonne partie de l'encadrement, d'attaques très fortes de la bourgeoisie contre le restes des services publics et de « l'État-providence » provoquant quelques luttes vigoureuses, d'un salariat précaire dans lequel ces classes moyennes trempent en partie, de luttes de rue populaires massives souvent cristallisées contre l'État un peu partout sur la planète, doit-on insister sur une définition du prolétariat séparé de ses fractions plus stables (et conservatrices?) ou au contraire chercher à radicaliser les aspirations à l'émancipation d'un prolétariat large et souple ? Si on considère les classes davantage comme des pôles attractifs que comme des ensembles bien définis, les mouvements de lutte des classes intermédiaires (et des autres) laisse la possibilité d'intervention politique pour une perspective révolutionnaire, sans épargner les critiques contre tout ce qui tend à reproduire le système existant, notamment les pratiques et idées issues de ces mêmes classes.

Zygaena

3. Comme Astarian et Ferro, Bihr reprend les analyses des marxistes Baudelot, Establet et Malemort sur la décomposition des salaires ouvriers, employés, petits-bourgeois... en France dans les années 60 et 70.

4. Jan Waclav Makhaiski, Le socialisme des intellectuels, Textes choisis, traduits et présentés par Alexandre Skirda. Spartacus (et disponible sur internet).

Université et émancipation à l'heure de l'économie de la connaissance - partie 2

# Rôle de l'ESR et mobilisations actuelles dans l'enseignement supérieur et la recherche

Dans une première partie (parue dans le numéro de mars) nous avons proposé un tour d'horizon plutôt large sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) en France.

Nous avons présenté certains aspects des réformes en cours, impulsées par le capital et inscrites dans la durée, largement mises en œuvre par l'administration Macron bien que fortement contestées dans le milieu académique et dans la rue. Nous avons émis des réserves quant à la portée du mot d'ordre « Sauvons l'Université ! » en vogue au sein de la fraction majoritaire de l'opposition à ces réformes. Nous suggérons que, si celui-ci a pu par le passé rendre quelques services aux mobilisations – en condensant des revendications et les structurant – qui se sont livrées à des escarmouches jusqu'à présent dans une perspective surtout interclassiste contre les effets des réformes, il nous fallait raison et énergie garder pour 1° rendre compte de la dimension de classe qui traverse de fait les mobilisations de l'ESR, 2° porter les expériences de l'ESR à la réflexion collective sur les formes que peut prendre la critique en acte de la société actuelle, et donc 3° chercher à prendre part à des batailles si elles existent de manière conséquente qui visent non seulement des aménagements de court terme mais aussi et surtout les causes et mécanismes plus profonds des réformes actuelles, les restructurations qu'appelle le développement du capitalisme.

Sur fond de mouvement des Gilets jaunes (17 novembre 2018) et de lutte contre la réforme des retraites (septembre 2017 - suspendue le 16 mars 2020) nous proposons d'approfondir l'analyse des conflits qui ont animé l'ESR ces dernières années.

La particularité de ces mobilisations tient certainement en un rapport particulier à la production. Sans viser une analyse exhaustive et définitive, nous concevons en première approximation l'objet de ces luttes (et le plus souvent aussi les luttes elles-mêmes) comme des moments singuliers, in-



tervenant dans un procès de reproduction d'ensemble. Mais dans ce procès nous posons a priori que ces luttes sont irréductibles à une logique absolue d'auto-valorisation mécanique du capital sous des dehors académiques (parti pris en question dans la partie 1 de l'article) parce qu'elles sont incarnées et qu'elles participent d'un mouvement contradictoire. Si elles ont effectivement tendance à être profondément subordonnées à la logique du capital d'une part, elles sont aussi susceptibles d'exprimer des désirs de dépassement et des potentiels séditieux d'autre part..

## 2018-2019 : Oppositions à la mise en œuvre du plan Etudiants

Avec de nouveaux avatars technologiques, l'Etat endosse encore pour le compte du capital les vieilles fonctions de tri social et d'endiguement du changement démographique.

Le dispositif "Bienvenue en France"<sup>1</sup> est une des mesures gouvernementales récentes, articulée aux autres. Au titre aussi évocateur et savamment choisi que l'opération militaire "Source de paix" conduite par l'armée turque en 2019, il s'adresse aux étudiants dits extra-communautaires (hors de l'Europe) et consiste à huiler les formations et circulations élitaires et présenter la facture aux prolétaires avec une hausse indiscriminée des frais d'inscription (s'ajoutant aux frais habituels relatifs à l'hébergement, à l'alimentation, aux transports des

étudiants) au motif que cette catégorie de publics doit désormais contribuer à l'effort austéritaire national avec une nouvelle barrière économique à l'entrée des études supérieures. On se fait une idée de l'exercice de saut d'obstacle qui nous attend quand on sait par exemple qu'un camarade en provenance du Sénégal voulant s'inscrire en première année de licence devrait déboursier l'équivalent du PIB annuel moyen par habitant<sup>2</sup> au lieu de 170 euros auparavant pour les non-boursiers. Au-delà de cette indication sur des bases nationales, on voit ici nettement se redessiner la vieille frontière de classe. Et il n'a pas échappé non plus aux enseignants, étudiants et organisations du milieu académique ayant un tant soit peu en tête les antécédents et l'environnement politiques que "Bienvenue en France" représente aussi un ballon d'essai en vue d'une hausse généralisée aux étudiants "communautaires" alignée sur les politiques austéritaires aujourd'hui destinées à l'ESR, à l'instar du Royaume-Uni et des Etats-Unis où la mise en œuvre de ces politiques ont accompagné l'installation de vastes systèmes de prêt étudiant (des dettes souvent colossales directement à la charge des familles ou indirectement quand l'Etat garantit ces prêts aux prestataires privés), ou du Chili et du Canada où d'importantes mobilisations étudiantes ont vu le jour respectivement en 2011 et 2012. On se souvient d'ailleurs que les manifestations dites du "Printemps érable"<sup>3</sup> ont

1. "Bienvenue en France", loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, dite loi ORE et Parcoursup

2. PIB par habitant (2016, en parité de pouvoir d'achat) du Sénégal : 2600 euros. Prix de l'inscription en licence rehaussée à la rentrée 2019 de 170 à 2770 euros. Pour le master, on passe respectivement de 243 et 380 à 3770 euros (dans les deux cas).

3. ARCHIVES RÉVOLUTIONNAIRES, 2022. 2012 : La plus grande grève de l'histoire du Québec. Archives révolutionnaires. [en ligne]. Montréal, 13 février 2022. Disponible à l'adresse: <https://archivesrevolutionnaires.com/2022/02/13/2012-la-plus-grande-grève-de-l-histoire-du-quebec/> ARCHIVES RÉVOLUTIONNAIRES, 2022. 2012 : La lutte des grévistes en région. Archives révolutionnaires. [en ligne]. Montréal, 2 avril 2022. Disponible à l'adresse: <https://archivesrevolutionnaires.com/2022/04/02/greve-de-2012-en-region/>

mené au Canada à la suspension de la hausse des frais d'inscription initialement prévue.

Le "Plan étudiants" proposé en 2017 en France par le gouvernement Macron (plan que "Bienvenue en France" complète) – et par la suite décliné en loi ORE contenant elle-même le dispositif Parcoursup – vise quant à lui à modifier les modalités d'orientation des jeunes bacheliers vers les études supérieures. Avec des mesures encadrant et restreignant le passage du secondaire au supérieur, le plan constitue une importante remise en cause du droit d'accès au supérieur seulement conditionné par le baccalauréat (même si ce droit restait souvent purement formel, c'est-à-dire sur le papier).

Dans le cas de "Bienvenue en France", comme dans les autres le plus souvent, ces mesures ont une histoire dont on retrouve la trace, ici notamment dans les rapports Attali (1998) et Aghion et Cohen (2004) ; et rencontre une opposition, ici notamment des organisations étudiantes (UNEF, FAGE, Solidaires Etudiants, ...) et des syndicats enseignants (Snesup-FSU, SGEN-CFDT, SNPTES, ...) pour informer, reconstruire une opposition et soutenir les premières initiatives de contournement par les établissements (certains proposent des prévisions et aménagements budgétaires pour que les étudiants extra-communautaires ne soient pas soumis à la hausse des frais d'inscription). Organisations étudiantes et syndicats enseignants se sont rejoints dans une mobilisation qui a pris différentes formes. L'opposition a été suffisamment large pour que la présidente de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) ait pu s'indigner de la démarche de la ministre ; et le Conseil d'administration (CA) de cette même CPU ait pu demander la suspension de la mesure faute de consultation préalable. Des pétitions ont été mises en circulation et ont reçu plusieurs centaines de milliers de signatures - ce qui, sans produire d'effet significatif, signale une opposition. Dès le début de l'année 2019 des mobilisations plus substantielles voient aussi le jour sous forme de rassemblements et des tribunes et des motions d'opposition sont également produites, notamment dans différentes instances au sein de la communauté académique (CA d'établissements de l'ESR, de facultés, de laboratoires de recherche, de revues scientifiques, ...). Des assemblées générales (AG) se mettent aussi en place, des blocages et fermetures administratives sont organisées. Des manifestations s'organisent dès le 1er décembre. Il n'y avait alors plus qu'un pas à faire pour établir le lien avec l'agenda gouvernemental d'en-



semble. Une jonction est faite à minima, notamment avec Parcoursup et la réforme du bac. En février 2019, de fil en aiguille, 17 établissements de l'ESR s'étaient déjà explicitement déclarés opposés à la mesure.

Fin février, le gouvernement cède sur l'échelon doctoral de la hausse prévue pour tous les cycles du schéma Licence-Master-Doctorat (LMD). Mais c'est encore une bien maigre victoire en demi-teinte à ce niveau car les libéraux eux-mêmes (notamment dans le cadre d'une mission de concertation sur la stratégie) n'étaient pas au clair sur la pertinence d'une sanction sur le doctorat des extra-communautaires (car dans des proportions plus grandes qu'en licence ou en master, les candidats extra-communautaires au doctorat arrivent déjà formés et présélectionnés pour contribuer à la croissance). Le système LMD globalisé prend là tout son sens. De même, l'opération gouvernementale "Bienvenue en France" suscite des interrogations sur le plan économique du point de vue capitaliste. Campus France a par exemple évalué positivement la balance entre les retombées économiques de l'accueil (qui était déjà sélectif, même avant l'arrivée de Frédérique Vidal au Ministère en l'ESR et de l'Innovation) et le coût de cet accueil, évalués respectivement à 4,65 Milliards et de 3 Milliards d'euros.

La coïncidence avec l'onde de choc qu'a représenté le mouvement des Gilets jaunes pour le pouvoir (l'annonce de "Bienvenue en France" intervient le 19 novembre) est vue par certains comme une tentative de diversion. Mais l'hypothèse inverse est aussi posée : l'agenda du ministère de l'ESR et de l'Innovation est freiné par anticipation d'un mouvement de plus grande ampleur. Avec un peu plus de recul sur ces deux scénarios, il semble que les mobilisations contre Bienvenue en France et le mouvement des Gilets jaunes ont eu assez peu d'effets les uns sur les autres et qu'ils sont restés plutôt disjoints.

Ce que nous retenons des événements ici est l'intensité de ces réformes structurelles qui viennent prolonger une dynamique préexistante mais dans une démarche cohérente et résolue qui atteint parfois des objectifs que le patronat osait à peine formuler. Les réponses de l'opposition aux initiatives gouvernementales elles aussi ont su faire preuve de créativité. Si les effets des mobilisations sont restés très limités, que beaucoup d'erreurs d'analyse, d'écueils organisationnels ou de tropismes petits-bourgeois prévisibles sont à déplorer, un très large spectre d'organisations de l'ESR a manifesté son opposition en ayant recours à des modes d'action assez diversifiés incluant des "piquets de grèves", des blocages d'établissements et une participation diffuse mais réelle à des luttes transversales, non sectorielles :

Les trois cents personnes réunies dans un amphithéâtre à l'université Paris-VIII (Vincennes - Saint-Denis), selon les syndicats, n'ont pas seulement voté pour un « revenu étudiant » et pour le « retrait » des grandes réformes éducatives du quinquennat (loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, service national universel, loi pour une « école de la confiance », plan « Bienvenue en France »). Les étudiants ont également appelé à rejoindre le mouvement contre la réforme des retraites. « Nous participerons à l'assemblée générale des personnels de l'université, prévue le 4 décembre, pour préparer la grève », défend Sophie, en master de science politique et représentante de Solidaires étudiant-es.

« Accentuer la pression sur le gouvernement d'ici au 5 décembre<sup>3</sup> » c'est ce à quoi appelle l'intersyndicale étudiante. Mais les syndicats ne sont pas tous sur la même ligne pour cette journée contre la réforme des retraites : la FAGE, première organisation étudiante, n'appelle pas à y participer, contrairement à l'UNEF ou à Solidaires étudiant-es.<sup>4</sup>

Crass

3. le 5 décembre 2019, à environ 1 an des premières mobilisations contre "Bienvenue en France" et des Gilets jaunes, date du coup d'envoi de la mobilisation contre la réforme des retraites, journée de grève et de mobilisation nationale, [nda]

4. "Journée nationale contre la précarité étudiante : une mobilisation en demi-teinte" (Le Monde, 26 novembre 2019)

# Et pourtant elles existent !

**L**es résistances rurales aux projets industriels nuisibles sont nombreuses et même victorieuses parfois. Mais elles passent sous les radars médiatiques, dans le vacarme autour de la guerre, de la pandémie ou des élections. Par exemple, contre une usine à saumons dans les Côtes-d'Armor, contre les méga-bassines du Niortais ou un projet hypothétique de centrale nucléaire près de Nantes, divers collectifs posent concrètement l'enjeu de l'utilité sociale et de la décision démocratique, face à la rentabilité financière et la destruction du vivant.

## Des saumons d'Avril...

Depuis l'été 2021, prévu sur 10 ha à Plouisy près de Guingamp, le projet d'usine à saumons du norvégien *Smart Salmon* - 20 000 tonnes/an projetés !? - énerve les habitant-es, déjà entouré-es d'élevages industriels qui distillent généreusement nitrates, antibiotiques et phyto- sanitaires dans les rivières et nappes, avec en bout de chaîne les algues vertes sur les rivages. Il est difficile de savoir si le conseil (des 57 communes) d'Agglomération Guingamp-Paimpol (AGP), présidé par le maire PS de Guingamp, a un peu débattu ou s'est contenté de suivre le chef et sa promesse de création de 50 emplois, avant d'accepter le compromis de vente du terrain à *Smart Salmon*. Pour optimiser les atouts du territoire breton comme disent les aménageurs, ajoutons des saumons aux vaches, cochons, et autres poulets en surnombre.

Le collectif d'individus *Douriou Gouez*<sup>1</sup> -eaux sauvages en breton - opposé au projet a été accueilli par un premier maire pour une réunion d'informations (100 personnes); celui-ci s'est prononcé contre le projet, le jugeant irréaliste mais aussi très peu expliqué. Une autre commune devrait suivre, serait-ce le début d'un rétro-pédalage des édiles, face aux diverses réactions: pêcheurs de saumons sauvages, ostréiculteurs, associations de défense de la nature, *Atelier Paysan*...

Un carnaval sur le site a eu lieu le 19 mars avec une parodie de discours inaugural. Et le 1<sup>er</sup> avril, des saumons en papiers ont été collés à Guingamp sur le local d'AGP, plaisanterie dénoncée par le président qui a déposé plainte pour dégradation! S'il taxe les opposants au projet d'idéologues, il reconnaît lui-même ne pas savoir grand chose sur les techniques et données chiffrées de l'usine. Un site 20 fois plus petit se construit à Boulogne<sup>2</sup> et doit ouvrir en 2024, et il semble clair que la prétendue « circularité » du procédé industriel, en vase clos sans rejet ni pompage de l'eau salée, est une énormité. En plein désastre écologique généralisé, les élus foncent toujours plus loin, sans savoir où et en méprisant les populations qui rejettent l'absurdité de leurs décisions. « La Bretagne et ses rivières sont empoisonnées par les déjections, ça tombe bien! Si on en rajoute, ça ne se verra pas! ». *Douriou Gouez* a bien

l'intention de stopper la dérive du leader maximo d'AGP et de faire à ce projet une belle... queue de poisson!

## Crever les bassines

L'agro-industrie compte installer des centaines de bassins artificiels géants - les bassines - sur le territoire hexagonal, en prévision du changement climatique pour continuer à irriguer et produire de façon toujours aussi intensive, sans limitation ni adéquation à des pratiques respectueuses de l'environnement, en artificialisant des milliers d'hectares cultivables<sup>3</sup>. Cette privatisation des ressources en eaux - de surface et souterraines par pompage - au profit des gros producteurs s'appuie notamment sur des aides de l'état, avec un ministre de l'agriculture<sup>4</sup> totalement acquis à la FNSEA et à l'agro-business. La campagne des *Soulèvements de la Terre* lancée début 2021 et qui vise notamment les projets de méga-bassines, a réussi à regrouper dans un cartel diverses structures et collectifs, notamment la Confédération Paysanne. Lors du dernier rassemblement dans les Deux Sèvres, du 25 au 27 mars à la Rothenard, les *Soulèvements de la Terre* ont regroupé plus de 5000 personnes lors de la manifestation et de sabotages de conduites d'eau destinées au remplissage d'une bassine<sup>5</sup>. La précédente initiative n'avait regroupé que 700 personnes le 6 novembre 2021. Seuls les médias locaux et les sites militants ont fait écho à cette lutte, qui pourtant mobilise beaucoup de moyens policiers pour décourager les manifestant-e-s. À la Rothenard, pas moins de 2000 gendarmes mobiles, deux hélicoptères, un canon à eau ont tenté de gêner - les protestataires mais aussi la population qui se voyait interdite de mouvements - dissuader, provoquer (avec un survol d'hélico très bas de la foule avec caméra embarquée pendant un quart d'heure, au risque de se prendre un projectile, un feu d'artifice, justifiant alors une évacuation musclée du camp ?). La cellule Demeter de la gendarmerie vient d'être dissoute, mais cela n'a pas empêché la préfecture des Deux-Sèvres - qui l'a reconnu! - de planquer une caméra devant le domicile de militants de la coordination anti-bassines. Combien de dizaines de milliers de personnes en lutte faudra-

t-il pour qu'un vrai débat s'ouvre sur le modèle agricole hexagonal, malgré la chape de silence et de répression entretenue par le lobby agro-industriel et ses relais gouvernementaux ?

## Une centrale nucléaire en Loire-Atlantique?

En aval de Nantes sur la Loire, la centrale à charbon de Cordemais est l'une des deux dernières en fonctionnement de l'Hexagone. Si la guerre actuelle et les difficultés nucléaires d'EDF vont probablement la maintenir en marche, son arrêt pour cause de bilan carbone est programmé avant 2026. En novembre 21, la présidente des Pays de la Loire Morançais propose d'installer sur le site une des « mini » centrales nucléaires annoncées par Macron. Un regroupement d'associations de gauche de Basse Loire a organisé le 27 mars un picnic d'information sur le site, réunissant 300 personnes qui, en partie, étaient déjà mobilisées, il y a 25 ans, contre le projet du Carnet (de nombreux personnes étaient mobilisés ce dimanche-là dans les Deux Sèvres contre les bassines). À priori, si Morançais et EDF pensent réellement pouvoir installer un réacteur à Cordemais, ils sous-estiment fortement la mémoire collective antinucléaire de l'estuaire (deux projets stoppés en 86 et 97), ainsi que le tissu militant qui à quelques 20 kms de Cordemais a réussi à stopper le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, avec quelques 200 zadistes toujours sur place. D'un point de vue antinucléaire, gagner à Cordemais contre les nucléocrates augurerait bien d'une reprise de la lutte en France.

Ces trois exemples de résistances collectives, face à des lobbys appuyés sur des politiciens de tout bord, un appareil juridico-policié et des médias très discrets, illustrent de nombreuses autres luttes de terrain. Il est plus facile de hurler à l'abstention et à la dépolitisation, que d'éclairer combien les populations tentent par de s'emparer de la question de l'aménagement du territoire, et par ce biais de se réapproprié un peu de pouvoir sur leur avenir et le modèle de société, bref de rompre avec la politique politicienne spectaculaire selon une problématique lutte des classes.

Nantes, le 24/04/22

1. Cf son site <https://douriou-gouez.fr> et *Courant Alternatif* 317, en ligne sur le site OCL pour l'Article Des saumons de terre en Bretagne

2. <https://reporterre.net/A-Boulogne-sur-mer-un-elevage-industriel-de-saumons-desastreux-pour-le-bien-etre-animal>

3. cf CA n°314 sur le site OCL

4. Denormandie est dans le premier cercle du pouvoir, proche de Macron et complètement aligné sur l'agro-business.

5. <https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/lettre-ouverte-bassines>

# Quelques nouvelles du Kamerun

**D**ans le numéro de février de *Courant Alternatif*, nous avons évoqué la libération des prisonniers politiques de l'organisation « Stand Up For Cameroon ». Cependant, il reste encore des prisonniers politiques de l'opposition dans les geôles camerounaises. A l'instar des militants du MRC (Mouvement pour la renaissance du Cameroun). Les différents collectifs, partis et diverses organisations opposantes au régime continuent de mobiliser pour la libération des prisonniers des marches de Septembre 2020 (au moins 500 personnes arrêtées). De plus, le pouvoir fait face à un mouvement de grève inédit et puissant dans l'éducation mené par les professeurs.



## Situation des prisonniers

La situation des prisonniers s'est aggravée à cause de l'épidémie de choléra qui frappe le Cameroun depuis le mois de Novembre dernier. En effet, les conditions carcérales particulièrement déplorables ont favorisé la propagation de cette maladie dans les plus grands centres pénitentiaires du pays. Un système de santé exsangue, le manque d'eau courante et d'hygiène en général, en plus d'une surpopulation touchant les plus grandes prisons du pays (celles de Douala et de Yaoundé) sont les vecteurs du choléra qui a touché plus d'une centaine de prisonniers. Au moins 6 personnes sont mortes du choléra dans la prison Centrale de New Bell à Douala. Parmi ces militants, il y avait un jeune militant du MRC Rodrigue Ndagueho Koufet, qui purgeait une peine de prison de

3 ans pour avoir manifesté lors des marches de Septembre 2020. Tristesse, colère et consternation touchent tous les militants camerounais depuis une semaine...

Cette nouvelle, contrebalance une nouvelle positive : la libération du militant Collins Nana de l'organisation « Stand Up For Cameroon » qui était enfermé depuis plus de 18 mois à la prison centrale de New-Bell. Un tribunal militaire l'avait condamné pour « insurrection, rassemblements et manifestations publiques » en décembre dernier.

## Mobilisations pour une grève générale ?

Depuis plus d'un mois, le gouvernement fait face à un mouvement inédit dans l'éducation. En effet, les professeurs (collèges et

lycées) sont en grève contre les conditions globales mais surtout contre le retard de versement de leurs salaires ou pour certains de leur retraites de l'éducation. En effet, plusieurs témoignages de professeurs qui assurent qu'ils n'ont pas perçus leur salaire complet pendant plus de 5 voire 7 ans ou qui attendent leurs retraites depuis 15 ans. C'est un collectif appelé OTS (on a trop supporté) qui a porté la mobilisation pendant plus d'un mois. Les enseignants ont baptisé cette grève « opération #CraieMorte » relayée grandement sur les réseaux sociaux. Le gouvernement a régularisé les situations les plus criantes, ce qui a eu pour conséquence de faire stopper le mouvement, momentanément d'après les enseignants.

L'invasion de la Russie en Ukraine a des conséquences partout sur le globe et notamment en Afrique : c'est l'augmentation des produits de première nécessité. De fait, l'augmentation du pétrole et du cours du blé conduit des populations à se passer de cette céréale à se reporter sur d'autres aliments cultivées localement (manioc, patate douce) pour faire de la farine. Cependant, un appel à la grève générale « contre l'appauvrissement généralisé » et des manifestations pacifiques initialement lancé par des syndicats et des collectifs contre la vie chère au début du mois d'avril (le 7 précisément) n'a pas pu aboutir : en effet, lors de négociation, l'état camerounais, pour le moment, a donné des garanties en termes de salaires dans les secteurs public et privé.

A voir dans les prochaines semaines ce qu'il va se passer dans les mobilisations futures autour de la vie chère.

Alfano

## vite fait sur le zinc



## Une histoire sociale et politique de la conquête de l'Algérie

De la guerre des demoiselles à la reddition d'Abd el-Kader. Bonnel & Cerruti.\*

142 pages. Prix 10 euros. Terrasses éditons. Après de multiples rencontres et tractations, le 18 mars 1962, sous la présidence du général De Gaulle, une délégation française et une délégation du Gouvernement Provisoire de la République d'Algérie (GPRA), se retrouvent à Evian et signent un cessez le feu "Les accords d'Evian"

qui mettra fin à la guerre d'Algérie. Une guerre de libération nationale actée par le FNL (Front de Libération National). Une guerre sans nom: "Des événements", pour les gouvernements français qui se succéderont au pouvoir à Paris. Une guerre commencée le 1er novembre 1954 et prendra fin en mars 1962. L'indépendance sera proclamée le 5 juillet 1962.

Mais au delà de ces 8 années de résistance algérienne, ces accords mettront fin à 132 ans de colonisation française.

C'est la démarche, la pensée de cette colonisation que les auteurs du livre nous font découvrir avec des clefs de compréhension sur ce que fut cette guerre de conquête: la "pacification" française. Ils nous plongent dans le contexte politique, militaire et social français, tant en "Métropole" qu'en Algérie. Une conquête coloniale inscrite dans la situation internationale de l'époque. Une lecture aisée qui nous dépeint l'horreur et les violences de cette geste coloniale, de la réalité sanglante, de cette "pacification" contre

un peuple paysan à combattre et abattre, et qui sera spolié et humilié durant plus d'un siècle. Une histoire où, si la force des armes soumettra avec quelques difficultés les révoltes et rébellions du moment, dont la plus célèbre résistance fut celle menée durant dix ans par l'émir Abd El Kader, celles-ci deviendront 132 ans plus tard, la révolution nationale d'un peuple.

Gageons comme le soulignent les auteurs: "...Que ces quelques lignes, héritières des résistances et des insoumissions radicales d'hier et d'ailleurs puissent contribuer à mettre un coup d'arrêt à la marche du monde capitaliste".

\*Du même auteur: "D'Alger à Mai 68 mes années de révolution", édition Spartacus.

A lire ou relire aussi

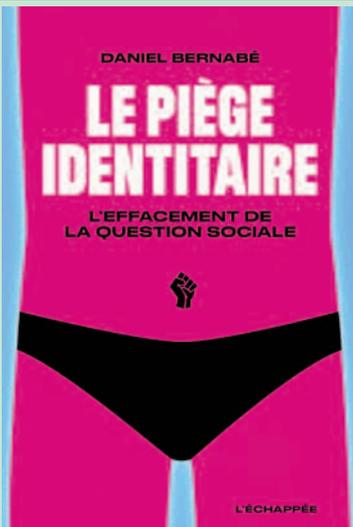
### Cent ans de capitalisme en Algérie 1830-1930 : Histoire de la conquête coloniale Robert Louzon.

75 pages. Prix 8 euros. Édition "Acratie".

Né en 1982, Robert Louzon a été l'un des premiers militants anti-colonialiste dans le mouvement ouvrier révolutionnaire. Ingénieur, il quitte la France pour la Tunisie en 1913 afin de s'occuper d'une exploitation agricole. En 1919, il adhère à la section de Tunis du parti socialiste qui vote son adhésion à l'Internationale Communiste. Comme directeur de "L'avenir social",

il est poursuivi en conseil de guerre pour "diffamation envers des officiers de l'armée française". En 1922, il est condamné à huit mois de prison pour "attaque contre les droits et les pouvoirs de la république française en Tunisie" et "exhortation à la haine des races" pour avoir publié divers textes en langue arabe.

Expulsé de Tunisie, il revient en France et participe avec Pierre Monatte à "La vie ouvrière" puis à l'Humanité". Il démissionne du parti communiste en décembre 1924 à la suite de l'exclusion de Monatte et de Rosmer puis en 1925, fait partie du noyau fondateur de "la révolution prolétarienne" à laquelle il collabore jusqu'à sa mort en 1976.



### Le piège identitaire L'effacement de la question sociale Daniel Bernabé

Ed. L'échappée, 300 pages 20 euros.

C'est par une lecture quelque peu « tirillée » de Michel Foucault que le postmodernisme, sortant de sa bulle universitaire, a envahi les espaces critiques laissés vacants du fait d'une inversion des rapports de force entre les classes sociales à la fin des années 1970. La bourgeoisie se reprenait, les luttes sociales perdaient les

unes après les autres, la pensée critique devenant le reflet de cette inversion progressive se vidait. Le souffle des interprétations postmodernes a alors non seulement inondé l'espace politico-culturel mais encore interdit, parfois violemment, toute critique et tout débat dans un contexte où la question sociale était rejetée aux oubliettes<sup>1</sup>.

Mais le vent commence à tourner, la critique qui semblait éteinte semble se rallumer, sans la honte ni culpabilité dans laquelle cette nouvelle aire culturelle naviguant entre intersectionnalité et wokisme, entendait l'enfermer. Plusieurs ouvrages sont ainsi parus qui osent la critique sans se sentir obligés de reproduire à leur tour l'insulte ou l'invective pamphlétaire propres à ce courant.

Daniel Bernabé (qui, précisons-le, se situe dans un espace politique proche de la gauche antilibérale) nous rappelle que toutes les questions et les mouvements afférents (postcoloniaux, LGBT, genre et identité, etc.) dont le postmodernisme se nourrit existaient avant qu'il s'y intéresse et que s'il a contribué à les rendre visibles il ne les a en aucune manière impulsés. Il faut reconnaître qu'affiner la description des réalités sociales, du fonctionnement du pouvoir et de l'Etat était devenu, en cette fin de XXe siècle, une nécessité pour envisager de refonder un mouvement révolutionnaire. Mais le postmodernisme a entrepris ce travail en détruisant le socle sans lequel aucun projet de lutte collective ne peut se

construire : le « nous » de la conscience de classe ne pouvant plus exister ni être recherché si « nous » sommes d'abord une infinité de spécificités.

Ce repli sur les identités particulières en lieu et place des identités de classe n'a pas été la conséquence d'un projet maléfique ou de simples « erreurs ». Il a accompagné et est le fruit de la « révolution néolibérale » des années 1980. Selon Bernabé le néolibéralisme est moins une théorie économique qu'une volonté de restauration après deux décennies de vagues révolutionnaires, et d'abattre l'État-providence.

L'intérêt et l'originalité de ce livre est que l'auteur, lui-même espagnol, nous promène à travers le monde, en particulier aux États-Unis et en Grande-Bretagne, pour nous décrire les liens quasi filiaux entre un néolibéralisme s'appuyant sur des classes moyennes supérieures choyées et les lectures postmodernes en termes de style de vie produites par ces mêmes classes. En outre, et ce n'est pas rien, le livre se lit facilement et n'est pas encombré d'abstractions philosophiques comme c'est souvent le cas sur ces questions.

JPD

1. Voir à ce sujet l'article concernant les Etats-Unis paru dans Courant Alternatif (n° 313, octobre 2021) : « De l'élection américaine au post colonialisme », <http://oclibertaire.lautre.net/spip.php?article2824>

## Rencontres libertaires du Quercy 2022

Les rencontres libertaires que l'OCL propose chaque été sont prévues cette année encore – du mardi 19 au dimanche 24 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors, à une heure de Toulouse.

Elles sont un espace d'échanges sur nos investissements militants, c'est pourquoi elles sont ouvertes à toutes les personnes que les débats prévus intéressent ; dans les espaces laissés libres par le programme, d'autres discussions pourront être proposées pour partager une expérience ou présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, et nous bénéficierons de ses installations pour collectifs. Il y aura également là des tables de presse, ainsi qu'une vidéothèque composée de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui. En ce qui concerne la vie quotidienne et la gestion des rencontres, les repas et le ménage seront comme d'habitude assurés par des équipes qui changeront chaque jour. Les tarifs pour les repas et la participation aux frais de location des lieux seront établis en fonction des revenus.

Voici d'ores et déjà les thèmes sur lesquels nous envisageons de débattre, et vous aurez davantage de précisions sur le programme dans les numéros de juin et d'été, ainsi que sur le site de l'OCL :

**Situation en Afrique et les mutations de la Françafrique ; la guerre en Ukraine et ses conséquences ; Les luttes anti-nucléaires en France leur histoire et la relance actuelle du programme nucléaire ; Bilan politique après la présidentielle, situation de l'extrême-droite en France et antifascisme ; Les récentes luttes de l'immigration ; La question de la perspective révolutionnaire aujourd'hui.**

